

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LOI ALLEMANDE

DU 4 FÉVRIER 1920

SUR LES

Conseils d'exploitation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le samedi 9 décembre 1922, à 4 h. 30

PAR

Eugène BOYER

Elève diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales,
Ancien officier interprète à la Commission militaire interalliée de contrôle en Allemagne
(Mission du général Nollet),
Ancien rédacteur stagiaire au Sous-Secrétariat de l'aéronautique
et des transports aériens.

PRÉSIDENT... H. TRUCHY, professeur.

SUFFRAGANTS.... } MM. ALLIX, professeur.
ROLLAND, professeur.

TOULOUSE

IMPRIMERIE V^{ve} BONNET

2, Rue Romiguières, 2

1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LOI ALLEMANDE

DU 4 FÉVRIER 1920

SUR LES

Conseils d'exploitation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques).

Présentée et soutenue le samedi 9 décembre 1922, à 4 h. 30

PAR

Eugène BOYER

Elève diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales,
Ancien officier interprète à la Commission militaire interalliée de contrôle en Allemagne
(Mission du général Nollet),

Ancien rédacteur stagiaire au Sous-Secrétariat de l'aéronautique
et des transports aériens.



PRÉSIDENT.. H. TRUCHY, professeur.

SUFFRAGANTS.... } MM. ALLIX, professeur.
ROLLAND, professeur.

TOULOUSE

IMPRIMERIE V^{ve} BONNET

2, Rue Romiguières, 2

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

Ouvrages, brochures, documents et journaux consultés.

FRANÇAIS

Les Conseils d'usine dans le Grand-Duché de Luxembourg,
par Emile MIREAUX, *Revue de Paris*, 1^{er} sept. 1921.

Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises, par Roger PICARD, Paris, 1922, chez Rivière.

Participation des ouvriers à la gestion des entreprises et
nationalisation, par M. H. TRUCHY, *L'Economiste
Français*, 18 mars 1922.

*Bulletins de la Société d'études et d'informations économi-
ques.*

Documents divers en langue française de cette Société.

Thèses de Paris : Participation des travailleurs à la ges-
tion des entreprises, par M. A. AR-
NOU, 1920.

— De la participation des ouvriers à la
gestion des entreprises, par M. DE
MONTGERMONT, 1921.

— La question du contrôle ouvrier en Ita-
lie. Avec un aperçu dans les autres
pays, par M. G. ASSAN, 1922.

ALLEMANDS

- Das Rätssystem*, von D^r Hugo SINZHEIMER, Frankfurt 1919, Union Druckerei.
- Kommentar zum Betriebsrätegesetz*, von D^r G. FLATOW, Berlin 1921, Buchhandlung Vorwärts.
- Betriebsrätegesetz....*, von D^r W. KIESCHKE und D^r F. SYRUP, Berlin 1920, Heymanns Verlag.
- Wörterbuch des Arbeitsrechtes*, von D^r POTTHOFF, Stuttgart 1920, Verlag von J. Hesz.
- Der Betriebsrat*. Collection de la première année, 1919-1920.
- Soziale Praxis und Archiv für Volkswohlfahrt*, n^{os} 10, 12, 13 et 18 (4. 12. 1919, 28. 1. 1920).
- Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, n^{os} 49 à 52 (décembre 1919).
- Korrespondenzblatt des allgemeinen deutschen Gewerkschaftsbundes*, n^{os} 1 à 5 (janvier 1920).
- Die Deutsche Arbeitgeberzeitung* (deuxième semestre 1920-premier semestre 1921).
- Documents de la Chambre de commerce de Francfort-sur-le-Mein.
- Documents divers en langue allemande de la Société d'études et d'informations économiques.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	11
PREMIERE PARTIE. — LA PRÉPARATION DE LA LOI.....	13
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les antécédents des Conseils d'exploitation et la genèse de la loi</i>	14
CHAPITRE II. — <i>Les discussions doctrinales</i>	22
<i>Section première.</i> — La théorie de Sinzheimer..	23
I. — La conception d'une Constitution économique	24
II. — La construction d'une Constitution économique et les rapports de ses organes avec ceux de la Constitution politique.....	27
Bases de la Constitution économique.....	28
Rapport des organes de la Constitution économique avec ceux de la Constitution d'Etat..	33
<i>Section II.</i> — La théorie de Kaliski.....	36
<i>Section III.</i> — La question des Conseils au Congrès de Weimar et à la réunion des Conseils ouvriers du parti socialiste de Berlin.....	39
CHAPITRE III. — <i>Le projet de loi et l'opinion publique.</i>	46
<i>Section première.</i> — Le projet de loi et la classe ouvrière	46
<i>Section II.</i> — Le projet de loi et le patronat.....	50

DEUXIEME PARTIE. — ECONOMIE DE LA LOI SUR LES CONSEILS D'EXPLOITATION.....	53
<i>Observations préliminaires.....</i>	54
<i>Dispositions générales.....</i>	56
<i>Etablissement de la représentation des exploitations..</i>	60
<i>Rôle et pouvoirs des représentations d'exploitations..</i>	63
 TROISIEME PARTIE. — L'APPLICATION ET LES RÉSULTATS DE LA LOI.....	 69
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les difficultés d'application et d'interprétation</i>	 73
La constitution des Conseils.....	73
Les séances du Conseil d'exploitation.....	76
Perte de la qualité de membre.....	78
L'Assemblée d'exploitation	80
Attributions des représentations d'exploitation.....	83
<i>a) Conseils d'exploitation.....</i>	84
<i>b) Conseil des ouvriers et Conseil des employés..</i>	94
CHAPITRE II. — <i>Les résultats.....</i>	99
<i>Section première. — L'action des conseils au point de vue politique.....</i>	 99
<i>Section II. — L'action des Conseils dans le domaine économique et social.....</i>	 107
 CONCLUSION	 117
 ANNEXES. — Texte de la loi sur les Conseils d'exploitation	123
Texte de la loi sur le bilan d'exploitation et le compte de profits et pertes.....	160
Les dispositions de la Constitution d'Empire sur l'incorporation des Conseils dans la Constitution.	162
Les conclusions du Congrès du parti social-démocrate allemand à Weimar, du 10 au 15 juin 1919, dans la question des Conseils.....	165
Les propositions de Kaliski pour édifier les Conseils.	170
Définitions tirées du dictionnaire du droit ouvrier par le D ^r Potthoff.....	173

INTRODUCTION

Il ne faudrait pas croire que la loi sur les Conseils d'exploitation fut une génération spontanée de la Révolution allemande de 1918-1919, ou une pure et simple importation de la Russie. L'idée d'un lien plus puissant que celui qui a existé par le passé entre employeur et employé se trouvait, depuis plus d'un quart de siècle, dans la mentalité et la législation industrielle germaniques. La Révolution a seulement développé cette idée et hâté sa réalisation.

Les événements dont la Russie fut le théâtre en 1917, la constitution dans le vieil empire des tzars de conseils de toutes natures ne pouvaient manquer d'influencer les masses populaires allemandes aigries par un rationnement de plus en plus strict et dont le but — la victoire des armées impériales — s'estompait sans cesse davantage.

En Allemagne, la débâcle civile précéda de quarante-huit heures l'effondrement militaire. Le 9 novembre 1918 est considéré, outre-Rhin, comme le début de la Révolution allemande. Aussitôt on vit se former, à l'instar

des Soviets, des conseils d'ouvriers, de soldats, de matelots. Cette période troublée fut relativement courte et, dès le mois de février 1919, une Assemblée nationale constituante se réunit à Weimar, l'agitation politique étant encore trop vive à Berlin, en vue de donner une constitution au « Reich » républicain. A cette constitution devait « s'ancrer » le nouveau principe des Conseils.

L'émeute grondait et le sang coulait encore, lorsque fut votée, non sans difficulté, la loi sur les Conseils d'exploitation. Son article 102 stipulait que les différents Conseils devaient être élus pour le 22 mars 1920 au plus tard. Cette loi est donc en vigueur depuis plus de deux ans et demi.

Notre étude sera complète si nous répondons à ces trois questions :

- 1° Comment la loi a-t-elle été préparée ?
 - 2° Quelle est son économie ?
 - 3° Comment a-t-elle été appliquée et quels ont été ses résultats ?
-

PREMIÈRE PARTIE

La préparation de la loi.

Si l'on veut se rendre un compte exact et complet de la manière dont la loi du 4 février 1920 a été préparée, du mouvement des faits et des idées dont elle a été le résultat et la consécration, il importe, après avoir rappelé les antécédents des Conseils d'exploitation et la genèse de la loi les concernant, d'étudier les discussions doctrinales auxquelles leur conception a donné lieu et d'indiquer les courants d'opinion déterminés par celle-ci dans le monde ouvrier et patronal.

CHAPITRE PREMIER

Les antécédents des Conseils d'exploitation et la genèse de la loi.

Les Commissions d'ouvriers (1), précurseurs des Conseils d'exploitation actuels, se présentèrent, pour la première fois, avec un caractère *facultatif*, en 1891. A cette époque, un additif au Code industriel (§ 134 b., al. 3, modifié par la loi de 1891, § 104, IV) disposa qu'avec l'assentiment d'une Commission permanente d'ouvriers, des prescriptions concernant le rapport des ouvriers et des institutions charitables de l'exploitation, d'une part, ainsi que la tenue des ouvriers mineurs en dehors de l'exploitation, d'autre part, pourraient être insérées dans le règlement d'atelier (2).

Les syndicats travaillèrent à élargir le domaine des

(1) Voir, aux Annexes, les « Définitions », d'après le Dr Potthoff, p. 173.

(2) FLATOW. Commentaire de la loi sur les Conseils d'exploitation.

Commissions d'ouvriers et réussirent, parfois, à faire admettre des représentations d'exploitation dans la formation du contrat de tarif, afin de garantir les intérêts des ouvriers.

La loi prussienne du 14 juillet 1905, modifiée le 28 juillet 1909, prescrivit la création obligatoire de commissions d'ouvriers dans l'industrie minière. Aux termes de cette loi, dans les mines ayant au moins cent ouvriers, on devait élire des « hommes de sûreté » et des commissions d'ouvriers dont la mission était de maintenir ou de rétablir la bonne entente, soit entre les ouvriers eux-mêmes, soit entre ceux-ci et l'employeur, de présenter les vœux et doléances du personnel sur les conditions du travail, de l'exploitation et des institutions charitables.

La loi d'Empire du 5 décembre 1916 sur le service auxiliaire prescrivit la création, dans toutes les exploitations d'au moins cinquante ouvriers ou employés travaillant pour le service auxiliaire patriotique, de commissions d'ouvriers ou d'employés ayant des missions semblables à celles des commissions établies par les lois prussiennes de 1905 et de 1909. En outre, la loi d'Empire de 1916 créa, en vue des conflits possibles, des offices de conciliation paritaires présidés par un neutre, c'est-à-dire par un homme qui ne fut ni employeur ni employé.

Mais cela ne suffit pas aux syndicats qui exigèrent l'introduction obligatoire de commissions d'ouvriers dans toutes les exploitations employant régulièrement vingt personnes, avec la mission de garantir et de représenter les intérêts du personnel. L'ordonnance du 23 décem-

bre 1918, élargissant le cadre de la loi de 1916, prescrivit, pour toutes les exploitations, administrations et bureaux du droit public et privé ayant au moins vingt ouvriers ou vingt employés, la création de commissions d'ouvriers ou d'employés.

La Révolution accéléra le mouvement qui se dessinait. L'idée des conseils s'affirma et se précisa. Il s'agissait de rendre les ouvriers « porteurs de la production », de leur reconnaître un droit de co-décision. Ce droit, aussi bien dans les questions politico-sociales relatives au travail, que dans les questions touchant la production, dans l'exploitation isolée que dans l'économie tout entière, devint le but de l'agitation ouvrière. Les travailleurs obtinrent des avantages supérieurs à ceux que leur avait donnés l'ordonnance du 23 décembre 1918.

A la suite de grèves importantes, notamment de celle des mineurs de mars 1919 et de celle des employés de l'industrie métallurgique berlinoise d'avril 1919, le Congrès syndical de Nüremberg adopta les conclusions suivantes en ce qui concerne les directives de l'activité des syndicats (1) :

ARTICLE 7. — Le droit de co-décision des ouvriers doit être réalisé dans toute la production, de l'exploitation isolée jusqu'aux sommets les plus élevés de l'organisation économique centrale. Dans l'exploitation, des représentations ouvrières (Conseils d'exploitation) seront élues librement et d'accord avec les syndicats, appuyées sur leur puissance, auront à poursuivre la démocrati-

(1) Voir FLATOW, ouvrage cité, pp. 13 et suiv.

sation des exploitations en communauté avec les dirigeants. La base de la démocratie d'exploitation est le contrat de travail collectif ayant validité légale. Leurs droits et leurs devoirs sont à fixer dans les contrats collectifs sur la base des décisions légales.

ARTICLE 9. — Dans les communes ou territoires industriels étendus, les Conseils ouvriers professionnels anciens prendront en charge, à côté des devoirs et des droits qui leur sont assignés par la loi, les devoirs sociaux et politiques appartenant jusqu'alors aux cartels locaux. Ces derniers seront remplacés par les Commissions locales de la Confédération générale allemande des Syndicats, qui limiteront leur activité aux questions purement syndicales et assureront, en outre, la liaison des syndicats avec les conseils des ouvriers.

ARTICLE 10. — En dehors de ces conseils ouvriers locaux, des représentations ouvrières seront élues, pour les grandes circonscriptions et pour l'Empire, d'après le système du vote proportionnel. Elles peuvent, avec des représentations identiques des chefs d'exploitation, traiter en commun des questions de politique sociale et de politique économique en tant qu'organes autonomes d'économie sociale (Chambres d'économie), préparer des projets de lois, travailler en vue de l'organisation des exploitations dans le sens de la socialisation.

ARTICLE 11. — Les Syndicats, comme représentants des intérêts ouvriers, ne peuvent être les porteurs de la production, rôle supporté par les Chambres économiques. Mais à eux incombe la conduite d'une politique ouvrière consciente au sein des Chambres économiques.

Ils doivent établir des directives de principe pour les représentants ouvriers et assurer une liaison constante de ces représentants entre eux et avec les Syndicats. Ils doivent prendre des mesures étendues pour diffuser parmi les ouvriers la connaissance de toutes les questions d'économie sociale, ainsi que celles de la produc-

tion, de la technique et de l'administration, afin de dégager les forces nécessaires à l'exécution de la méthode économique socialiste.

.

Le même Congrès avait arrêté les dispositions concernant les devoirs des Conseils d'exploitation.

Le Gouvernement qui, dès la Révolution, avait repoussé l'érection d'un système politique des Conseils et avait convoqué l'Assemblée nationale, prit position, pour la première fois, dans les discussions sur les Conseils en matière économique, lors de la grève générale à Berlin, le 5 mars 1919, par la déclaration suivante :

a) Les Conseils ouvriers sont reconnus formellement comme représentation des intérêts économiques et « ancrés » dans la Constitution. Leurs délimitation, élection et devoirs seront réglés par une loi spéciale à rendre de suite.

b) Pour les différentes exploitations, il y aura lieu d'élire des Conseils d'ouvriers et des Conseils d'employés qui participeront, sur le même pied d'égalité, aux discussions des conditions générales du travail.

c) Pour contrôler et régler la production et la répartition des produits, on formera des « communautés du travail » pour toutes les branches de l'industrie dans lesquelles les entrepreneurs et chefs d'exploitation, les ouvriers et les employés, les syndicats patronaux et ouvriers concourront.

d) On créera des Conseils de travail de district (Chambres de travail) et, pour tout l'Empire, un Conseil de travail central. Dans ces Conseils, tous ceux qui produisent, les employeurs, les travailleurs de professions libérales, etc., seront représentés. Ces Conseils participeront aux mesures de socialisation et devront être appelés au contrôle des exploitations et des industries

socialisées. Ils donneront leur avis sur toutes les lois économiques et politico-sociales et auront le droit d'en proposer. Le Gouvernement consultera le Conseil central avant de déposer un projet de ces lois.

C'est le droit d'initiative législative reconnu au Conseil économique d'Empire.

Ces quatre alinéas font l'objet de l'article 165 de la Constitution.

Cet article est né d'un projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 34 du projet de Constitution allemande du 10 juin 1919.

Dans cet article 34 *a*, le Gouvernement part de ce point de vue que le mouvement en faveur des Conseils s'appuie sur deux idées : d'abord le travailleur aspire de plus en plus à faire valoir ses intérêts à l'atelier et à l'extérieur, puis, en dehors de son travail, il cherche à avoir un droit d'action dans la production, jusqu'alors dirigée uniquement par l'employeur (1).

Cette opinion gouvernementale a présidé à la création des Conseils qui sont munis d'une fonction politique et sociale. Jusque là, le soin de représenter légalement les intérêts des travailleurs incombait aux syndicats; ceux-ci ne sont pas dépouillés de leur mission, mais ils trouvent, dans les Conseils, des collaborateurs. Alors que les syndicats n'ont pas de caractère officiel, ne représentent pas tous les membres de la profession et ont

(1) KIESCHKE et SYRUP, Commentaire de la loi sur les Conseils d'exploitation.

pour base la profession, non l'usine, les Conseils ouvriers doivent représenter tous les travailleurs, organisés ou non, d'une manière officielle.

Au sujet des Conseils d'exploitation, qui apparaissent au premier plan de la politique des Conseils, le Gouvernement s'exprime ainsi dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à l'Assemblée nationale de Weimar :

« Il s'agit d'une institution qui existe déjà dans beaucoup d'exploitations en Allemagne, soit sur la base d'un accord contractuel, soit du fait du pouvoir ouvrier pendant ou après la Révolution. L'institution est incertaine et elle sera la cause de troubles constants tant qu'elle n'aura pas été fondée et réglementée légalement. Les mêmes remarques s'appliquent aux Commissions d'ouvriers et d'employés créées par l'ordonnance du 23 décembre 1918. »

La loi prévue dans le deuxième alinéa de la déclaration gouvernementale du 5 mars 1919 fut la première votée. Ce fut la loi sur les Conseils d'exploitation du 4 février 1920. Le projet fut publié dans le *Bulletin de l'Empire* du 9 août 1919, après avoir subi une série de discussions préliminaires avec les représentants des grandes associations patronales et ouvrières et avoir reçu des modifications de la part du Conseil d'Empire. La première lecture devant l'Assemblée nationale eut lieu à Weimar, le 21 août 1919; le projet fut discuté du 23 septembre au 18 décembre par la septième Commission (politico-sociale) de l'Assemblée nationale, au cours de vingt-neuf séances. La deuxième lecture fut achevée le 16 janvier. La troisième lecture fut enfin suivie du vote de la loi par 215 voix contre 63, le 18 jan-

vier 1920. Le parti populaire national allemand et le parti populaire allemand votèrent contre à l'unanimité. Les socialistes majoritaires votèrent pour à l'unanimité. Les socialistes indépendants votèrent contre à l'exception de deux députés. Le centre et le parti démocrate allemand votèrent pour.

CHAPITRE II

Les discussions doctrinaires.

La conception des Conseils est intimement liée à celle de la formation d'une constitution économique à côté de la constitution de l'Etat. Il est apparu aux esprits attentifs aux transformations sociales que la démocratie politique ne suffit pas à résoudre le problème de l'organisation économique, que l'Etat seul ne peut diriger l'économie globale et que les questions d'ordre économique doivent être tranchées par les forces économiques elles-mêmes. Les Conseils ne sont autre chose que les organes d'expression et d'action de la volonté économique.

Les principaux théoriciens des Conseils, Sinzheimer et Kaliski, sont d'accord sur ce point de départ. Mais ils se séparent quand il s'agit de préciser les rapports des Conseils avec l'Etat, c'est-à-dire les relations de la Constitution économique et de la Constitution politique.

Nous allons exposer ces deux théories, en insistant surtout sur celle de Sinzheimer, qui offre une analyse

approfondie et une justification cohérente de la conception des Conseils, puis nous montrerons pour quels motifs le Congrès du parti social démocrate ainsi que la réunion des Conseils ouvriers du parti socialiste de Berlin se sont prononcés en faveur des idées de Sinzheimer et ont repoussé celles de Kaliski.

SECTION PREMIERE

LA THÉORIE DE SINZHEIMER

La théorie du Dr Sinzheimer est contenue dans deux discours prononcés l'un à Weimar, le 12 juin 1919, au Congrès du parti social-démocrate allemand, l'autre le 10 octobre 1919, à la réunion des Conseils ouvriers et des fonctionnaires du parti socialiste de Berlin et banlieue. Ces deux discours ont été réunis en une brochure intitulée « Das Râtesystem » (1) : La Théorie des Conseils.

Cette théorie comprend deux parties. La première a pour objet la conception d'une constitution économique; la seconde, la construction et la mise en œuvre de cette constitution, notamment les rapports de ses organes (les Conseils) avec ceux de la Constitution politique.

(1) Franfort-sur-Mein, 1919.

I

La conception d'une Constitution économique.

Le mouvement vers la création des Conseils d'usines apparaît au Dr Sinzheimer comme une suite de la guerre. Malgré la formation d'une nouvelle démocratie politique, la vie sociale n'avait pas changé. De plus, durant la tourmente des hostilités, l'homme s'était senti le jouet d'une force aveugle : « Au plus profond de lui-même, dit l'auteur, l'individu sentait un but indestructible, que les forces objectives de la vie ne devaient pas le dominer, et qu'au contraire il était appelé à les dompter d'après les lois de la raison. Il voulait façonner sa vie lui-même et créer un nouvel ordre de l'existence dans lequel il s'appartint et ne fût pas utilisé au service de causes étrangères. Avoir dans la main les forces qui décident du sort de l'existence et les diriger librement dans tous les domaines, est le désir le plus intime qui anime une grande partie des masses attachées à l'idée des Conseils. »

D'où le sentiment, le besoin et la conception d'une démocratie économique dont l'auteur indique les caractères et montre la nécessité. Avant tout, la démocratie économique ne doit pas être une dictature des Conseils. Il ne s'agit pas de détruire la démocratie politique et de la remplacer par la domination d'une classe. Car, une telle domination est, nécessairement, l'œuvre de la force et ne peut subsister que par la force; or, la violence,

capable d'accomplir des révolutions politiques, est impuissante à opérer des révolutions sociales. Celles-ci tendent à de nouvelles formes de l'économie, lesquelles ne dépendent pas seulement des changements de législation, mais aussi et surtout du développement des activités économiques. Ces activités elles-mêmes sont le résultat d'un laborieux travail d'organisation. Capable de renverser un système économique suranné, la force est incapable d'en construire un nouveau.

Ce qu'il faut donc, c'est instaurer une démocratie économique à côté de la démocratie politique. Si parfaite que soit cette dernière, elle ne peut éliminer le danger d'une tension entre l'évolution des conditions sociales et celle de l'ordre politique. La démocratie politique pure ne peut agir sur les conditions sociales que par la loi et l'administration, mais ces deux moyens sont insuffisants pour desservir le développement social. Toute la société, dans la sphère économique notamment, échappe à l'action de l'Etat. Sa complexité même s'oppose à un traitement convenable et exclusif par les lois étatiques, essentiellement schématiques, bureaucratiques, rigides et d'une intervention souvent trop tardive. L'homme d'aujourd'hui ne se contente plus d'envoyer des représentants au Parlement, il veut avoir une influence directe sur ce qui décide de sa destinée personnelle. D'ailleurs, il peut y avoir antinomie entre les tendances politiques et les intérêts sociaux. Qu'on songe, par exemple, au refoulement des intérêts de la classe ouvrière par les efforts nationalistes de nature politique, et l'on comprendra que c'est une fiction de supposer que la composition du Parlement indique nécessairement, à elle seule, le pouvoir des groupes sociaux.

Ces considérations font apparaître clairement la nécessité d'une démocratie économique, complémentaire de la démocratie politique. Il importe que les intérêts économiques aient des cadres spéciaux, garantissant leur action indépendante. Les Conseils seront les organes de la démocratie économique, tandis que le Parlement demeurera l'organe de la démocratie politique.

Cette division du travail entre la démocratie politique et la démocratie économique s'exprimera par l'élaboration d'une Constitution économique à côté de la Constitution proprement dite.

L'Economie libre a vécu. Il n'est plus possible de s'en remettre aux vues particulières et aux fantaisies des individus du soin d'organiser la production et la distribution des richesses. L'Economie est affaire publique et non privée.

« Une telle conception, dit l'auteur, n'exclut pas la liberté d'une façon absolue et partout; mais elle ne reconnaît pas cette liberté comme un bien absolu, intangible. Elle laisse subsister la liberté lorsqu'elle a une valeur sociale, c'est-à-dire lorsqu'elle agit d'une façon utile socialement. Si ce n'est pas le cas, elle doit être limitée au profit de l'utilité sociale qui, seule, peut décider dans le domaine économique. »

Que l'Economie soit affaire de communauté, c'est ce que la réalité démontre à l'évidence, aux yeux du Dr Sinzheimer. Le besoin exige la plus haute production, le plus grand abaissement possible du prix de revient; il exige une production qui, pour la masse, place le nécessaire avant le superflu. Or, la réalisation de ces desiderata n'est possible que si le rendement total de la

production peut être envisagé par un groupement organisateur de toutes les forces économiques, devant lesquelles les intérêts privés devront s'incliner.

L'auteur ne craint pas que la Constitution économique tue la force créatrice et l'esprit d'entreprise. « Ces aspirations précieuses des capacités humaines, « affirme-t-il, reçoivent une nouvelle signification et « une nouvelle direction, si elles sont engagées dans « une politique sociale couronnée de succès et non plus « préoccupée du rendement de l'entreprise. »

L'origine de l'idée d'une Constitution économique, la filiation de cette idée avec la mentalité et la situation économique générale présentes, la nécessité de cette Constitution étant établie, le Dr Sinzheimer en expose la structure et en décrit la mise en œuvre.

II

La construction d'une Constitution économique et les rapports de ses organes avec ceux de la Constitution politique.

L'auteur étudie les deux questions suivantes :

1° Comment convient-il d'envisager la construction d'une Constitution économique ?

2° Comment doit-on concevoir les rapports des organes de la Constitution économique avec ceux de la Constitution proprement dite ou de l'Etat ?

Bases de la Constitution économique.

La Constitution économique est fondée sur une double institution : celle des Conseils ouvriers, celle des Conseils économiques. La première répond à l'opposition du capital et du travail et organise officiellement la défense des intérêts des travailleurs considérés dans leur conflit avec les intérêts des capitalistes. La seconde institution répond à l'existence d'intérêts communs aux deux facteurs de la production : capital et travail.

Les Conseils ouvriers apparaissent comme l'organe légal de représentation de la classe ouvrière tout entière. Les syndicats ne donnent que partiellement satisfaction au besoin d'une représentation propre des intérêts du monde ouvrier, car ils ne représentent que les travailleurs organisés. Or, il importe de grouper tout le monde ouvrier, organisé ou non, d'affirmer et de développer ainsi la puissance sociale du travail. Le projet de Constitution comporte, dans ce but, une hiérarchie de représentations ouvrières : les Conseils ouvriers d'exploitation dans les diverses entreprises, les Conseils ouvriers de districts, enfin, au sommet, un Conseil ouvrier d'Empire.

Les Conseils économiques constituent l'organe de représentation des intérêts communs de la production : ceux des chefs d'entreprise, ceux des travailleurs cessant d'être uniquement des salariés pour participer à la direction de la production, ceux des consommateurs. Ainsi l'activité de la production ne sera plus livrée au jeu des intérêts de groupes particuliers, mais sera gou-

vernée par une harmonieuse collaboration de grands groupes représentant tous les intérêts possibles. Pratiquement, l'organisation des Conseils économiques est opérée par l'article 153, alinéa 2, du projet de Constitution, suivant une double division : une première division est faite par professions, sous la forme d'organismes administratifs autonomes. A cette première classification, qu'on peut appeler verticale, se juxtapose une classification dite horizontale ou territoriale, en Conseils économiques d'arrondissement et Conseil économique d'Empire.

La double institution nouvelle, dont le but et les traits généraux viennent d'être décrits, fonctionnera parallèlement aux syndicats, sans empiéter sur le domaine de ceux-ci, mais en collaborant avec eux. Les syndicats continueront à s'occuper des conditions du travail et des salaires : car ce rôle ne saurait être convenablement rempli par des organes administratifs n'ayant pas une suffisante faculté d'adaptation aux situations particulières des exploitations et des professions.

Les Conseils auront, à cet égard, une fonction en quelque sorte complémentaire; ils contrôleront les accords de tarifs conclus par les syndicats, arrêteront les mesures non prévues par les conventions des employeurs et des salariés, protégeront le personnel contre la fraude ou l'oppression, s'intéresseront surtout aux questions relatives à l'embauche et au renvoi des ouvriers et employés. Une collaboration existera, d'autre part, entre les communautés de travail (1), groupant seulement les

(1) Voir, aux Annexes, leur définition, p. 173.

employeurs et les employés, et les Conseils économiques, organisation obligatoire du droit public et groupant tous les intéressés.

Les fonctions économiques des Conseils ouvriers dans les exploitations se déterminent d'après cette idée générale qu'ils devront faire prévaloir les nécessités économiques de la collectivité sur les intérêts particuliers des travailleurs d'une entreprise isolée. Les Conseils, ayant ainsi mission d'organiser méthodiquement la production, présenteront une importance plus grande que celle des anciennes commissions d'ouvriers ou d'employés s'occupant surtout des conditions du travail et des intérêts propres aux exploitations particulières.

Si les Conseils ont une telle importance, ne vont-ils pas devenir des agents de la socialisation ? Le Dr Sinzheimer montre que cette simple question implique une confusion des idées. Qu'est-ce, en effet, que la socialisation ? La suppression de la propriété privée sur les moyens de production et son remplacement par la propriété commune au profit de l'Etat, d'un corps public ou d'une association. Or, cette transformation ne peut être obtenue que par un acte législatif. Si, aujourd'hui, toutes les exploitations étaient prises en possession et administrées par leurs ouvriers, il n'y aurait pas socialisation, puisque la propriété privée sur les moyens de production, base du droit actuel, subsisterait, et qu'on assisterait seulement à la substitution d'un possesseur à un autre, à la métamorphose de l'ouvrier en capitaliste. Et l'auteur ajoute judicieusement : « C'est une « erreur de prêcher aux travailleurs qu'ils peuvent réa-
« liser le socialisme en se mettant à la place du chef de

« l'exploitation. Ce n'est que dans une période troublée,
« ayant perdu toute discipline de la pensée, que de
« tels excès peuvent être donnés comme du socialisme.
« D'où la nécessité de s'en tenir rigoureusement au prin-
« cipe que le seul organe appelé à la socialisation est
« l'Etat, qui en a la possibilité par modification à l'ordre
« social de la propriété. Seul, il offre la garantie que
« l'idée même de la socialisation est réalisée : la collec-
« tivité bénéficie intégralement du rendement de la col-
« lectivité. »

Est-ce à dire que les Conseils ne puissent pas offrir certaines facilités à la socialisation ? L'auteur ne va pas jusqu'à nier ces dernières. Loin de là, il les note avec finesse. En premier lieu, les Conseils placent l'activité économique privée sous leur contrôle et forment l'esprit d'une administration socialiste par l'activité économique commune des travailleurs. En second lieu, les Conseils, en limitant progressivement la part d'activité privée du propriétaire au profit d'organes sociaux, ne peuvent que faciliter la transition de l'état actuel des choses à la suppression de la propriété privée des moyens de production. Enfin, si l'on suppose la socialisation réalisée par l'Etat, les Conseils peuvent en être les organes d'exécution et d'administration. En ce sens, ils sont dans l'Etat capitaliste des organes en voie de formation d'une Economie future de communauté.

Les espérances de Sinzheimer vont, du reste, à n'en pas douter, vers le socialisme. « La Constitution écono-
« mique, telle que nous la concevons, dit-il (1), n'est pas

(1) Discours du 10 octobre 1919.

« seulement un moyen d'encourager la production, mais
« aussi l'accès à la socialisation. Elle édifie au-dessus
« des activités économiques une communauté autonome
« qui prendra des dispositions en vue de la production,
« dispositions qui, jusqu'alors, n'appartenaient qu'aux
« propriétaires des moyens de travail. Et cette commu-
« nauté tend à s'étendre de plus en plus et à fixer dans
« la sphère de la communauté le droit de libre dispo-
« sition individuelle, et exproprie dans un développe-
« ment croissant la propriété privée, non par un acte
« constitutionnel violent, mais par un développement
« historique dans lequel les forces isolées et communes
« se compensent jusqu'à ce qu'une nouvelle unité, la
« communauté qui travaille pour soi, ait vu le jour. »

Cet appel au socialisme ne sera pas sans éveiller des inquiétudes dans nombre d'esprits. Ne peut-on pas dire, avec M. Paul Delombre (1), que le socialisme est « une tentative de mainmise sur l'individu, une régression » et que « les lois d'obligation constituent un recul vers les corporations, vers la domination sur les individus ».

Sinzheimer ne se met-il pas en contradiction avec lui-même lorsque, après avoir dit que l'homme « veut façonner sa vie lui-même et s'appartenir », il déclare que son système laisse subsister la liberté dans la seule mesure où elle offre une valeur sociale? Une telle liberté n'est pas sans analogie avec celle dont jouissent les citoyens de la République des Soviets. L'exemple déce-

(1) *Economiste Français* du 18 mars 1922, p. 327.

vant du Luxembourg, où les Conseils d'usines, institués (1) par un arrêté du 26 avril 1919 et élargis le 26 juillet 1920, aboutirent à un résultat désastreux, n'est pas propre à fortifier la conception qui vient d'être analysée.

**Rapport des organes de la Constitution économique
avec ceux de la Constitution proprement dite (Etat)**

L'établissement d'une Constitution économique peut se concevoir de deux manières différentes;

1° Par l'incorporation à l'Etat des institutions économiques nouvelles : c'est la tendance représentée par Kaliski.

2° Par une séparation des deux Constitutions : la Constitution économique et celle de l'Etat.

Telle est l'orientation que préconise nettement le Dr Sinzheimer. Pour lui, l'incorporation des institutions économiques dans la Constitution d'Etat serait une inutile et fâcheuse complication d'une machine déjà trop compliquée. Ce qu'il faut, c'est, non pas réédifier les rouages de l'Etat, mais construire une annexe indépendante avec des formes et des organisations originales.

Cette construction suppose que l'Etat renoncera à une portion de sa souveraineté qu'il transférera à la Consti-

(1) Emile MIREAUX. Les Conseils d'usine dans le Grand-Duché de Luxembourg, *Revue de Paris*, 1921.

tution économique. Celle-ci pourra, dès lors, légiférer souverainement dans le domaine économique.

Une telle opération ne pourra être effectuée par une seule loi. « Elle se fera, dit l'auteur, par un développement lent et laborieux, par un regroupement nouveau de la puissance publique suivant les événements. »

Ce fractionnement de la puissance publique en deux Constitutions autonomes aura surtout pour but d'éviter la complication du cadre officiel. Mais l'auteur n'est pas opposé à une pénétration morale de l'une par l'autre, et il ne repousse pas l'idée d'attribuer quelque influence aux institutions économiques nouvelles sur l'élaboration des lois et la marche de l'administration de l'Etat.

Sous quelle forme pourra s'exercer cette influence ?

Le Dr Sinzheimer critique, à cet égard, la conception de Cohen et de Kaliski, d'après lesquels il conviendrait de créer, à côté du parlement politique et sur le même pied que lui, un parlement du travail (Chambre du travail), sans l'assentiment duquel aucune loi ne pourrait être mise en vigueur. L'auteur montre que la politique n'a souvent rien à voir avec les questions économiques et que, même si ces dernières s'y rattachent, les seuls économistes ne sont pas qualifiés pour légiférer sur l'ensemble. « Si, par exemple, dit-il, la politique continentale était justifiée économiquement, elle serait un danger politiquement. Ce n'est pas par hasard que les partisans de la Chambre de travail sont en même temps les plus fervents défenseurs de la politique continentale. Ils la justifient par des motifs économiques et démontrent par là à quels dangers une politique purement économique peut mener. Une Cham-

« bre du travail matérialiserait toute la politique, ce que
« nous ne pouvons pas souhaiter; elle serait un danger
« pour l'élévation de la classe ouvrière dans la démo-
« cratie politique. »

C'est par d'autres procédés qu'il faut assurer l'influence des forces économiques sur la marche des affaires politiques. Le projet de Constitution d'Empire accorde au Conseil économique d'Empire le droit d'initiative législative, c'est-à-dire le droit de déposer des propositions de lois avec l'engagement du Reichstag de les traiter comme des projets de lois gouvernementaux. Il en résultera un trait d'union entre la Constitution d'Etat et la Constitution économique. La faculté d'initiative reconnue au Conseil économique d'Empire vivifiera le Parlement, le mettra au contact de la réalité et permettra aux forces économiques d'avoir une influence publique sur la décision politique.

Mais cette innovation, si importante et si heureuse qu'elle soit, ne sera pas le seul aspect des rapports entre les rouages de la Constitution économique et ceux de l'Etat. Ce n'est pas seulement la législation, mais aussi l'administration qu'il faut démocratiser et vivifier. Le meilleur moyen de modifier l'esprit de l'Administration est de la faire contrôler par les Conseils. « Le système
« parlementaire, dit l'auteur, consiste dans la maîtrise
« de la majorité parlementaire. Si les principaux fonc-
« tionnaires de l'Administration sont pris dans cette
« majorité ou parmi des amis de cette majorité, le dan-
« ger existe indubitablement, que la majorité parlemen-
« taire cherchera à protéger ses amis et ses partisans.
« Nous ne pouvons faire face à ce danger que si, au

« contrôle d'en haut, nous opposons un contrôle d'en bas, qui sera celui des Conseils. » Ce contrôle sera exercé non seulement par les Conseils ouvriers, mais par toutes les représentations des organisations socialistes, reconnues telles par l'Etat.

Ainsi établis, les rapports de la Constitution économique et de l'Etat (droit d'initiative législative des Conseils, droit de contrôle de ceux-ci sur l'Administration), créeront un échange réciproque de la vie politique et de la vie économique. Et cet échange présente une importance considérable non seulement pour l'économie, qui reçoit une structure organique propre, mais pour l'Etat.

SECTION II

THÉORIE DE KALISKI

La théorie de Kaliski s'est opposée, à Weimar (1) et à Berlin, à celle de Sinzheimer. Elle est inspirée, elle aussi, par la considération de la nécessité d'une Constitution économique destinée à remédier à l'insuffisance de l'Etat dans le domaine de la production et du travail. Mais elle conçoit d'une manière différente les rapports de l'Etat et de cette Constitution économique.

Kaliski part du point de vue que la Révolution allemande n'a pas été guidée par une idée unitaire et que

(1) Voir, aux Annexes, les propositions de Kaliski, présentées au Congrès du parti social-démocrate.

le parti démocratique social a négligé l'établissement de buts élevés pour le travail pratique. Il essaie de démontrer cette lacune par de larges considérations sur la politique extérieure, la politique économique et celle du parti. En ce qui concerne l'institution des Conseils, il critique violemment les conclusions du parti démocratique social de Weimar. Il blâme la disposition de l'article 165 qui fausse, d'après lui, l'idée des Conseils en faisant des concessions subjectives à l'esprit syndicaliste du mouvement des Conseils.

A ces tendances, Kaliski oppose la conception d'une Chambre du travail qui, comme un deuxième Parlement, de nature économique, exercerait le pouvoir législatif sur un pied d'égalité avec le Parlement politique.

Le système qu'il présente au Congrès du parti, à Weimar, est le suivant :

A la démocratie bourgeoise qui, dans son organisation représentative, estime la population seulement d'après le nombre, la démocratie sociale doit apporter un complément en tenant compte de l'activité laborieuse. Il convient donc de créer des « Chambres du travail » (1) où tous les Allemands travailleurs, classés par profession, auront le droit de vote. A cet effet, chaque branche d'industrie créera un Conseil de production. Il y aura, pour une profession déterminée, un Conseil de production de la commune, lequel sera relié avec le Conseil de production de la même catégorie du cercle,

(1) Voir, aux Annexes, p. 174.

de la province, de l'Etat et de l'Empire en un Conseil central de production. Chaque Conseil de production élira des délégués pour la Chambre du travail, de telle sorte qu'il y aura une Chambre du travail pour la commune, le cercle, la province, l'Etat et l'Empire.

Il ne peut y avoir de loi que par l'accord des deux Chambres. Tel est le trait essentiel de la conception de Kaliski. Il révèle une pénétration réciproque de la Constitution économique et de la Constitution politique. Et c'est par là principalement que la théorie de Kaliski se différencie de celle de Sinzheimer et s'oppose à elle. Toutefois, au principe qu'il pose et suivant lequel chaque loi nécessite l'accord des deux Chambres, Kaliski apporte une restriction. Une loi qui aura été acceptée trois années consécutives sans modification par la Chambre populaire (représentation communale, Commission du cercle, représentation provinciale, diète locale, Reichstag) aura force de loi.

Chacune des deux Chambres aura le droit d'exiger un plébiscite. Et, tandis que tous les projets de loi de nature économique, surtout les lois de socialisation, devront être envoyés d'abord à la Chambre du travail qui aura l'initiative en cette matière, tous les projets de loi de caractère politique général ou de progrès (Kultur) seront envoyés d'abord à la Chambre populaire.

SECTION III

LA QUESTION DES CONSEILS AU CONGRÈS DE WEIMAR ET A LA RÉUNION DES CONSEILS OUVRIERS DU PARTI SOCIALISTE DE BERLIN

Les thèses de Sinzheimer et de Kaliski s'affrontèrent au Congrès de Weimar, puis à la réunion des Conseils ouvriers et des fonctionnaires du parti socialiste de Berlin et banlieue, tenue en octobre 1919, alors que les débats parlementaires étaient déjà très avancés. D'un côté comme de l'autre, ce fut celle de Sinzheimer qui triompha.

La conception de la Chambre du travail, chère à Kaliski, apparut, en effet, comme antidémocratique et susceptible de matérialiser fâcheusement la politique.

Pourquoi antidémocratique, d'abord ? La Chambre du travail se présente sous l'aspect d'un organe officiel indépendant à côté du Parlement politique. Il en résulte que la volonté de l'Etat ne peut se réaliser que si la Chambre du travail et le Parlement politique sont d'accord. Or le parti démocratique social rejette un tel empiètement des Conseils sur la Constitution d'Etat. Il estime que, seule, la démocratie politique sans entraves pourra réaliser le socialisme.

« De tout temps, dit Sinzheimer, dont l'opinion a prévalu (1), nous avons été pour la démocratie politique

(1) Discours du 10 octobre 1919.

libre, ne portant en elle aucune barrière officielle parce qu'elle est pour la classe ouvrière, c'est-à-dire la majorité, le seul moyen d'obtenir le pouvoir dans l'Etat. Elle doit avoir la majorité au Parlement si elle est unie et alors elle pourra réaliser le socialisme.

« Le chemin du socialisme passe par la démocratie, par la souveraineté de la volonté populaire dans l'Etat. Mais cette voie n'est assurée que si aucune barrière fixe n'est posée à la manifestation de cette volonté populaire.

« Or, intervient la Chambre du travail. Kaliski, qui en a beaucoup parlé, n'a oublié qu'une chose qui doit être tranchée ici : « Comment sera-t-elle constituée et « comment sera composée la majorité ? » Reportons-nous à d'anciens propos de Kaliski. D'après lui, tous les groupements de producteurs, de travailleurs, d'entrepreneurs, c'est-à-dire non seulement les chefs d'exploitation, mais les grands propriétaires fonciers et les paysans, les professions libérales elles-mêmes, y seront représentés. Les conclusions seront arrêtées non d'après la simple majorité, mais d'après la majorité des groupements. Aussi la classe des travailleurs dans la Chambre du travail pourra toujours être mise en minorité et, quoique ayant obtenu la majorité au Parlement politique, l'accord entre les deux Chambres ne peut plus se faire.

« Pour cette raison, la Chambre du travail est une institution antidémocratique et contre la classe ouvrière.

« Qu'il y ait eu des démocrates sociaux n'ayant pas reconnu de suite cette fonction réactionnaire de la Chambre du travail, ressort de l'imprécision dans laquelle son être véritable disparaissait. Ainsi naquit la croyance que la Chambre du travail était la Chambre des travailleurs : en réalité, elle est un moyen, connu depuis longtemps, sorti de l'arsenal réactionnaire, contre le parlementarisme et la démocratie. Démasquons-la et nous trouverons le Parlement professionnel que nous avons toujours combattu.

« Ce sont donc, en première ligne, des motifs politi-

ques généraux qui nous rendent inacceptable la Chambre du travail sous la forme politique que Kaliski et ses partisans lui donnent.

« Ce qu'il nous faut, c'est l'aptitude à la formation politique. Nous devons apprendre à travailler énergiquement et à nous décider rapidement. Mon prédécesseur a rendu nettement ma pensée lorsqu'il dit qu'en discours et en considérations on étouffait de tous côtés la volonté d'agir.

« L'époque de Guillaume, qui nous bernait de « radotages », qui ne donnait aucun champ d'activité à l'esprit politique du peuple, est encore agissante quoique Guillaume soit parti.

« Ce relâchement de la volonté politique, nous le savons, se manifeste aussi dans le travail parlementaire. Et ce travail doit être doublé par la création d'un Parlement professionnel ! Ainsi le veut Kaliski. Le travail au lieu d'être stimulé, sera affaibli, et c'est une naïveté de sa part de croire le contraire et d'y voir une simplification de la besogne.

« A ces motifs se joint encore une autre considération, celle de l'influence du double parlementarisme sur le parti.

« La possibilité de vouloir et d'agir des partis doit être augmentée et non diminuée. Notamment les fractions doivent être des corps susceptibles de volonté et d'action. Même, maintenant, il n'est pas toujours facile de provoquer des conclusions concordantes dans des questions communes entre les fractions du Parlement d'Empire et des Parlements des Etats. Qu'advient-il lorsqu'à ces fractions s'ajouteront celles du Parlement professionnel de Kaliski. Il n'en résultera que des germes de désorganisation dangereux, non seulement pour le parti, mais pour tout le système parlementaire. »

En définitive, il s'agit de savoir si le Parlement professionnel, orienté uniquement par sa nature même,

d'après des points de vue économiques, ne va pas diriger l'esprit de la politique dans une voie dangereuse pour le développement général du peuple.

Or, c'est ici qu'apparaît la seconde des objections faites contre la Chambre du travail, telle que l'a conçue Kaliski. Il est à craindre que cette Chambre, envisagée comme un organe indépendant à côté du Parlement politique, partie intégrante de la volonté de l'Etat en quelque sorte, n'arrive à matérialiser la politique.

Cette matérialisation doit être combattue. Economie et politique ne vont pas toujours ensemble, suivant l'heureuse formule de Sinzheimer. Quand il s'agit de problèmes soumis à la décision politique, de questions de civilisation par exemple, les considérations économiques doivent être de peu d'importance. Ces mêmes considérations ne suffisent pas, même quand il y a lieu de résoudre des questions organisatrices dans le domaine économique, car il faut tenir compte des principes généraux et d'aperçus mondiaux.

La vérité, c'est qu'il ne convient pas de tisser un Parlement professionnel dans l'Etat, de mélanger la Constitution économique à la Constitution politique, celles-ci doivent, au contraire, être séparées. L'unité de l'Etat doit subsister et elle subsiste si la liberté de la Constitution économique et le pouvoir qu'elle exerce reposent sur la loi de l'Etat qui la domine et d'où elle émane.

L'idée de la Chambre du travail, partageant la souveraineté avec le Parlement politique se trouvant écartée, il restait à savoir quelle autorité devait être attribuée aux Conseils.

Sinzheimer et Kaliski étaient presque d'accord pour

assigner trois limites, trois barrières en quelque sorte, au domaine d'activité des Conseils d'exploitation : les syndicats, l'existence d'un intérêt économique général, l'exploitation elle-même.

En premier lieu, la réglementation du travail et des salaires doit continuer à appartenir, en principe, aux unions professionnelles.

En second lieu, les intérêts économiques isolés se trouvant dominés par l'intérêt collectif, les Conseils d'exploitation doivent se plier aux institutions de l'Economie collective.

Enfin, les questions qui, par nature, sont de la compétence exclusive de la direction d'une exploitation ne peuvent être réglées que par elle. Car, comme l'a dit Sinzheimer : « La lutte contre le capitalisme ne se fait
« pas par la lutte contre la direction de l'entreprise,
« mais contre le système capitaliste; elle ne peut être
« dirigée à l'encontre de l'activité privée, mais seule-
« ment de la forme juridique dans laquelle elle s'exerce;
« cette lutte est, avant tout, politique, ayant pour enjeu
« la prééminence dans l'Etat pour amener une modifi-
« cation du droit économique existant; une action con-
« tre la direction de l'entreprise peut, tout au plus, dé-
« truire cette dernière, mais non le système juridique
« qui en est la base. »

Si Kaliski et Sinzheimer s'accordent à tracer cette triple limite à l'activité des Conseils, ils se séparent sur un point capital : celui de savoir s'il convient de reconnaître à ces Conseils des droits économiques — Kaliski le nie, Sinzheimer l'affirme. Si, d'après ce dernier, le travailleur sent qu'il participe au soutien et à la responsa-

bilité de l'exploitation au point de vue économique, on peut s'attendre au rétablissement de la liaison entre son travail et lui, lien que le développement capitaliste avait détruit et auquel aspire profondément le monde des travailleurs. C'est pourquoi le chef d'entreprise doit être libre, mais responsable, et rendre compte économiquement de son programme et de l'exécution de celui-ci. Les ateliers doivent être entièrement accessibles aux ouvriers, pour qu'ils soient à même de comprendre le sens de leur travail. Lorsque ses droits économiques seront établis, l'ouvrier sera apte à l'activité économique. A ce point de vue, le Conseil d'exploitation sera un instrument d'éducation socialiste (Sinzheimer, discours du 10 octobre 1919). Mais le droit propre de l'ouvrier de participer à la décision dans la production ne doit se faire valoir qu'à sa place, dans les organes de la Constitution économique, c'est-à-dire les Conseils économiques et le Conseil économique d'Empire.

A la lumière de ces idées, acceptées à Weimar et à Berlin, comment va-t-on déterminer la fonction des Conseils économiques ? Celle-ci est double. D'abord les Conseils doivent organiser eux-mêmes librement les affaires économiques propres aux travailleurs. Ensuite, ils doivent exercer les fonctions de l'Administration d'Etat en matière économique à la place des autorités centrales officielles, puisque l'on tend à décharger l'Etat et à adapter l'Administration officielle aux nécessités économiques.

Si l'on ne perd pas de vue cette double fonction, on aperçoit aussitôt le besoin de Conseils économiques de district et de Conseils économiques spécialisés. Les pre-

miers auraient la mission qui leur aurait été passée par l'Administration officielle; les seconds s'occuperaient de l'organisation économique d'ensemble provenant d'intérêts économiques particuliers. Les Conseils économiques de district, en tant que rouage administratif, peuvent être facilement installés par l'Etat lui-même; quant aux Conseils économiques spécialisés, ils émaneront du développement socialiste, ils seront supportés par des forces internes et non entés artificiellement sur une branche professionnelle.

Les premiers seront décrétés; les seconds pousseront. Il s'agit de laisser croître organiquement, non de créer mécaniquement.

Enfin, toutes ces forces économiques doivent être concentrées dans un Conseil économique d'Empire, grand Parlement de la vie économique par lequel l'économie collective du peuple s'exprimera.

Telles sont les vues, défendues par Sinzheimer contre celles de Kaliski, qui ont reçu l'approbation du Congrès de Weimar (1) et ont été aussi adoptées par la réunion des Conseils ouvriers de Berlin et banlieue. Ces vues ont reçu un commencement d'exécution législative le 4 février 1920.

(1) Voir, aux Annexes, les conclusions du Congrès du parti social-démocrate allemand à Weimar, du 10 au 15 juin 1919, sur la question des Conseils.

CHAPITRE III

Le projet de loi et l'opinion publique.

Il était conforme à la nature des hommes et des choses que le projet de loi sur les Conseils d'exploitation fût accueilli avec bonheur par le monde ouvrier, combattu, au contraire, par les chefs d'entreprises. Cependant cette double attitude comporte quelques nuances qu'il n'est pas inutile de noter.

SECTION PREMIERE

LE PROJET DE LOI ET LA CLASSE OUVRIÈRE

La classe ouvrière fut, en général, satisfaite de ce qu'on lui promettait, en 1919, et si certains articles du projet furent âprement discutés à Weimar et dans tout l'Empire, l'ensemble contenta une population habituée à la passivité en matière législative.

Seuls, les éléments extrémistes de gauche se montrè-

rent déçus des droits accordés aux travailleurs. Ce qu'ils voulaient, c'était une organisation des Conseils sur le type russe, la dictature du prolétariat. Dans une telle conception, les Conseils n'auraient pas été la création de la loi, ils se fussent formés en dehors de tout ordre politique, n'auraient souffert ni gouvernement, ni administration; ils eussent été eux-mêmes l'autorité et la loi. Il ne s'agissait pas, pour les extrémistes, d'organiser dans la légalité la démocratie économique, c'est-à-dire le gouvernement populaire ordonné, dont les organes auraient été les Conseils; il s'agissait de faire la révolution, d'installer par la force la souveraineté d'une minorité.

Les partisans de cette dictature ne s'embarrassaient pas des observations pleines de sagesse de Sinzheimer. Ils ne réfléchissaient pas que la violence est impuissante à établir un système économique nouveau et que la construction d'un pareil système dépend du développement des activités économiques, d'un travail méthodique et prolongé. Aussi prétendaient-ils maintenir les Conseils ouvriers d'exploitation et les Conseils ouvriers communaux élus au cours des semaines de la Révolution et ils se montraient fort mécontents d'un projet de loi qui, non seulement ne tenait pas compte de leurs projets personnels, mais encore faisait table rase des conseils illégaux de la période révolutionnaire (1).

Les admirateurs et les agents du régime des Soviets

(1) Voir *Korrespondenzblatt des Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbundes*, n° 1, du 3 janvier 1920.

s'efforcèrent donc de détruire dans l'œuf les organisations du travail. Leurs menées ont fait quelque bruit dans la presse (1).

(1) La Confédération générale allemande des Syndicats, le 3 janvier 1920, s'exprime ainsi à ce sujet :

Les destructeurs des organisations du travail à l'œuvre. — La Commission syndicale à Berlin, corporation qui doit sa naissance ou, mieux encore, sa composition, presque exclusivement « à gauche », à l'afflux de milliers de membres non syndiqués, s'occupe actuellement du sujet suivant : « Contre l'organisation des exploitations (Conseils d'exploitation), pour les associations industrielles » (Industrieverbände).

Si ce sujet était traité objectivement et d'une façon profitable aux syndicats, les directives arrêtées soumises aux bureaux qualifiés (Conseil de la Confédération syndicale, etc...), peu d'adversaires se présenteraient.

Le traitement de cette question même et les droits que se donne cette Commission, en cherchant non seulement à propager, mais à accomplir par dessus les rouages supérieurs syndicaux, la création d'associations industrielles, doit nous faire protester n'importe comment.

Non seulement, d'après la formule de Müller Dissmann, la création d'associations industrielles doit être poursuivie, mais encore les radicaux berlinois, les héros de la Révolution, s'arrogent le droit de décider de l'indépendance des associations professionnelles.

Mais les motifs de cette façon d'agir sont encore plus profonds. Que celui qui en douterait lise la séance du 9 du mois dernier.

Déjà, une résolution réclamant l'exclusion des syndiqués membres d'une organisation d'exploitation, ou la favorisant, exagère.

Ainsi, ils encouragent les associations industrielles, sont contre les organisations d'exploitation, mais n'ont pas le courage d'exclure de leurs rangs les forceurs du front unique, que sont cependant les répondants et les partisans de l'organisation d'exploitation.

Mais comme on ne veut pas se brouiller avec les partisans des communistes et du parti socialiste indépendant (U. S. P.), la chose prend de l'importance pour les syndicats eux-mêmes, accrue encore par les agissements de ces messieurs depuis la dernière grève des métaux.

Les motifs qui ont ainsi amené la Commission syndicale à ce

Ils ne représentèrent d'ailleurs pas, à eux seuls, toute l'opposition du côté ouvrier.

Les indépendants au Reichstag furent aussi des adversaires acharnés du projet de loi pendant toute la discussion et même pendant les deuxième et troisième lectures. Ils firent de l'obstruction parlementaire pour l'empêcher d'aboutir et utilisèrent même, dans ce but, l'émeute du 15 janvier 1920 qui, provoquée par la lenteur des délibérations, se déclina devant le palais du Reichstag.

procédé sont au plus pour 2/5 syndicaux et pour 3/5 politiques.

Les syndicats doivent se fondre en un front unique dans le sens du parti socialiste indépendant de gauche et du parti communiste allemand (K. P. D.).

Par là, leur vœu le plus cher, l'assujettissement des syndicats à leurs vues politiques, serait exaucé. Mais les suites seraient que le mouvement ouvrier syndical serait abaissé à une corporation dont le devoir consisterait moins en une amélioration de la situation économique de la classe ouvrière qu'en une agitation de la vie économique toute entière.

Il n'est pas difficile de dire ce qui arriverait plus tard. La fermeté du mouvement ouvrier serait totalement perdue, mais sur ses ruines, le capital reconstituerait sa puissance et cela d'autant plus vite qu'une grande partie des syndiqués ne voudrait pas faire ce saut dans l'incertain.

L'aspiration à la dictature du prolétariat n'existe pas le moins du monde comme aime à le prêcher certain dirigeant.

Si, pour cela, nous voulons empêcher que les syndicats soient transformés pour servir à une orientation politique, il y aurait nécessité impérieuse à faire la lumière au sein des masses, à montrer quels buts poursuivent les aspirations à l'unification de quelques isolés.....

(Signé : HGR.)

SECTION II

LE PROJET DE LOI ET LE PATRONAT

Le patronat, dans son ensemble, fut ennemi de la loi. En se plaçant à son point de vue, on peut reconnaître qu'il avait raison.

N'y avait-il pas une grave atteinte au principe, jusqu'alors à peu près intangible, du droit de propriété ? La souveraineté du propriétaire chez lui, sa liberté d'action étaient fortement compromises, puisqu'il devait subir la présence d'un organe nouveau dont les tendances et les vues étaient opposées à ses intérêts. Tandis que sa responsabilité demeurait la même, ses moyens de défense étaient amoindris par la loi tout entière et, particulièrement, par certaines de ses dispositions, telles que la présentation du bilan et des comptes, l'adjonction de membres du Conseil d'exploitation au Conseil de surveillance de l'entreprise. Enfin, la prospérité même de l'entreprise était menacée, car, étant donnée l'obligation du patron de renseigner ses collaborateurs forcés, certains renseignements d'ordre confidentiel risquaient d'être divulgués, malgré le devoir de discrétion, véritable lettre morte, imposé aux membres du Conseil.

D'après M. Waldschmidt, conseiller de justice, directeur d'une grande société industrielle de Berlin (1), la

(1) Voir son opinion exposée dans le *Journal de l'Economie allemande*, 15 janvier 1920, et reproduite dans les *Informations Commerciales* de l'Union nationale de l'Industrie allemande.

loi sur les Conseils d'exploitation préparerait l'anarchie dans les exploitations privées et il souhaitait que l'Entente s'opposât à l'introduction dans les territoires occupés de cette loi portant en elle la trame bolcheviste. Il considérait comme absolument inopportune l'intervention de la représentation de l'exploitation, surtout en ce qui concerne la réglementation des conditions du travail en l'absence de contrats de tarifs.

L'innovation lui paraît essentiellement contraire à la bonne marche de l'entreprise. « Elle est, dit-il, l'organisation de la résistance, de l'opposition à l'entrepreneur, l'ensevelissement de son autorité ou, plutôt, du dernier reste de celle-ci. Les gens qui seront élus dans le Conseil d'exploitation le seront exclusivement au point de vue de la garantie obligatoire des intérêts économiques des travailleurs vis-à-vis de l'employeur, par conséquent en situation opposée à celle de la prospérité de l'entreprise. Ce sont ceux qui auront promis les plus hauts salaires, les plus longs congés, la plus courte durée de travail, les gens qui sèment la discorde, excitent les mauvais ouvriers contre l'entrepreneur, troublent par là l'exploitation et la bonne entente; font, en un mot, l'inverse de ce qu'ils devaient faire, d'après la loi, ceux qui des deux devoirs imposés accomplissent celui qui flatte le plus l'égoïsme mal compris, borné, des travailleurs! »

De ce point de vue, M. Waldschmidt raille le paragraphe 66, alinéa 3, qui prescrit aux Conseils d'exploitation d'éviter de causer des troubles à l'entreprise.

Plus loin, il parle de la responsabilité du chef d'entreprise s'opposant à ce que d'autres que lui se mêlent de la conduite de l'affaire :

« L'entrepreneur crée l'œuvre jaillie de son audace,
« de son initiative....., il risque son argent, noue des re-
« lations d'affaires dans le monde entier....., est le bri-
« gadier de tous ceux ne pouvant pas se créer une situa-
« tion personnelle ou l'ayant déjà perdue et, en remer-
« ciement, on veut le forcer à rendre des comptes à des
« gens dépendant de lui qui, souvent, l'ont imploré pour
« être engagés, dont il était le sauveteur. Il faut qu'il
« leur fasse connaître la situation et la marche de
« l'affaire, leur présente son bilan à la fin de l'année,
« donc livrer le plus grand secret de la gestion. Et à ces
« gens-là encore, qui ne sont là que pour contrôler s'il
« ne gagne pas trop et formuler de nouvelles préten-
« tions sur les salaires. »

En ce qui concerne la position du patron dans les négociations avec le Conseil d'exploitation, la même personnalité déclare : « Le rôle de l'entrepreneur sera, en
« règle générale, celui d'un accusé; les plaintes feront
« régulièrement l'objet de l'ordre du jour, le désir de
« lui offrir la présidence ne sera pas grand et le désir
« personnel d'y paraître pas davantage. »

La manière de voir de M. Waldschmit représente l'opinion courante du patronat. Mais il faut ajouter que certains industriels ont vu d'un œil plus optimiste l'institution projetée et ont espéré des Conseils d'exploitation une compréhension plus intelligente et plus élevée de leurs devoirs (1).

(1) Voir l'opinion d'une autre personnalité industrielle influente de Berlin, dans le sens optimiste indiqué au texte, dans *Der Betriebsrat*, 15 avril 1920.

DEUXIÈME PARTIE

Economie de la loi sur les conseils d'exploitation.

La loi qui fait l'objet de notre étude comprend six parties portant les rubriques suivantes (1) :

- 1° Dispositions générales.
- 2° Etablissement de la représentation des exploitations.
- 3° Rôle et pouvoirs des représentations d'exploitation.
- 4° Décisions en cas de contestations.
- 5° Dispositions protectrices et dispositions pénales.
- 6° Dispositions relatives à l'exécution et dispositions transitoires.

Avant d'aborder l'analyse de chacune de ces parties, il n'est pas inutile de faire quelques observations propres à éclairer ce commentaire.

(1) Voir, aux Annexes, le texte même de la loi.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

La loi relative aux Conseils d'exploitation est la réalisation partielle du programme de Constitution économique dont Sinzheimer a été le principal artisan et dont les grandes lignes ont été acceptées, nous l'avons vu, à Weimar et à Berlin.

Ce programme, le Gouvernement allemand l'a fait sien, dans une certaine mesure, par sa déclaration du 5 mars 1919 (article 165 de la Constitution), et il a commencé à l'exécuter en soumettant à l'Assemblée nationale et en défendant devant elle le projet qui est devenu la loi du 4 février 1920.

Il n'est pas douteux que le projet gouvernemental constituait un compromis entre les opinions opposées des différens partis en matière sociale. A l'extrême gauche, les communistes veulent un régime intégral de Conseils : Conseils politiques des ouvriers et soldats pour le gouvernement de toutes les subdivisions territoriales; Conseils économiques d'ouvriers et d'employés dans l'administration des entreprises. Ces Conseils économiques auraient à régler avec les Conseils d'ouvriers et de soldats les conditions d'exploitation et de travail; ils auraient à contrôler la production et, finalement, à prendre eux-mêmes la charge de la direction. Les socialistes indépendants, qui défendaient les mêmes principes, se distinguaient cependant des communistes par les moyens de réalisation, ceux-là étant partisans des voies

légales, ceux-ci éventuellement de la violence. Les socialistes majoritaires se ralliaient aux conceptions de Kalliski, le parti social démocrate à celles de Sinzheimer. Enfin, tous les partis conservateurs, siégeant à droite des démocrates, étaient les adversaires résolus de toute idée de Conseils, ce mot seul, à leurs yeux, étant synonyme de soviet.

Les extrémistes, auxquels leurs succès de novembre 1918 faisaient croire prochaine la dictature du prolétariat, déclenchèrent une série de grèves (surtout la grève générale de Berlin, en mars 1919), à la suite desquelles des pourparlers eurent lieu entre eux et le Gouvernement.

Ces pourparlers aboutirent au compromis qui trouva son expression dans la déclaration du 5 mars 1919 (article 165 de la Constitution).

Or, le caractère de compromis se remarque également dans la loi du 4 février 1920. Telle qu'elle est sortie des délibérations définitives du Reichstag, elle est le résultat de nombreuses concessions réciproques des partis. Cela explique qu'elle donna une certaine satisfaction à presque tous, mais qu'elle fut aussi et surtout l'objet de nombreuses critiques. C'est ce qui apparaîtra dans la troisième partie de notre étude.

La loi de 1920, nous l'avons dit, est la réalisation d'une partie du programme de constitution économique que le Gouvernement a pris l'engagement de remplir. Il a estimé qu'il y avait urgence à instituer officiellement et à réglementer les Conseils d'exploitation à cause des conflits auxquels donnaient lieu la composition si différente et les attributions si diverses des Conseils simi-

lares déjà existants, soit en vertu de lois particulières aux Etats, soit en vertu des actes d'autorité accomplis par les ouvriers au cours de la période révolutionnaire.

L'idée qui préside à la réglementation légale est celle d'une collaboration des ouvriers et des employés avec le patron, sur un pied d'égalité, à la fixation des salaires et des conditions du travail, ainsi qu'au développement économique de l'entreprise. Voyons comment cette idée est mise en œuvre dans la loi.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Ces dispositions instituent les organes de défense des intérêts de tous les producteurs d'une exploitation : ce sont les Conseils d'exploitation. Elles instituent, en outre, des organes de défense des intérêts particuliers des travailleurs : les Conseils d'ouvriers et les Conseils d'employés.

Il est créé un Conseil d'exploitation dans toute exploitation employant d'ordinaire, au minimum, vingt travailleurs. L'article premier, qui pose le principe de cette institution, déclare que celle-ci est établie « pour défendre les intérêts économiques communs des travailleurs (ouvriers et employés) par rapport à l'employeur et pour protéger l'employeur dans la réalisation du but de son exploitation ». Il s'agit donc d'une protection des intérêts de tous les producteurs.

Dans les exploitations occupant d'ordinaire moins de vingt, mais au minimum cinq travailleurs électeurs, dont trois au moins sont éligibles d'après les articles 20 et 21,

il est élu un arbitre d'exploitation. Si ces exploitations occupent au moins cinq ouvriers électeurs et cinq employés électeurs, un arbitre commun d'exploitation peut être élu; mais, si l'union de la majorité des deux groupes ne peut être obtenue, les ouvriers et les employés élisent un arbitre d'exploitation par groupe (art. 2). Dans les exploitations de minime importance, l'arbitre d'exploitation remplace, on le voit, le Conseil d'exploitation.

Ces dispositions des articles 1 et 2 s'appliquent aux exploitations agricoles et forestières ainsi qu'aux industries annexes, mais avec deux particularités : en premier lieu, le nombre minimum des travailleurs nécessaires à la création du Conseil d'exploitation, est déterminé en tenant compte seulement des travailleurs permanents; en second lieu, il n'est élu un arbitre d'exploitation que s'il y a au moins dix travailleurs permanents dont trois au moins sont éligibles d'après les articles 20 et 21.

D'autre part, l'article 3 prévoit la création d'un Conseil d'exploitation spécial, dans les exploitations occupant au moins vingt ouvriers à façon, travaillant chez eux, principalement pour la même exploitation, et n'employant pas eux-mêmes de travailleurs.

Le Conseil d'exploitation, nous l'avons vu, répond à une idée de protection des intérêts de tous les producteurs, travailleurs et employeurs. Mais, à côté de la défense de ces intérêts communs, la loi prend en considération les intérêts particuliers des travailleurs par rapport à l'employeur. L'article 6 dispose, en effet, que, « pour défendre les intérêts économiques particuliers des ouvriers et employés de l'exploitation par rapport

à l'employeur, il est créé, dans toutes les exploitations dont les Conseils comprennent des représentants des ouvriers et des employés, des Conseils d'ouvriers et des Conseils d'employés ». Dans les exploitations où il est élu deux arbitres d'exploitation, chacun de ceux-ci représente les intérêts particuliers de son groupe; dans les exploitations où un seul arbitre est élu, celui-ci représente avec les intérêts communs, les intérêts particuliers de chacun de ces groupes (art. 7).

L'article 8 prend soin d'ajouter que la présente loi ne porte pas atteinte à la faculté des associations économiques d'ouvriers et d'employés de représenter les intérêts de leurs membres.

L'institution des organes de défense dont il s'agit appelle des définitions précises des termes d'exploitation, de travailleurs, d'ouvriers, d'employés. Le législateur n'a pas manqué de les fournir. L'exploitation s'entend de toutes les exploitations, entreprises et administrations du droit public et du droit privé. Toutefois, ne sont pas considérées comme exploitations spéciales, les exploitations accessoires et les parties d'une entreprise rattachées entre elles par la direction ou les procédés de travail, à condition qu'elles se trouvent dans la même commune ou dans des communes reliées économiquement l'une à l'autre et limitrophes (art. 9).

Par travailleurs, la loi entend les ouvriers et les employés, à l'exception des parents des patrons. Mais ne sont pas considérés comme travailleurs : 1° les fonctionnaires publics et les fonctionnaires stagiaires; 2° les personnes dont l'occupation ne sert pas directement à leur profit, mais est plutôt déterminée par des considérations de philanthropie.

Les ouvriers sont les personnes occupées au service d'autrui, moyennant dédommagement (expression plus large que celle de salaire) ou comme apprentis, à l'exclusion des employés. Sont également ouvriers, les personnes travaillant à façon chez elles dans la commune de l'exploitation ou dans des communes reliées économiquement avec elle et limitrophes, occupées principalement par la même exploitation et n'employant pas elles-mêmes de travailleurs. Toutefois, s'il est établi pour ces personnes un Conseil d'exploitation spécial, conformément à l'article 3, elles ne comptent plus comme travailleurs dans le nombre des individus occupés par l'exploitation.

Quant aux employés, ce sont les personnes qui exercent, moyennant rétribution, l'une des occupations mentionnées dans la loi sur les assurances des employés, même si elles ne sont pas tenues à assurance. Sont, en outre, considérés comme employés, les apprentis qui suivent une instruction réglementaire préparatoire à une de ces occupations et les employés de bureau chargés de services inférieurs ou purement mécaniques. Mais ne sont pas des employés au sens de la loi, les membres du bureau et les représentants légaux de personnalités civiles et de collectivités du droit public et du droit privé, non plus que les gérants et les directeurs d'exploitations, s'ils sont autorisés à accepter ou à renvoyer, de leur propre autorité, les autres travailleurs occupés dans l'exploitation ou dans une autre partie de celle-ci, ou s'il leur a été donné une procuration ou des pleins pouvoirs.

Les fonctionnaires, on l'a vu, ne sont pas des travail-

leurs au sens de la loi. Mais l'article 13 permet au Gouvernement d'Empire et aux gouvernements provinciaux de décider que certains groupes de fonctionnaires seront considérés comme des ouvriers ou des employés. A l'inverse, le même texte permet à ces gouvernements de décider que certains groupes déterminés de travailleurs, qui se proposent d'entrer dans l'ordre des fonctionnaires ou qui sont occupés dans les emplois publics aux mêmes travaux que les fonctionnaires, ne seront pas considérés comme des travailleurs.

ÉTABLISSEMENT DE LA REPRÉSENTATION DES EXPLOITATIONS

Le système de la loi est, en résumé, le suivant :

Chaque Conseil d'exploitation comprend :

Dans les entreprises comptant moins de 50 ouvriers et employés : trois membres.

Dans celles comptant 50 à 100 ouvriers et employés : cinq membres.

Dans celles comptant 100 à 200 travailleurs : six membres.

Dans les entreprises de plus de 200 ouvriers et employés jusqu'à 1.000, le nombre des délégués s'augmente d'une unité par 200 ouvriers et employés et, au-dessus, on augmente d'une unité par 500 travailleurs des deux catégories. Le nombre des délégués ne peut excéder 30.

Les ouvriers et employés sont représentés proportionnellement à leur nombre au sein de ce Conseil.

Le vote est direct et secret et suivant le mode de la représentation proportionnelle. Les membres sont nommés pour un an et sont rééligibles (art. 15 à 18).

Sont électeurs, tous les ouvriers de sexe masculin ou féminin âgés de 18 ans qui sont en possession de leurs droits civils.

Sont éligibles tous les électeurs de nationalité allemande âgés de 24 ans qui ont terminé leur période d'apprentissage, qui sont occupés depuis six mois au moins dans l'entreprise et qui appartiennent depuis trois ans au moins à la profession (art. 18 à 25).

Après avoir ainsi réglé la composition et l'élection des Conseils d'exploitation, la loi s'occupe des statuts de ces Conseils.

Si le Conseil comprend neuf ou plus de neuf membres, il élira dans son sein un Conseil directeur composé de cinq membres (art. 27). Le président ou le vice-président représente le Conseil, auprès de l'employeur et auprès de la Commission de conciliation. L'appel à cette dernière ne peut avoir lieu qu'après discussion du différend entre l'employeur et le Conseil d'exploitation.

Le Conseil d'exploitation règlera lui-même les détails de son organisation (art. 34). Aucune rémunération ne sera accordée aux membres (art. 35), ces fonctions étant honorifiques. Quand l'accomplissement de sa mission aura obligé l'ouvrier à s'absenter de son travail, il ne pourra lui être fait de retenue de ce chef (art. 35).

Les articles 39 à 44 prévoient la démission des membres du Conseil d'exploitation. Le mandat de ces membres peut venir à expiration par démission, abandon de

l'entreprise ou par la perte des conditions d'éligibilité. De plus, sur requête du patron ou d'un quart des ouvriers, la Commission d'arbitrage (1) peut prononcer l'exclusion d'un membre du Conseil d'exploitation ou la dissolution de ce dernier en cas de manquement grave.

L'Assemblée générale se compose de l'ensemble des ouvriers et employés de l'entreprise. Ces Assemblées sont convoquées à la demande de l'employeur ou d'un quart au moins des électeurs. L'employeur a le droit d'assister aux Assemblées convoquées sur sa demande (art. 46). Un membre de chacun des syndicats représentés au sein de l'entreprise peut assister à ces Assemblées avec voix délibérative (art. 47). L'Assemblée peut adresser au Conseil des vœux et des propositions (article 48).

En outre, les articles 50 à 57 disposent que, lorsqu'une entreprise comporte plusieurs établissements, il peut être créé, en vertu d'une décision des ouvriers et employés, soit un Conseil commun pour toute l'entreprise, soit un Conseil général se superposant aux Conseils des différents établissements.

Le délégué, choisi parmi les électeurs ouvriers et employés, est nommé pour un an et est rééligible. Son rôle est identique à celui des Conseils d'ouvriers (art. 58 à 60).

Enfin, la représentation de l'Administration, de l'Empire, de l'Etat, des groupements de communes, de di-

(1) Voir, p. 176 (en liaison avec les Commissions d'arbitrage, *var.* Autorités de démobilisation, p. 175).

visions importantes de l'Empire ou des Etats, sera réglée par les administrations respectives (art. 61). Il n'y a pas lieu à élection d'un Conseil d'entreprise lorsque la création de celui-ci est susceptible d'occasionner des difficultés particulières au fonctionnement de l'entreprise ou lorsqu'une représentation différente des ouvriers et employés est prévue par un contrat collectif de travail. Lorsque ce Conseil existe, les raisons ci-dessus indiquées entraîneront sa dissolution éventuelle.

ROLE ET POUVOIRS DES REPRÉSENTATIONS D'EXPLOITATION

Les attributions des représentations d'exploitation constituent la partie la plus intéressante de la loi. Elles sont définies dans l'article 66 et suivants (art. 66 à 92).

Ces dispositions peuvent être divisées en trois groupes :

Un premier groupe (art. 66, al. 1 et 2, art. 70, 72) s'occupe du droit d'immixtion des Conseils d'exploitation dans la vie économique de l'entreprise.

Un second groupe (art. 66, al. 3 à 9, art. 75 à 77, art. 78, al. 1 à 7, art. 80) traite de la participation des représentations d'exploitation à la réglementation de toutes les conditions du travail.

Un troisième groupe (art. 74, 78, al. 8 et 9, art. 81 à 90) est relatif aux droits qui appartiennent aux représentations en matière d'engagements et de renvois.

Si nous considérons d'abord les droits d'immixtion des Conseils d'exploitation dans la vie économique de

l'entreprise, nous nous trouvons en présence des deux premiers alinéas de l'article 66 aux termes duquel « le Conseil d'exploitation a pour but, dans les exploitations ayant des buts économiques, d'aider de ses conseils la direction de l'exploitation pour assurer par là, avec elle, une situation meilleure dans la mesure du possible et le meilleur esprit d'ordre et d'économie dans la production de l'exploitation....., de contribuer à l'introduction de nouvelles méthodes de travail..... ».

D'autre part, dans les entreprises où il existe un Conseil de surveillance dans lequel une représentation des travailleurs est prévue, il doit être envoyé dans ce Conseil de surveillance, d'après une loi spéciale à édicter à cet égard, un ou deux membres du Conseil d'exploitation « pour y défendre les intérêts et les demandes des travailleurs, ainsi que leurs vues et leurs vœux touchant l'organisation de l'exploitation. Ces assistants ont le droit d'assister et de voter à toutes les séances du Conseil de surveillance » (art. 70).

De plus, dans les exploitations dont les entrepreneurs sont tenus à une comptabilité commerciale et qui occupent d'ordinaire au moins 300 ouvriers ou 50 employés, les Conseils d'exploitation peuvent exiger, dans les conditions prévues à l'article 72, la production d'un bilan d'exploitation et d'un compte de profits et pertes, ces deux pièces devant être accompagnées d'explications. Cette disposition a été précisée et complétée par la loi du 5 février 1921 sur le bilan d'exploitation et le compte de profits et pertes (1).

(1) *Journal officiel de l'Empire*, p. 159. Voir aux Annexes.

Cette première série de dispositions consacre manifestement le droit de co-décision des travailleurs dans la gestion commerciale, technique et financière de l'exploitation. Elle innove largement et introduit dans la vie économique ce que M. le professeur Truchy appelle la vraie participation des ouvriers à la gestion des entreprises (1).

De même un pouvoir de co-décision est reconnu aux représentations d'exploitation dans le domaine de la réglementation des conditions du travail. Les Conseils d'exploitation sont chargés d'éviter les troubles dans l'exploitation, de veiller à l'exécution des sentences arbitrales, de convenir avec le patron des règles de service communes ainsi que des modifications à celles-ci dans le cadre des contrats de tarifs en vigueur, de favoriser l'entente au sein du personnel et celle de ce personnel avec le patron, de recevoir les plaintes du Conseil d'ouvriers et du Conseil d'employés et d'entrer, à leur sujet, en négociation avec l'employeur, de veiller à écarter les dangers d'accidents et de maladies, de coopérer à l'exécution des mesures de police, de coopérer à l'administration des caisses de retraites, des habitations ouvrières et autres institutions tendant à procurer le bien-être aux travailleurs (art. 66, al. 3 à 9). Lorsque les clauses du travail doivent être conclues en commun, le patron doit en soumettre le projet au Conseil d'exploitation, et si l'entente ne peut se faire, les parties peuvent recourir à la Commission d'arbitrage (art. 75). Un membre

(1) *L'Economiste Français* du 18 mars 1922, p. 326.

du Conseil d'exploitation prend part aux enquêtes en cas d'accident (art. 77).

De leur côté, les Conseils d'ouvriers et les Conseils d'employés sont investis de missions qui impliquent, dans une mesure plus ou moins large, une participation à la direction. Ils doivent veiller à l'exécution des prescriptions légales en faveur des travailleurs et des contrats de tarifs, ainsi que des sentences arbitrales; s'il n'y a pas de règlement du contrat de tarif, coopérer au règlement des conditions du travail (salaire, temps du travail, congés, etc...); établir, d'accord avec le patron, le règlement du travail ou autres conditions du travail dans le cadre des contrats de tarifs en vigueur, examiner les réclamations et agir pour y donner satisfaction, d'un commun accord avec le patron; en appeler, le cas échéant, à l'arbitrage, veiller à éviter les accidents, coopérer à l'exécution des mesures de police, etc... (art. 78, al. 1 à 7 et art. 80).

Enfin, certains pouvoirs de décision sont reconnus aux représentations d'exploitation dans les questions relatives aux engagements et aux renvois du personnel. Dans l'hypothèse d'une extension, d'une limitation ou d'un arrêt de l'exploitation, de même que dans celle de l'introduction de techniques, méthodes de travail ou procédés nouveaux d'exploitation, ayant pour conséquence l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs ou le renvoi d'un certain nombre d'entre eux, le patron est obligé, par la loi, de se concerter avec le Conseil d'exploitation que remplace la Commission d'exploitation, s'il y en a une (art. 74). Au cas où il n'existe pas de règlement du contrat de tarif, le Conseil d'ouvriers et le Con-

seil d'employés, à leur défaut le Conseil d'exploitation, ont mission de conclure avec le patron des directives sur l'entrée de travailleurs du groupe dans l'exploitation et d'agir si ces travailleurs sont renvoyés (art. 78, al. 8 et 9).

Les articles 81 et 82 règlent les conditions de ces directives et sanctionnent leur violation.

Les articles 83 à 90 réglementent dans le détail le rôle des Conseils d'ouvriers et des Conseils d'employés au sujet des réclamations qui ont pour objet l'embauchage ou le renvoi du personnel.

Il y a lieu de remarquer que, dans le cadre des règlements adoptés, l'employeur a seul qualité pour décider des engagements des ouvriers, à l'exclusion de la collaboration ou de la surveillance du Conseil d'ouvriers et d'employés (art. 81). Un droit d'appel contre les engagements est accordé au Conseil devant la Commission d'arbitrage (art. 83). En cas de congédiement, les ouvriers et employés peuvent interjeter appel devant le Conseil des ouvriers ou des employés (art. 84). Cette Commission aura à prononcer en dernier ressort et pourra imposer éventuellement à l'employeur de reprendre l'ouvrier ou encore de lui payer une indemnité.

Ajoutons que le Conseil général d'exploitation remplit la mission du Conseil d'exploitation en ce qui concerne les intérêts généraux des divers établissements se rattachant à une même entreprise.

On peut passer rapidement sur les dernières parties de la loi.

Le Conseil économique de circonscription règle les

conflits provoqués par l'application de la loi. S'il s'agit de conflits intéressant des divisions plus importantes du territoire, des organes appropriés sont chargés de cette mission.

Des mesures sont prévues pour assurer l'exécution de la loi et des pénalités sont attachées à leur transgression. Ces peines sont variables; elles consistent en amendes pouvant aller jusqu'à 2.000 marks et la détention pour l'employeur qui ne remplit pas ses obligations; jusqu'à un an de prison et 10.000 marks d'amende, lorsqu'il fournit intentionnellement des renseignements erronés dans le but de tromper l'ouvrier; elles sont de 1.500 marks d'amende ou de la détention et de 3.000 marks ou un an de prison au maximum pour l'ouvrier qui, sans intention ou avec intention, aura divulgué des renseignements confidentiels.

Enfin, la loi modifie les lois et règlements dont les dispositions ne sont plus en accord avec les nouvelles dispositions; notamment, elle abroge les paragraphes 7 à 14 du décret du 23 décembre 1918.

TROISIÈME PARTIE

L'application et les résultats de la loi.

Nous avons fait ressortir que la loi sur les Conseils d'exploitation, telle qu'elle est en définitive sortie des discussions du Reichstag, est le résultat de nombreuses concessions réciproques des partis. Il en résulte que si cette loi donna une certaine satisfaction partielle à presque tout le monde, elle fut aussi et surtout l'objet de critiques nombreuses et de résistances obstinées.

Du côté patronal, cette résistance se manifesta par une action commune des associations. Mais les chefs d'entreprise hésitèrent sur la méthode de leur groupement. Les uns préféraient la forme syndicale de la ligue hanséatique (Hansa Bund); les autres opinaient pour la cartellisation de toutes les associations d'entrepreneurs, aussi bien dans leurs réunions centrales que dans leurs réunions locales. Finalement, on aboutit à une « Commission centrale des associations d'entrepreneurs », avec participation de la ligue hanséatique, et

dont la mission consistait à protéger les intérêts politiques et économiques des entrepreneurs allemands (1).

Cette coalition patronale est absolument opposée à toute nouvelle extension des attributions des Conseils d'exploitation. Les patrons se plaignent que, même dans leurs conditions actuelles de fonctionnement, les Conseils ont amené dans la marche de chaque entreprise des obstacles aboutissant au gaspillage de temps et d'argent.

Les associations patronales décidèrent de s'en tenir strictement aux termes de la loi et de ne céder, dans aucun cas, aux demandes des ouvriers qui tendraient à s'en écarter. Il faut aussi convenir que là où la loi laissait aux patrons la faculté d'accorder aux Conseils certaines faveurs, telles que, par exemple, la réunion du Conseil au cours des heures du travail, on ne céderait aux sollicitations ouvrières que quand il ne serait pas possible de faire autrement.

Mais, avec le temps, les idées des employeurs finirent par se modifier quelque peu. D'abord ils s'étonnèrent du bon sens et de l'esprit de sagesse qui présidèrent aux premières élections, lesquelles n'amenèrent que des éléments modérés dans la plupart des Conseils. Puis la loi sur la communication des bilans et comptes de profits et pertes, beaucoup moins rigoureuse qu'ils ne l'avaient craint, calma dans une certaine mesure leurs inquiétudes. Ce qui continua à les gêner et à exciter leurs do-

(1) Voir *Betriebsrat* du 15 août 1920 : Le front uni des entrepreneurs.

léances, c'est l'entrée des membres du Conseil d'exploitation dans les Conseils d'administration. L'opinion des patrons évolua encore et se fit plus pessimiste lorsque les élections suivantes firent entrer dans les Conseils un bien plus grand nombre d'éléments révolutionnaires.

Du côté ouvrier, les mécontents se recrutèrent parmi les extrémistes qui voulaient, non pas une loi à portée sociale, comme celle qui fut votée, mais une loi à tendances politiques. Pour les socialistes indépendants et les communistes, les Conseils devaient être des organismes qui, grâce aux prérogatives qui leur seraient accordées, auraient bientôt supplanté les employeurs. Mais, en général, les travailleurs furent satisfaits et leurs associations prirent immédiatement leurs dispositions pour tirer de la loi le plus grand profit possible. En outre, des moyens courants de propagande, conférences, journaux, brochures, il fut créé des cours pour instruire les futurs membres des Conseils (1). La Fédération générale des syndicats établit un accord avec la Fédération des unions d'employés en vue de la mise en vigueur en commun de la loi. Ces deux groupements créèrent, à cet effet, un Bureau central pour toutes les questions relatives aux Conseils d'exploitation et des « Centrales locales » partout où l'un de ces groupements possède une section.

La satisfaction première des milieux ouvriers se refroidit lorsqu'ils s'aperçurent que la loi ne leur appor-

(1) *Soziale Praxis und Archiv für Volkswohlfahrt* du 18 décembre 1920.

taît pas tout ce qu'ils espéraient. Le texte même ne réalisait pas tous leurs desiderata. Ensuite, ils incriminèrent les patrons, dont la mauvaise volonté dans l'exécution de certaines dispositions légales, mettant à leurs charges des obligations, privait les travailleurs du bénéfice de plusieurs droits à eux expressément garantis.

Mais les effets d'une loi ne peuvent être jugés uniquement d'après l'appréciation que portent sur elle les intéressés, et cette observation s'applique aux lois sociales aussi bien qu'aux autres. Il convient d'examiner objectivement les conséquences de la législation et de se demander quel a été son rendement dans la réalité.

Nous exposerons donc les difficultés d'application et d'interprétation auxquelles a donné lieu la loi du 4 février 1920 (chapitre I). Puis nous rechercherons quels ont été ses résultats pratiques (chapitre II). Dans ce dernier ordre d'idées, nous mettrons à profit, outre les indications contenues dans la presse et les diverses publications allemandes, les renseignements qui nous ont été gracieusement fournis par la Société d'études et d'informations économiques.

CHAPITRE PREMIER

Les difficultés d'application et d'interprétation.

L'application de la loi souleva surtout des difficultés en ce qui concerne :

- 1° La constitution des Conseils.
- 2° Les séances du Conseil d'exploitation.
- 3° La perte de la qualité de membre.
- 4° L'Assemblée d'exploitation.
- 5° Les attributions des représentations d'exploitation.

Il y a lieu d'accorder quelque attention à chacun de ces points.

LA CONSTITUTION DES CONSEILS

Conformément à l'article 102, les élections eurent lieu six semaines après la promulgation de la loi, c'est-à-dire dès la seconde quinzaine de mars 1920. Aussitôt des tiraillements se produisirent. L'article 19 prévoyait une

majorité des deux tiers. Les patrons, surtout dans certaines usines métallurgiques de Berlin, soutinrent qu'il s'agissait des deux tiers du personnel occupé en totalité, figurant sur le contrôle et non des deux tiers du personnel prenant part au référendum organisé par le texte précité. Cette interprétation tendait manifestement à restreindre la portée de ce dernier.

« Si le législateur, dit le *Betriebsrat* (1), avait voulu entendre le personnel travailleur total, il aurait rédigé l'article comme suit :

« si la totalité des ouvriers électeurs et la totalité des employés électeurs, etc..... »

« Avec l'interprétation patronale, l'article 19 ne jouera jamais, car il y aura toujours du personnel absent à cause du travail (monteurs), de la maladie ou des congés, etc...

« Si l'énorme majorité est pour les élections en commun, une minorité infime imposera sa dictature en votant contre. »

Et l'auteur donne un exemple :

« Soit une usine ayant 2.400 têtes dans un groupe — ouvriers par exemple — dont les deux tiers sont 1.600.

« Prennent part au référendum concernant les élections en commun.....	1.650
« votent pour.....	1.599
« votent contre.....	51

(1) Numéro du 15 juin 1920: Les élections communes du Conseil d'exploitation par les ouvriers et par les employés,

« 1.599, donc à une unité près, moins que les deux tiers;
« les élections en commun ne peuvent avoir lieu malgré
« le désir exprimé par 1.599 et cela par la faute de
« 51 personnes.

« Ce n'est pas assurément ce qu'a pensé et voulu le
« législateur.

« Veut-on supposer un instant que, sur les 800 qui
« n'ont pas voté, on n'aurait pas récolté au moins une
« voix ?

« Le Ministre du travail — consulté dans le cas con-
« cret — ne peut que laisser les inspecteurs du travail
« (Gewerbeinspektor) arbitres de la question — avec
« appel dans le mois au Préfet de police de Berlin. »

D'après Flatow, dans son commentaire de la loi, ce
fonctionnaire aurait rendu une décision en vertu de la-
quelle les deux tiers des présents effectivement le jour
du vote suffisaient.

D'ailleurs, certains employeurs admettent le référen-
dum par remise de bulletins de vote, sans réunion « *de
facto* ».

D'autres incidents électoraux se produisirent au sujet
des votes dans un charbonnage du bassin de la Ruhr
(avril 1920). Cette région était alors en état de siège
comme suite au coup d'Etat avorté de Kapp (1) et les
employeurs ayant en quelque sorte la force armée
chez eux, avaient la partie belle pour entraver l'appli-
cation de la loi. Toute la procédure des élections fut

(1) C'est à cette époque que se place l'occupation de Franc-
fort par les Français et les Belges, la Reichswehr ayant indû-
ment pénétré dans cette zone neutralisée.

alors troublée par des mesures arbitraires, telles que la lacération des listes de candidats, l'incarcération sur dénonciation d'un chef porion, trop épris de l'idée syndicale et du bureau électoral.

LES SÉANCES DU CONSEIL D'EXPLOITATION

En cette matière, les articles 30 et suivants ne furent pas sans susciter des difficultés particulières.

Aux termes de l'article 30, les séances du Conseil doivent avoir lieu, en règle générale et si possible, en dehors des heures de travail. Comment allait-on appliquer ce texte dans les usines à travail ininterrompu ? Un service officiel saxon décida, sagement, le 8 janvier 1921, que les séances se tiendraient lorsque la *plupart* des membres du Conseil ne seraient pas au travail (1).

Des membres de Conseils d'exploitation ayant souvent exigé le remboursement de frais et de pertes de salaires du fait qu'ils représentaient des membres de l'usine devant un tribunal de commerce ou une juridiction professionnelle, l'*Employeur allemand* (Die deutsche Arbeitgeberzeitung) conseille de ne pas déférer à ces réclamations, par ce motif que la représentation dont il s'agit ne rentrait pas dans les termes de l'article 35.

D'autre part, la Commission d'arbitrage de Stuttgart, dans sa séance du 19 octobre 1920, décida que l'interdic-

(1) *L'Employeur allemand* du 10 avril 1921.

tion des ateliers durant le travail ne pouvait être opposée aux membres du Conseil s'il s'agissait, pour ce dernier, d'affaires urgentes, mais qu'il convenait alors de prévenir le chef d'atelier, ne fût-ce que pour des raisons d'ordre technique.

Les retenues ou demandes de remboursement de frais pouvaient-elles avoir lieu avant que la Commission d'arbitrage fût entendue ? Suivant les uns, il fallait se prononcer négativement (1). Suivant les autres, la réponse était affirmative sous réserve de la restitution des retenues en cas de désaveu par la Commission (2). Ajoutons qu'aux termes d'une sentence du 8 janvier 1920, les Conseils d'exploitation ne peuvent exiger le remboursement de leurs frais de voyage dans les termes de l'article 36 que si ces voyages ont été effectués dans l'intérêt de l'exploitation isolée et non s'ils ont été faits dans le but de se rencontrer avec d'autres Conseils de la même branche d'industrie (3).

Il convient, au surplus, de reconnaître que les entreprises de grande envergure cherchèrent, par une intelligente tolérance, à faciliter la tenue des séances des Conseils d'exploitation (4). Mais il faut croire que cette bienveillance ne fut pas récompensée, car nous la voyons combattue, en 1921, par le Dr Franz Goerrig, de Cologne, dans une longue dissertation où il cherche à montrer

(1) *Der Betriebsrat* du 15 août 1920.

(2) *L'Employeur allemand* du 10 octobre 1920.

(3) Conseil de prudhommes de Gelsenkirchen (8 janvier 1920).

(4) Voir, pour la maison Krupp, *L'Employeur allemand* du 12 septembre 1920; pour le bassin minier de la Haute-Silésie, le même journal du 26 décembre 1920.

que la dispense de travail équivaut à un sabotage du rendement de l'exploitation (1).

Pour en finir avec les séances du Conseil d'exploitation, rappelons que l'article 36 *in fine* de la loi impose à l'employeur l'obligation de prêter un local où la réunion pourra se tenir. Or, certains patrons reçurent le Conseil de se dérober à cette obligation, « de ne pas payer les frais nécessités par le fonctionnement des Conseils et de ne mettre aucun local à leur disposition » (2). Par là même, ils auraient bloqué l'application de la loi, car étant donné que l'article 37 interdit aux Conseils toute cotisation, ceux-ci n'auraient plus eu qu'à se dissoudre.

PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

L'article 39 dispose que, sur la demande du patron ou d'un quart au moins des travailleurs électeurs, le Conseil économique de district ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage, peut prononcer la perte de la qualité de membre d'un représentant pour violation grossière de ses obligations légales. La dissolution du Conseil d'exploitation peut être prononcée, d'après le paragraphe 41, pour la même cause.

Que fallait-il entendre par infraction grossière aux obligations légales ? Il est à craindre que, selon le mi-

(1) *L'Employeur allemand* du 27 mars 1921.

(2) Roger PICARD. *Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises*, 1922, p. 184.

lieu, le motif de dissolution varie. Tel Conseil qui passera pour être ultra-radical au nord sera considéré dans le sud comme trop dévoué au patron.

Les Commissions d'arbitrage ont reconnu le caractère d'infraction grossière aux faits suivants : la lacération d'affiches concernant les Soviets apposées par la direction (1), les brimades d'ouvriers affiliés à un syndicat dissident (2), les prétentions illégales dans l'embauchage (3), l'apposition d'affiches pour conseiller au personnel de faire un acte interdit formellement par l'employeur (4).

Que décider soit dans le cas où un membre du Conseil d'exploitation, ayant perdu sa qualité par application de l'article 39, est réélu, soit dans le cas où un Conseil d'exploitation dissous dans les termes de l'article 41 est réélu ? Cette réélection est-elle valable ou non ? Le Ministre du travail consulté, s'est prononcé, dans le silence de la loi, en faveur de l'affirmative. Cette opinion paraît très discutable. Le législateur n'a certainement pas voulu qu'un Conseil qui vient d'être déchu de ses droits reparaisse aussitôt, grâce à une réélection. Si cela était possible, la disposition de l'article 41 demeurerait purement platonique. L'esprit de la loi conduit donc à déclarer la réélection inadmissible (5).

(1) Commission d'arbitrage de Landsberg, 26 novembre 1920.

(2) Commission d'arbitrage de Francfort, mines de Ahansen (Krupp), décembre 1920. Cas fréquent.

(3) Commission d'arbitrage de Munich, 1^{er} août 1920.

(4) En l'espèce, chômer le 1^{er} mai, Leipzig, juillet 1920.

(5) A ce sujet, l'*Employeur allemand* du 16 janvier 1921, reproduit l'article suivant :

La réélection de membres du Conseil d'exploitation, par

L'ASSEMBLÉE D'EXPLOITATION

Les rapports de l'Assemblée d'exploitation avec les syndicats, déterminés par les articles 8, 31 et 47, sont le canal par lequel la politique veut s'emparer des Con-

l'avoué SCHOPPEN. — La réélection d'un membre du Conseil d'exploitation est-elle admise lorsque sa qualité de membre a été annulée par la Commission d'arbitrage conformément au § 39, al. 2 de la loi, pour faute grossière dans l'exercice de ses devoirs ? La loi distingue entre l'extinction de la qualité de membre, par suite de l'écoulement normal de la durée de la fonction et l'extinction dans les cas spéciaux indiqués par elle.

Alors que le législateur, pour le premier cas, a prévu formellement de nouvelles élections, il n'a rien décidé pour ces cas spéciaux. Il a trouvé bon de fixer la rééligibilité pour les membres sortant normalement. Il aurait donc dû la faire ressortir expressément dans les exceptions, s'il avait voulu en général la déclarer admissible sans condition. Du fait qu'une décision formelle manque, rien ne peut faire conclure à l'admissibilité de la réélection, tout au plus, l'inadmissibilité.

Le fait que le législateur a voulu exclure la rééligibilité pour ces cas, tout au moins ceux du § 39, al. 2, ressort de ceci :

D'après le § 39, al. 2, sur la proposition de l'employeur ou d'au moins le quart des travailleurs électeurs, la Commission d'arbitrage peut décider l'extinction de la qualité de membre d'un représentant pour atteinte grossière à ses devoirs légaux. La conséquence première est qu'à sa place entre un membre suppléant (§ 42 de la loi).

Dans la pratique, on essaie fréquemment de tourner cette décision en ce sens que les autres membres du Conseil et les suppléants démissionnent après la décision de la Commission d'arbitrage, pour assurer en premier lieu, le maintien à son poste du membre déchu, conformément au § 43, al. 1 de la loi, et lui procurer de nouveau une place dans le Conseil, aux nouvelles élections.

La décision du § 39, al. 2 n'existerait donc que sur le papier, l'extinction de la qualité du membre serait un mythe. La loi se contredirait alors elle-même, et plusieurs décisions ont été rendues conformes à l'esprit du législateur.

Ainsi, la Commission d'arbitrage de Dresde a décidé, le

seils d'exploitation et les détourner de leurs fonctions économiques. Les représentants syndicaux n'ayant pas besoin de l'autorisation patronale pour assister aux séances des Conseils d'exploitation et des Assemblées d'exploitation, les agitateurs ont de grandes facilités pour exercer leur influence dissolvante.

Si l'article 47 permet qu'un mandataire de chacune des Unions économiques de travailleurs représentées prenne part aux Assemblées d'exploitation avec voix délibérative; si l'article 31 décide que, sur la proposition d'un quart des membres du Conseil d'exploitation, un mandataire de ces Unions représentées dans les Conseils est à adjoindre avec voix délibérative; ces dispositions

1^{er} septembre 1920, que le § 43, al. 1 de la loi mentionné plus haut, ne s'applique pas au membre déchu par application du § 39, al. 2. Le Conseil de Surveillance industriel de Pankow, le 5 novembre 1920, a décidé que la réélection de ce membre était inadmissible pendant la durée de la législature et n'a pas tranché la question de savoir si elle était admissible, même après cette législature.

Cette dernière question semble devoir être résolue par la négative d'après les commentaires qui précèdent. Pourquoi faire une différence selon que le membre a été exclu pendant la législature ou à la fin, alors que de nouvelles élections dans le sens du § 42 de la loi ne pourraient plus avoir lieu. Dans les deux cas, le § 39, al. 2 serait privé de son efficacité pratique, si l'on admettait la réélection de ce membre. En outre, le but principal de la loi, la paix entre les classes, serait renversé. L'impunité engagerait le membre indigne à continuer ses fautes. La comparaison est d'ailleurs possible avec l'hypothèse de fonctionnaires renvoyés par mesure de discipline; ceux-ci ne peuvent plus être repris comme fonctionnaires.

La conclusion s'impose donc que la réélection d'un membre du Conseil d'exploitation ayant perdu sa qualité de membre par application de l'art. 39, al. 2 est inadmissible, malgré l'absence de dispositions formelles de la loi sur ce point.

n'ont pas pour objet de créer une sorte de liaison permanente entre l'activité du Conseil d'exploitation et le travail corporatif. Leur but est plutôt d'assurer une assistance technique aux Conseils et de donner aux syndicats l'occasion officielle de prendre contact avec la production et la vie interne des différentes maisons de leur district.

Or, ces dispositions ont été trop souvent utilisées par les syndicats comme un moyen de continuer la lutte de classes au sein de l'usine (1).

(1) Voici ce que publiait à ce sujet, sous la signature de M. Windschuh, *l'Employeur allemand* du 27 mars 1921, dans l'article « Les représentants d'unions économiques dans l'exploitation » :

On sait suffisamment que beaucoup de réunions d'exploitations et de séances de Conseil d'exploitation ont lieu à l'intérieur de l'entreprise et qu'elles ne se limitent pas au cercle d'affaires que la loi a fixé, mais qu'elles vont bien au delà et sont volontiers disposées à continuer au sein de l'usine même, la lutte de classes. Dans ces cas-là, les représentants syndicaux agissent souvent comme agitateurs désirés, qui ne se contentent pas du tout de conseils objectifs, mais se posent en « leaders » dans les entrevues et donnent alors le contenu et la direction des commentaires. Cette indication devrait être fixée toutefois plus ou moins, par les corps de métiers centraux compétents et « de droite ». Mais à ceux de « gauche », dans lesquels la formation communiste dite cellulaire, la création méthodique de fractions ultra-radicales, ainsi que la destruction de la discipline et la direction de politique effective se font sentir de plus en plus, l'abus de ces décisions sera facile.

Les effets de ces abus sont, si sans contrôle, des troubles, l'excitation des ouvriers, l'affaiblissement du prestige de la direction, parce que l'adversaire ironique et acharné de l'entreprise, l'attaquant impunément dans sa propre maison, agit fortement, psychologiquement sur l'ouvrier, repousse et terrorise rapidement les modérés.

La conception du syndicat dans la loi sur les Conseils d'exploitation et d'ailleurs, dans le droit ouvrier en général, n'est pas empreinte de la netteté désirable. Entre autre, les

ATTRIBUTIONS DES REPRÉSENTATIONS D'EXPLOITATION

Il convient d'examiner successivement les difficultés relatives aux attributions des Conseils d'exploitation et

formations également corporatives qui se sont constituées récemment dans l'Ouest (Unionistes) doivent-elles être considérées comme organisations syndicales dans le sens de la loi sur les Conseils d'exploitation et autorisées alors à envoyer leurs représentants dans les séances du Conseil d'exploitation et les réunions à l'intérieur de l'entreprise pour « délibérer » ?

L'opinion des cercles compétents pour la formation d'un droit coutumier y est fortement opposée. D'abord, ces formations ne remplissent pas la définition posée par la Communauté centrale du travail, ainsi que la critique des Unions économiques de travailleurs posée par le Ministère du travail. Elles ne travaillent, en principe, ni avec les employeurs organisés — en dehors naturellement des cas critiques pour eux — et ne sont pas reconnues de ces derniers, comme représentations officielles des travailleurs. En outre, elles ne reconnaissent pas les décisions du droit ouvrier; enfin, elles poursuivent librement des buts politiques, ne sont donc pas des Unions dans le sens de la loi sur les Conseils d'exploitation (commentaire de Flattow). Pour cette raison, l'employeur, par principe, devra interdire aux représentants de ces représentations, le séjour à l'intérieur de l'usine et faire usage du droit à l'inviolabilité du domicile, si cette interdiction n'est pas observée.

La Commission d'arbitrage de Dusseldorf, le 19 février 1921, a donné un intéressant aperçu dans cette question. Le président du Conseil d'exploitation d'une grande maison avait attiré à l'Assemblée d'exploitation siégeant dans l'usine, un représentant (non fonctionnaire) qui, en fait avait bien été délégué par l'Union, mais sans légitimation. Ce représentant qui avait la réputation d'un agitateur radical et d'un causeur de troubles, avait été en son temps repoussé formellement de l'entreprise, qui lui avait fait savoir sans ambages qu'elle ne le supporterait jamais et sous aucun prétexte chez elle.

Malgré ce détail, connu du président du Conseil d'exploitation, ce dernier le fit entrer et lui donna la parole dans l'Assemblée.

La Maison exposa le fait avec d'autres délits du président

celles concernant les attributions des Conseils d'ouvriers et des Conseils d'employés.

A. — *Conseils d'exploitation.*

Les Conseils eurent parfois tendance à étendre leurs attributions de leur propre initiative.

Considérons l'article 66 de la loi, qui est le texte fondamental en la matière. Son alinéa 2 charge le Conseil de contribuer à l'introduction de nouvelles méthodes de travail. Il semble bien qu'il s'agisse d'un pouvoir de co-décision. Cependant, dans un cas d'espèce où une usine avait en vue sa transformation totale et où le Conseil d'exploitation voulait imposer sa collaboration dans les termes de l'alinéa 2, la Commission d'arbitrage

devant la Commission d'arbitrage et eut gain de cause avec le motif suivant : « Ainsi qu'il ressort du débat, la direction n'a pas accordé l'entrée au représentant de l'Union, pour des raisons déterminées visant sa personne. Mais elle n'a rien objecté contre la présence d'un représentant en général. Le chef responsable de la réunion était le président du Conseil d'exploitation, qui connaissait exactement les griefs de la direction, contre la personne du représentant visé, mais qui a toléré sa présence à la réunion. » La Commission d'arbitrage a vu là un motif, entre autres, pour le renvoi sans délai de ce président.

Il ressort de là, que le devoir du Conseil d'exploitation est de préserver l'entreprise de secousses et d'encourager l'accord entre l'employeur et les ouvriers, et qu'il doit également veiller au choix du représentant du syndicat à convoquer.

En général, il est recommandé, pour éviter de telles questions compliquées, de ne pas mettre par principe, de locaux de l'usine à la disposition d'assemblées. Les frais qui résultent de ce principe sont compensés par l'éviction de conflits et d'agitations internes.

de Berlin-banlieue décida, le 4 octobre 1920, que la participation prévue par ce texte n'avait qu'un caractère consultatif, l'employeur seul décidant.

Alors même qu'on reconnaît au Conseil d'exploitation un pouvoir de co-décision, ainsi que nous l'avons fait, il est bien évident que le Conseil ne peut jamais se comporter en chef unique. La décision doit être l'œuvre commune de l'employeur et du Conseil; or, il arrive que le Conseil prenne l'attitude du chef unique, qu'il fournisse directement aux autorités les renseignements demandés par celle-ci, par exemple, ou qu'il empêche le directeur d'enlever une affiche communiste (1). Il va sans dire que les incursions dans le domaine politique tentent beaucoup de Conseils d'exploitations avancés (2). De ce chef, les alinéas 3 et 6 sont peu respectés. Au lieu d'éviter les troubles dans l'entreprise et de favoriser l'entente de tous les éléments producteurs de celle-ci, beaucoup de Conseils ont été, au contraire, des agents de perturbation. On a même vu un Conseil, vexé par l'échec d'une demande d'élévation de salaires, s'opposer à l'exécution d'une commande à laquelle l'employeur voulait faire honneur malgré la hausse des matières premières (3). C'était un manifeste abus de pouvoir.

Le dernier alinéa de l'article 66, relatif à la coopération du Conseil à l'administration des pensions, des mai-

(1) Le cas s'est présenté à Schweinfurt.

(2) Le 2 novembre 1920, la Commission d'arbitrage d'Ulm repoussa la prétention d'un Conseil qui exigeait le renvoi d'un ouvrier fixé depuis trop peu de temps dans la commune.

(3) *L'Employeur allemand* du 29 août 1920.

sons ouvrières et autres institutions de bienfaisance, souleva des difficultés nombreuses et d'autant plus vives qu'il touchait à des mesures prises gracieusement par les dirigeants en faveur des travailleurs. Ces institutions furent toujours désagréables et suspectes aux syndicats. Aussi, poussés par ces derniers, les Conseils d'exploitation tendirent méthodiquement à l'administration de celles-ci par les ouvriers (1).

Nous arrivons maintenant aux difficultés concernant les articles 70 à 72 qui constituent, pour ainsi dire, l'une des parties les plus critiquées de la loi.

L'article 70 vise la représentation du Conseil d'exploitation dans le Conseil de surveillance et il prévoit qu'il sera envoyé dans ce dernier, d'après une loi spéciale à édicter à cet égard, un ou deux membres du Conseil d'exploitation, « pour y défendre les intérêts et les demandes des travailleurs, ainsi que leurs vues et leurs vœux touchant l'organisation de l'exploitation ».

Le projet de loi, en exécution de cet article, fut connu dès novembre 1920 et inséré dans le *Bulletin officiel de l'Empire*, le 15 février 1921 (partie officielle, p. 335) (2). Il donna lieu à des controverses importantes, surtout en ce qui concerne le point de savoir quel serait le rôle des délégués du Conseil d'exploitation dans le Conseil de surveillance. Certains auteurs concevaient ce rôle

(1) V. le concours du Conseil d'exploitation dans les institutions de prévoyance de l'entreprise par Windschuh, le 7 novembre 1920 dans *l'Employeur allemand*.

(2) La loi n'a été définitivement votée qu'en février 1922.

comme illimité (1). D'autres, tels que Brandt (2) et Anhalt (3), considéraient que la loi du 4 février 1920, article 70, avait elle-même précisé et limité ce rôle en décidant que les délégués auraient pour mission de « défendre les intérêts et les demandes des travailleurs ainsi que leurs idées et leurs vues quant à l'organisation de l'entreprise ». Les délégués ne devaient donc pas être admis, dans le Conseil de surveillance, à discuter des questions étrangères à ces objets; ils ne devaient pas avoir des droits identiques à ceux des membres du Conseil de surveillance, mais seulement des droits découlant des attributions légales des Conseils d'exploitation. Tel fut aussi le point de vue des divers groupements des chefs d'entreprise (4).

L'opinion des dirigeants capitalistes s'exprima assez clairement à cet égard dans un article de *l'Employeur allemand*, en date du 10 avril 1921 :

Si l'on se représente les obligations et les devoirs des membres du Conseil de surveillance, tels qu'ils sont exposés dans le paragraphe 246 C. Co, il faut évoquer, à l'encontre du projet, à côté des conséquences juridiques déjà exposées, les conséquences économiques. Pour trancher les questions posées aux membres du

(1) SCHNEIDER-SACHSEN : Commentaire sur la loi du 4 février 1920, p. 66.

(2) Commentaire, p. 150.

(3) *L'Employeur allemand* : 27 février et 20 mars 1921.

(4) Notamment :

L'Association des employeurs de Göttingen;

L'Association des chefs de l'industrie du jute;

La Chambre de commerce de la Haute-Franconie.

Conseil de surveillance, il faut avoir une longue expérience dans un poste dirigeant et la possession de connaissances commerciales remarquables. Les chefs et les journaux des travailleurs reconnaissent eux-mêmes que les membres de Conseil d'exploitation ne possèdent pas encore ces aptitudes. Nous doutons qu'ils les possèdent jamais.

Dans cette circonstance, il faut encore remarquer que le Conseil d'exploitation, d'un côté, est créé comme facteur ayant les mêmes droits pour remplir les buts de l'exploitation; mais, d'autre part, comme représentation unilatérale des intérêts des travailleurs. L'expérience de la loi sur les Conseils montre nettement que ces derniers ont rempli cette double tâche d'une façon très superficielle (unilatérale), en négligeant fortement les intérêts de l'entreprise et en représentant exclusivement les exigences des travailleurs (1). Au point de vue de la pression exercée par les travailleurs sur leurs élus, un travail dans le sens du paragraphe 249 C. Co., d'après lequel les membres du Conseil de surveillance doivent, dans l'accomplissement de leurs devoirs, avoir le même soin qu'un homme d'affaires méthodique, est

(1) Parlant de la loi française du 26 avril 1917 sur l'actionnariat ouvrier, M. TRUCHY, dans sa conférence (voir p. 65), s'exprime ainsi :

« Elle appartient à cette conception erronée que les intérêts
« des ouvriers, sont communs avec ceux de l'entreprise dans
« laquelle ils travaillent, alors qu'ils en seront distincts. L'ou-
« vrier veut obtenir le salaire le plus élevé possible, augmenter
« ses gains autant qu'il le peut. Installé dans un Conseil d'admi-
« nistration, comme mandataire de ses camarades, il doit
« demander la participation la plus forte : il sera hostile aux
« mesures qui pourront l'atténuer ou la retarder; il pourra
« s'opposer au perfectionnement de l'outillage, à un double
« point de vue, comme onéreux et comme ayant pour objet de
« diminuer dans la production, la part de la main-d'œuvre. Il
« s'opposera à un amortissement trop rapide, à la constitution
« des réserves, parce qu'il considérera que ces mesures sont
« prises au détriment du salaire immédiat. »

pratiquement impossible pour les membres travailleurs. Il ressort des articles de la presse qu'ils ne pensent pas à prendre à leur compte ce devoir, car ils posent en devoir aux futurs membres de combattre le principe capitaliste (c'est-à-dire commercial) de l'entrepreneur; de même, on y décline la responsabilité des membres du Conseil de surveillance qui ne remplissent pas leurs obligations; on essaye par là d'échapper tout simplement au principe absolument nécessaire du paragraphe 249, al. 2 du C. Co.

La plus grande partie de ce qui est traité dans les séances du Conseil de surveillance exige le secret le plus sévère (secret de fabrication, brevet, augmentation projetée, etc...). Il y va de la réussite de l'entreprise et souvent de son existence même (brevet dans l'industrie chimique, par exemple). L'obligation au silence prévue dans le paragraphe 70 et les obligations pénales du paragraphe 100 ne peuvent pas être considérées comme suffisantes dans les circonstances actuelles et d'après l'expérience. Pour ces motifs, la remise de tous les droits de membres du Conseil de surveillance aux membres de Conseil d'exploitation peut avoir des conséquences funestes à la vie économique.

Nous estimons nécessaire de revenir aux considérations graves déjà soulevées lors de la discussion de la loi contre le paragraphe 70 en liaison avec le paragraphe 248 C. Co. Il serait regrettable que ces membres aient un droit de décision dans les questions d'engagement et de traitement des membres du Conseil d'administration, qui sont leurs supérieurs. Il ne faudrait pas s'attendre à un travail juste et intelligent. Nous remarquons dans les diverses dispositions du projet que la limite d'âge de l'éligibilité au Conseil de surveillance doit être reculée à 30 ans, et le minimum d'occupation dans le métier à 2 ans. Nous estimons également nécessaire que le membre sache écrire et parler l'allemand.

« En aucun cas nous ne pouvons accepter la suppression de ces limitations, contrairement à ce qu'a décidé la Commission de politique sociale du Conseil écono-

mique d'Empire actuel dans sa séance du 15 mars, à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi, et cela contre l'avis des employeurs. Il y va de l'économie allemande, donc du travailleur allemand. »

Ces considérations n'étaient pas sans valeur, bien qu'empreintes d'une défiance excessive à l'égard des membres des Conseils d'exploitation. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement, faisant abstraction du point de vue patronal décida, par ordonnance, que les membres ouvriers des Conseils d'administration jouissaient des mêmes prérogatives que leurs collègues, qu'ils pouvaient être nommés commissaires aux comptes, etc... (1).

L'article 71 fut aussi l'objet de violentes attaques de la part des employeurs, car il les obligeait à fournir tous les trois mois, au personnel ou au Conseil d'exploitation, des renseignements sur tout ce qui concernait leur entreprise. Au contraire, les milieux ouvriers y attachaient beaucoup d'importance parce qu'ils voyaient en lui le moyen de se documenter peu à peu sur la conduite des affaires et la marche de la production. Pour les travailleurs, les Conseils d'exploitation ont pour but plus ou moins éloigné, la préparation de la mainmise de la Communauté sur l'Economie et, pour but immédiat, l'éducation économique des salariés. Grâce à l'accumulation des documents, il devient possible aux ouvriers d'opposer des arguments objectifs aux employeurs et d'inviter le Gouvernement aux mesures qui leur semblent nécessaires (2). C'est pourquoi la Confédération

(1) Roger PICARD. *Loc. cit.*, p. 185.

(2) V. *Betriebsrat* du 15 septembre 1920. Trois programmes par Clément Nörpel, Berlin.

générale syndicale et la Fédération des associations libres d'employés ont dressé un questionnaire adressé à tous les Conseils d'exploitation d'Allemagne en vue de se procurer les renseignements dont il s'agit sur les exploitations (1); les mêmes groupements ont prévu des commissions destinées à vérifier les indications fournies, car on se méfie de celles provenant des capitalistes.

Il va sans dire que ces tendances ne sont pas du goût des employeurs qui les critiquent et les combattent le plus possible (2).

Quant au Ministre du travail, dès qu'un texte présente quelque ambiguïté, il l'interprète souvent en faveur des travailleurs; nous avons vu que, dans le silence de la loi, il s'est prononcé pour la rééligibilité des Conseils dissous par application de l'article 41. De même, cédant à la pression populaire, le Ministre a décidé, le 8 janvier 1921, que le droit à la communication du registre de salaires visé par l'article 71 existe non seulement dans certains cas déterminés, mais d'une manière gé-

(1) Ce questionnaire a trait aux points suivants :

- a) Connaissance exacte du rendement de l'exploitation;
- b) Connaissance exacte des matières premières en stock ou à commander, des machines et de leurs prix;
- c) Etablissement des commandes en cours;
- d) Contrôle des prix de revient et de vente;
- e) Vérification des possibilités des marchés;
- f) Possibilité d'une transformation de l'exploitation par l'adoption d'autres productions plus appropriées, etc...

(2) V. *l'Employeur allemand* du 31 octobre 1920. Rapport trimestriel à la Commission d'exploitation, par Windschuh, et *l'Employeur allemand* du 6 février 1921 : La Fédération des employés et la loi sur les Conseils d'exploitation.

nérale et sur la simple demande qui lui en est faité. Cette interprétation a été contestée par certains auteurs qui ont fait remarquer que le droit de communication ne peut appartenir au Conseil d'exploitation que dans la mesure où cette communication lui est nécessaire pour remplir ses devoirs (1).

Passons à l'article 72 aux termes duquel, dans les exploitations occupant d'ordinaire au moins 300 ouvriers ou 50 employés, les Conseils d'exploitations peuvent exiger la production, conformément à une loi à édicter à cet égard, d'un bilan d'exploitation et d'un compte de profits et pertes.

La loi de complément prévue par ce dernier texte est entrée en vigueur à partir du 1^{er} février 1921 (2). Les documents que les patrons doivent, aux termes de cette loi, soumettre aux ouvriers ne sont pas, comme le craignaient les premiers, les bilans et les comptes de profits et pertes tels que le Code de commerce les définit, mais des états renseignant sur les éléments de l'actif et du passif de l'entreprise. L'article 1^{er} de cette loi spécifie seulement que ces éléments devront correspondre à ceux qui servent à l'établissement du bilan. Dans son article 2, la loi ajoute que les renseignements contenus dans les états doivent se baser sur les bilans, les inventaires, les comptes courants, les comptes de profits et pertes, sans que les Conseils puissent exiger la communication de ces documents eux-mêmes.

(1) KISSCHE-SYRUP. *Loc. cit.*

(2) V. son texte aux Annexes.

Les états que doit fournir le patron ne concernent que le patrimoine de l'entreprise; le capital privé de l'entrepreneur, non destiné à l'entreprise, n'y figure pas (1). Mais il faut distinguer le bilan d'affaires (ou d'exploitation) et le bilan d'impôts pour le fisc. Dans le système de la loi de 1921, c'est assurément du bilan d'exploitation qu'il s'agit.

Une dernière observation est nécessaire au sujet des articles 70 à 72 dont nous venons de parler. Les ouvriers et employés gardent-ils toujours le silence qui leur est recommandé sur les renseignements qu'on leur communique? Si l'on en croit les doléances patronales, les craintes manifestées à ce sujet n'auraient pas été chimériques (2).

D'autre part, l'application de l'article 74 relatif au renvoi en masse d'ouvriers pour cause d'arrêt ou de limitation de l'exploitation, montre l'esprit de chicane qui anime souvent les employeurs. Aux termes du texte, le patron est tenu, en pareille hypothèse, de se concerter avec le Conseil d'exploitation; le simple fait d'informer le Conseil ne remplacerait pas l'entente préalable expressément exigée par la loi; faute de cette entente, le congé serait donné illégalement et pourrait engager l'employeur à des dommages-intérêts envers les ouvriers renvoyés. C'est ce qu'a décidé la Commission d'arbi-

(1) Considérations sur le bilan d'exploitation, par le syndic Stamm-Brunswig, dans *l'Employeur allemand* du 1^{er} mai 1921.

(2) V. Obligation au silence des membres des Conseils d'exploitation, par l'avoué Osthues, Gelsenkirchen; dans *l'Employeur allemand* du 24 avril 1921.

trage de Meschede (1). Or, on a soutenu, du côté patronal, qu'aucune sanction juridique n'est attachée à l'inobservation de la loi et que le chef d'entreprise se trouve à l'abri des dommages-intérêts (2). Quant à la jurisprudence, elle s'est montrée sur ce point assez indécise. Les Commissions d'arbitrage de Francfort-sur-le-Mein, le 9 novembre 1920 et de Berlin, le 14 octobre 1920, ont considéré comme obligatoire la prescription de l'article 74, tandis que celles de Kiel, le 28 octobre 1920, et de Hambourg, le 22 juin 1920, ont vu dans la disposition dont il s'agit, une simple recommandation dont l'inobservation ne saurait toucher l'efficacité du renvoi (3).

B. — *Conseil des ouvriers et Conseil des employés.*

La mission de ces Conseils est de protéger les intérêts soit des ouvriers, soit des employés. Par opposition au Conseil d'exploitation, ils n'ont pas à soutenir l'employeur dans la poursuite de son but économique.

Parmi les questions que souleva leur fonctionnement, il y a lieu de s'attacher à celles de la diminution du travail régulier, de l'arrêt des directives sur l'embauchage,

(1) V. La signification juridique du § 74 de la loi sur les Conseils d'exploitation, par le syndic Franz Gœrrig, de Cologne. *L'Employeur allemand*, 3 octobre 1920.

(2) Franz GÖRRIG. *Loc. cit.* — FLATOW. *Loc. cit.*, sur le § 74. *L'Employeur allemand* du 16 janvier 1921.

(3) Décisions citées par *L'Employeur allemand* du 16 janvier 1921.

de la réglementation des pénalités, des engagements et des renvois en général.

L'alinéa 2 de l'article 78 s'occupe de la fixation en commun, par les Conseils d'ouvriers et les Conseils d'employés avec les syndicats d'une part, les patrons de l'autre, de la réglementation des salaires et autres conditions du travail, notamment pour..... « la fixation du temps de travail, en particulier la prolongation et la diminution du temps de travail régulier ».

Or, forcés par la situation économique défavorable d'alors, beaucoup d'entrepreneurs se virent obligés de limiter leur production et, pour éviter les renvois, de raccourcir la durée d'ouverture de leurs ateliers.

S'appuyant sur l'article 78 alinéa 2, les Conseils prétendirent s'immiscer dans cette question et ils n'acceptèrent la mesure dont il s'agit qu'à la condition d'y avoir eux-mêmes participé.

Avaient-ils donc un droit de co-décision en cette matière ou seulement un droit de Conseil ?

Les chefs d'entreprise se plaçaient sur un terrain très solide, lorsqu'ils disaient que l'employeur responsable de l'économie de l'exploitation ne peut pas faire produire sans arrêt, qu'il doit considérer la situation du marché, et que la question de la production est étroitement liée à la possibilité d'emploi des travailleurs (1). Mais cette considération n'effaçait pas la disposition de l'article 78, alinéa 2, qui prévoit une *coopération* des

(1) V. HARGER : Dans le cas de diminution du travail, le Conseil a-t-il le droit d'intervenir ? *Employeur allemand*, 23 janvier 1921.

Conseils et de l'employeur relativement à la réglementation des salaires et autres conditions du travail, particulièrement de la diminution du temps de travail régulier.

Une question analogue se posa au sujet de l'alinéa 8 du même article 78, relatif à l'arrêt en commun, par les Conseils et le patron, des directives sur l'embauchage des travailleurs. Ici encore, le patron fit valoir la liberté qui devait économiquement lui appartenir, comme chef responsable de l'exploitation, dans le choix de ceux qui travaillent avec lui (1); mais la coopération n'en était pas moins formellement posée en principe par la loi.

Les articles 80 et suivants concernent la réglementation des pénalités et la question des engagements et des renvois en général. Or, employeurs et travailleurs ont ergoté sur le point de savoir si la fixation en commun des pénalités doit avoir lieu une fois pour toutes ou, au contraire, intervenir chaque fois qu'il y a lieu de sévir. La thèse patronale est que cette fixation doit être générale (2). La thèse ouvrière soutient que le Conseil d'ouvriers dit concourir, non seulement à la réglementation générale, mais aussi à l'application de chaque sanction isolée (3). Le Ministre du travail et quelques commissions d'arbitrage se sont ralliés à cette dernière opinion. Il semble bien qu'un éclaircissement sérieux ne puisse

(1) J. WINDSCHUH. L'action directe et indirecte des Conseils dans l'embauchage, dans *l'Employeur allemand* du 13 février 1921.

(2) *L'Employeur allemand*, 17 octobre 1920. *Journal de l'Industrie allemande*, 1921, n° 30.

(3) *Betriebsrat*, 15 août 1920.

se produire à cet égard que grâce à une disposition légale.

L'article 84, qui permet aux travailleurs de faire appel aux Conseils d'ouvriers ou d'employés en cas de congé injustifié a donné lieu, lui aussi, en raison de son élasticité, à des interprétations diverses. L'espèce suivante s'est présentée : une ouvrière s'était mise en grève avec les autres ouvriers, puis était tombée malade. La grève étant terminée, la maison écrivit à l'ouvrière qu'elle la considérait comme renvoyée si elle ne reprenait pas le travail ou si elle ne présentait pas un certificat de maladie. Ce certificat fut fourni, mais ne fixait pas la date de la guérison. L'ouvrière fut renvoyée, mais elle exigea son réengagement, que la maison repoussa en déclarant qu'elle avait été obligée d'engager d'autres ouvrières pour ne pas troubler le service. La maladie avait duré une semaine. Dans ces conditions, la Commission d'arbitrage de Hambourg, le 1^{er} février 1921, estima que le renvoi devait être déclaré injuste par application de l'article 84, alinéa 4, mais que la maison avait le droit, pour réengager la demanderesse après sa guérison, de renvoyer une des ouvrières de remplacement. Cette décision était-elle fondée ? Même en faisant abstraction du point de savoir si la grève elle-même peut motiver un renvoi sans délai, on peut soutenir que la maladie d'une semaine est un motif suffisant de renvoi. L'employeur, lorsqu'il n'est plus en mesure de conduire son exploitation par suite de la maladie d'un travailleur, doit pouvoir en engager un autre sans que pèse sur lui l'obligation de réengager le travailleur malade et rétabli.

Il arrive souvent qu'un employeur, soupçonnant de vol un travailleur, le renvoie sans délai. C'est le seul moyen de maintenir l'ordre. Or, il advient fréquemment que, par la suite, la procédure judiciaire est arrêtée faute de preuve ou que l'intéressé est acquitté. En pareille hypothèse, la Commission d'arbitrage de Kiel a décidé, le 2 décembre 1920, que le patron est obligé de reprendre l'ouvrier. Cette solution paraît rationnelle; elle est cependant regrettable lorsque le seul défaut de moyens de procédure empêche de convaincre le voleur de son délit.

Trop volontiers, d'ailleurs, les ouvriers jouent sur les mots : « dureté injustifiée » pour attaquer une mesure de renvoi prise par le chef d'entreprise. A ce sujet, la Commission d'arbitrage de Berlin-banlieue a décidé, le 12 novembre 1920, que le renvoi d'un travailleur dont les services sont insuffisants d'une façon permanente, ne doit pas être considéré comme présentant une dureté injustifiée.

Les difficultés relatives à l'article 84 se retrouvent dans l'application de l'article 96 qui s'occupe du renvoi de membres des représentations d'exploitation.

CHAPITRE II

Les résultats.

Quelle a été l'action pratique de la nouvelle institution dans l'économie allemande ?

Cette action doit être envisagée au point de vue politique, ainsi qu'au point de vue économique et social.

SECTION PREMIERE

L'ACTION DES CONSEILS AU POINT DE VUE POLITIQUE

Les éléments politiques qui avaient été opposés au projet de loi ne se tinrent pas pour battus et cherchèrent à utiliser l'œuvre législative en faveur de la propagande révolutionnaire.

Les extrémistes s'efforcèrent de détourner les Conseils de leurs fonctions dans l'exploitation, pour les pousser vers la politique extrémiste. Cette manœuvre, qu'on aperçoit plus prononcée encore à la même époque dans

les Conseils d'usine du Luxembourg (1), nous a été presque toujours personnellement dévoilée par les quelques chefs d'entreprise que nous avons pu interroger (2).

Les groupements d'ouvriers et d'employés ne cachèrent pas leur volonté de faire de la politique au sein des entreprises. Le Bureau central provisoire des Conseils d'exploitation de Berlin et banlieue tenta de pousser les Conseils hors de la neutralité. Le journal la *Freiheit* (liberté) publiait, le 7 août 1920, un manifeste reconnaissant ouvertement le parti du gouvernement soviétique et invitant les Conseils d'exploitation à être les organes d'exécution de ce parti. Il s'agissait, en l'espèce, de rechercher si du matériel destiné à la Pologne était fabriqué dans les usines (3).

La collaboration la plus étroite avec les syndicats était recommandée aux Conseils d'exploitation. Et les syndicats en usaient et en abusaient, pour enrégimenter sous leurs ordres des ouvriers non « organisés » ou appartenant à d'autres associations, et cela avec menace de grèves et de troubles si la direction des entreprises prétendait s'opposer à leurs desseins (4).

(1) MIREAUX. Brochure déjà citée.

(2) Au cours de nos visites d'usines, nous ne pûmes questionner les ouvriers. Une seule fois nous entrâmes pour les besoins du service, en relation avec le Conseil d'exploitation d'une usine d'Etat, lequel, dans la discussion se plaça nettement du côté de la direction.

(3) Sur la critique des Conseils d'exploitation au point de vue de leur action politique, voir « la dynamique des Conseils », par J. Windschuh. Dusseldorf et « Politique, corporation et règlement de travail, » (journal de l'*Employeur allemand*, 6 février et 10 avril 1921).

(4) V. le cas de l'usine de Neuholdensleben et des entreprises

L'action des syndicats pouvait être d'autant moins évitée que la loi elle-même avait pris soin d'organiser les rapports des syndicats et des Conseils d'exploitation. Rappelons les dispositions légales sur ce point.

L'article 8 de la loi dispose qu'elle ne porte pas atteinte à la faculté des associations économiques d'ouvriers et d'employés de représenter les intérêts de leurs membres. Les représentants d'exploitation remplissent du reste leurs obligations en concours avec les organisations professionnelles. Aux termes de l'article 31, « sur la demande du quart des membres du Conseil d'exploitation, un délégué de chacune des Unions économiques de travailleurs représentées au Conseil d'exploitation est admis aux séances avec voix délibérative ». Une disposition semblable est portée par l'article 47 en ce qui concerne l'Assemblée d'exploitation.

La question des rapports des syndicats et des Conseils d'exploitation est l'une de celles qui ont le plus préoccupé le monde ouvrier au lendemain de la promulgation de la loi. Il s'agissait, pour les dirigeants du parti socialiste, d'imprimer une unité de vues et d'action aux syndicats et aux Conseils et de diriger les uns et les autres dans le sens de la socialisation. Peu s'en fallait que les syndicats ne considérassent la loi comme un instrument qu'il importait d'utiliser au maximum et les Conseils comme des enfants qui devaient leur obéir passivement.

de Lahn (*Employeur allemand*, 19 et 26 septembre 1920). — Le cas des briseurs de grève de la mairie de Neukölln (faubourg de Berlin, octobre 1920).

La Fédération des associations indépendantes d'employés (désignée en allemand par ses initiales A. F. A.) créa, le 31 octobre 1919, le journal *Der Betriebsrat* (le Conseil d'exploitation) imprimé au *Vorwärts*. Cette feuille, dans son premier numéro, se présenta comme le conseiller spirituel des membres des Conseils, l'agent de solidarité entre ouvriers et employés, le trait d'union entre les syndicats et les Conseils.

Aux yeux des rédacteurs du *Betriebsrat*, le syndicat s'est vu imposer des devoirs impérieux par la révolution allemande. Il doit faire l'éducation des masses inorganisées des ouvriers et employés, protéger et élargir le droit de coalition et celui de participation, éviter des reculs politiques et sociaux, réaliser les concessions légales (1). D'où la nécessité pour le syndicat d'être non seulement un bureau, mais un rouage démocratique possédant une organisation technique. Ce qui est à craindre, en effet, c'est l'opposition des intérêts professionnels aux intérêts de groupement.

Ce danger en amènerait un autre, plus grave encore : c'est que le patron pourrait profiter de ce conflit pour opprimer l'ouvrier. Il faut faire face à ce péril par la socialisation. Mais cette dernière, outre ses conditions politiques de réalisation, exige des conditions techniques qui ne peuvent être obtenues que par la transformation complète de l'exploitation. Or, seuls, les Conseils d'ouvriers, d'employés, d'exploitation, sont incapables de poursuivre avec fruit l'accomplissement de cette

(1) *Betriebsrat*, n° 1, 31 octobre 1919,

tâche; ils doivent être soutenus par la puissance du prolétariat organisé; en eux doit battre la vie des grandes organisations syndicales (1).

En tant qu'agents et autorités de socialisation, les Conseils d'exploitation se trouvent de différentes façons en contact avec les syndicats; ils doivent soutenir leurs exigences politico-sociales ou de salaires et en surveiller l'exécution rapide. Ce qu'il faut souhaiter, ce n'est pas un amoncellement de fonctions dans les Conseils, mais bien un échange fréquent de personnes entre ceux-ci et les syndicats. Car la force combative d'une organisation ne provient pas uniquement du nombre de ses adhérents, de ses moyens financiers, de son esprit révolutionnaire, mais encore de la qualité et de l'activité de ses chefs. En somme, la pénétration intime, réciproque et constante des Conseils d'exploitation et des syndicats est indispensable pour la réalisation de leur but : la socialisation. Les uns et les autres doivent penser qu'ils sont un moyen de la lutte des classes, un instrument du prolétariat international pour l'avènement du socialisme (2). Ils doivent travailler ensemble d'après des directives communes.

Pour soumettre les Conseils d'exploitation à l'influence politique des syndicats et orienter les premiers dans un sens hostile au système économique actuel, il fut créé une « surorganisation des Conseils ». On vit ainsi se former des Centrales, des Conseils d'explo-

(1) *Betriebsrat*, *ibidem*.

(2) *Der Betriebsrat*, 15 mai et 15 juillet 1920.

tation et des Unions très diverses dont le but était non moins politique que professionnel ou économique.

En ce qui concerne les Centrales, rappelons qu'après la Révolution de 1919, il se forma partout des Conseils d'ouvriers et de soldats. Ces Conseils, réunis en Assemblée plénière, élirent un Conseil exécutif. En juillet 1919, les démocrates et le parti socialiste allemand se séparèrent et constituèrent un Conseil exécutif propre, tandis que celui des parti ssocialistes indépendants et communiste était sur le point de se scinder. En octobre 1919, l'Assemblée plénière des Conseils ouvriers disparut. Or, entre temps, à côté du secrétariat des Conseils d'exploitation du parti socialiste allemand, s'était formée la Centrale des Conseils d'exploitation de Berlin et banlieue qui, soi-disant indépendante, obéissait au parti communiste. Elle chercha à organiser des élections de Conseils ouvriers révolutionnaires, mais elle ne put donner suite à son projet. Alors elle engloba tous les Conseils d'exploitation qu'elle put entraîner et elle empiéta sur les syndicats eux-mêmes. Son but fut essentiellement politique (1).

A côté des Centrales, il y eut des Unions diverses auxquelles se rattachèrent les Unions indépendantes des Conseils d'exploitation. Sans grande importance en temps normal, ces Unions jouent un rôle appréciable dans les moments critiques (2). Quand des troubles éclatent dans une usine, elles cherchent à les étendre à tout

(1) *Betriebsrat*, 15 mai 1920. — *Vorwärts*, 6 mai 1920.

(2) Conseils d'exploitation pour trust, par J. Windschuh (*Employeur allemand*, 6 mars 1921).

le trust. Des exemples de cette tactique ont été fournis lors ds grèves des aciéries de Gelsenkirchen et dans le trust de l'industriel Thyssen. Ainsi l'ancienne méthode corporative de l'extension locale de la grève tend à être remplacée par celle de l'extension organique.

Etant donné tout ce qui vient d'être dit, il n'est pas étonnant que les Conseils d'exploitation aient parfois manifesté des tendances politiques dans l'exercice de leurs fonctions. C'est ainsi qu'on vit des Conseils affirmer l'exigence que les ouvriers embauchés dans l'entreprise se rattachent à tel syndicat ou à telle union et le prouvent par la production d'un livret d'adhérent (1). Sous l'inspiration des syndicats, certains Conseils prétendirent introduire dans le règlement de travail, la clause d'obéissance de tous les travailleurs au Conseil d'exploitation, stipulation actuellement contraire à l'article 69 de la loi. Les syndicats essayèrent, du reste, de faire dissoudre les Conseils qui leur semblaient trop mous dans la défense des intérêts ouvriers et ils provoquèrent, à cet effet, des réunions des Assemblées d'exploitation. Il faut aussi noter l'activité souvent prépondérante des Conseils d'ouvriers par rapport aux Conseils d'employés. Il arrive qu'un Conseil d'ouvriers décide, de sa propre autorité, la grève et sans se concerter avec le Conseil d'employés. Parfois un Conseil d'ouvriers, dans une question de renvoi, convoque la Commission d'arbitrage sans informer le Conseil de l'autre groupe; pour ce motif, la Commission d'arbi-

(1) V. *l'Employeur allemand* du 17 octobre 1920.

trage de Berlin-banlieue, le 11 novembre 1920, s'est déclarée incompétente.

Tels sont les divers aspects de l'action politique des Conseils. Mais nous devons ajouter que, dans la première année de leur fonctionnement, les Conseils ont agi d'une manière habituellement modérée, même les plus révolutionnaires de leurs membres ont pris une attitude plus réfléchie et plus opportuniste lorsqu'ils se sont trouvés en présence des difficultés concrètes de l'administration d'une entreprise (1). Et cette attitude peut être rapprochée de celle qu'adoptent les théoriciens les plus audacieux de la politique lorsque les circonstances les portent à la tête du gouvernement; leur esprit et leurs actes se pondèrent alors et se courbent, pour ainsi dire, devant la réalité maîtresse.

Cet esprit de modération relative qui anima les Conseils au cours de la première année de leur existence, s'explique par leur composition. Les premières élections amenèrent, en effet, aux Conseils, la plupart du temps, des gens âgés de 30 à 40 ans, appartenant d'ordinaire depuis plusieurs années à l'exploitation, avisés et pondérés (2). Aussi beaucoup d'ouvriers reprochèrent-ils à leurs élus, au cours de cette première période, leur pondération même et leur manque de zèle pour la classe ouvrière.

(1) Renseignement de la Société d'études et d'information économiques.

(2) Cela justifie les jugements optimistes portés sur la loi, par les auteurs qui n'ont envisagé que la première période (par exemple, Roger Picard, p. 185 et l'auteur qu'il cite en note, pp. 166, 186, note 2, et pp. 188, 189).

Il était naturel qu'une réaction se produisît aux élections suivantes. En 1921 et en 1922, les élections introduisirent dans les Conseils un plus grand nombre d'éléments jeunes et peu tranquilles; les syndicats libres ont perdu de nombreux sièges au profit des Unions socialistes et des syndicats chrétiens, lesquels affichent des idées de plus en plus avancées et attirent tous les ouvriers des campagnes; les travailleurs n'appartenant à aucune organisation ont voté pour les plus extrémistes, tandis que les ouvriers modérés se sont désintéressés de la question des Conseils (1). Par là s'explique l'orientation sans cesse plus marquée des Conseils vers les conceptions et les projets révolutionnaires (2).

SECTION II

L'ACTION DES CONSEILS

DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE SOCIAL

Le Conseil d'exploitation a une double mission :
1° garantir les intérêts économiques communs des travailleurs vis-à-vis de l'employeur; 2° soutenir l'employeur économiquement.

(1) Cette observation s'applique particulièrement aux élections des Conseils d'exploitation dans le bassin de la Ruhr, voir *Bulletin* du 10 mai 1922 de la Société d'études et d'informations économiques.

(2) V. Les *Bulletins* de la Société d'études et d'informations économiques, de mai à octobre 1922. Cette orientation des Conseils nous a d'ailleurs été confirmée oralement à la Société.

La première de ces missions, aux yeux de beaucoup d'employeurs, signifiait clairement que les Conseils d'exploitation devaient rassembler « les membres contre la tête » et créer dans l'organisme une puissance prête à imposer sa volonté, même contre celle de la tête, ce qui, naturellement, ne pouvait avoir lieu sans troubler les relations internes. Quant à la deuxième mission, elle voilait, d'après les employeurs, le but de la première, en ce sens que le Conseil d'exploitation prétendait accorder à l'entreprise une aide que son chef n'avait pas demandée et dont il n'avait que faire (1).

Comment les Conseils d'exploitation se sont-ils acquittés de cette double mission et dans quelle mesure les appréciations patronales ont-elles été confirmées ou infirmées par les faits ? C'est ce que nous allons rechercher en utilisant les renseignements recueillis là-dessus à la Société d'études et d'informations économiques.

Considérons d'abord la mission de collaboration à la marche économique de l'entreprise. L'article 66 décide que les Conseils devront aider la direction des exploitations par leurs avis et arriver ainsi à une plus grande productivité; qu'ils devront aussi collaborer à l'introduction de nouvelles méthodes de travail. L'exposé des motifs de la loi insistait sur l'importance de ces nouvelles attributions. Jusqu'alors les ouvriers, représentés par les syndicats, ne se trouvaient sur un pied d'égalité avec les patrons qu'en dehors de l'usine, lors de la con-

(1) V. « La position du Conseil d'exploitation par rapport à l'entreprise », par le baron von Ketelhodt (*l'Employeur allemand* du 13 février 1921).

clusion des contrats collectifs. Désormais, la législation place les ouvriers, au moyen des Conseils, côte à côte avec la direction à l'intérieur de l'entreprise. Comme l'a dit le Dr Michel, le régime absolu dans l'exploitation fait place au régime constitutionnel.

Or, quel usage l'ouvrier a-t-il fait, depuis la promulgation de la loi de 1920, de la prérogative qui lui est accordée par l'article 66 ? L'ouvrier n'a pas su se servir de l'arme que l'on a placée entre ses mains et qui paraissait au patronat si menaçante. On ne connaît pas de cas dans lequel les Conseils auraient proposé des mesures susceptibles de favoriser la production, soit par l'introduction de nouvelles méthodes de travail, soit par un autre moyen. Ce fait doit être attribué, d'une façon générale, au défaut d'éducation économique des ouvriers. Mal préparés à jouer le rôle que le législateur leur a confié, ceux-ci découvrent parfois des améliorations de détail qui, de tout temps, ont été signalées au patron par l'intermédiaire des contre-mâîtres, mais ils n'imaginent pas des réformes assez amples et sérieuses pour amener un progrès dans l'économie d'une entreprise (1). D'ailleurs, les Conseils, loin de se considérer comme les collaborateurs du patron, se sont uniquement regardés comme les intermédiaires entre celui-ci et les ouvriers. Le principe qui les a dirigés est beau-

(1) La même note nous a été personnellement donnée par l'un des fondés de pouvoir d'une très importante Société chimique près de Francfort. Voir aussi : « Considérations sur le sujet des Conseils d'exploitation », par Hönisch (*Betriebsrat*, 15 juin 1920).

coup moins celui de la collaboration que celui de la lutte des classes.

On peut dire que toute l'activité des Conseils s'est concentrée dans l'accomplissement de leur mission de défense des intérêts des travailleurs vis-à-vis de l'employeur (1). A ce point de vue, ils ont prétendu s'occuper de tout : location des habitations ouvrières, ravitaillement des ouvriers, hygiène, protection contre les accidents du travail, etc...

Bien que la fixation des clauses des contrats collectifs et des règlements d'atelier soient de la compétence des syndicats, les Conseils ont souvent pris part à leur rédaction. Il convient de s'étendre un peu sur ce point. Nous avons vu que des droits étendus ont été accordés par la loi aux représentations d'exploitation aussi bien en ce qui concerne la défense des intérêts des ouvriers et des employés qu'en ce qui concerne la coopération à l'organisation économique de l'usine. Mais, si large que soit l'activité des représentations dans le cadre des dispositions légales, celle-ci n'est pas limitée par la loi et peut encore être élargie par voie contractuelle.

Le projet du Gouvernement, le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, la déclaration du Ministre du travail lors de la seconde délibération furent, en effet, d'accord sur ce point : « Les droits et « les devoirs des représentations d'exploitation peu-

(1) Société d'études et d'informations économiques. Voir aussi : « Le double devoir des Conseils d'exploitation », par Richard Seidel, (*Betriebsrat*, 15 juin 1920)

« vent être élargis par convention avec l'employeur ou « par convention collective » (1).

Le Congrès syndical de Nüremberg a montré comment cela pouvait se faire par ses conclusions, reproduites dans la première partie, chapitre premier de ce travail, sur les devoirs des Conseils d'exploitation. D'après ces conclusions, le Conseil possède à peu près tout ce qu'il lui faut pour prétendre au droit de participation. Deux choses seulement lui sont interdites : il ne peut régir seul l'exploitation, il ne peut pas socialiser.

Arguant de cette possibilité d'extension de la loi par voie contractuelle, le parti socialiste ne pouvait manquer d'inciter les Conseils d'exploitation à arracher de nouveaux droits aux employeurs. Cette manœuvre s'est surtout produite sur le terrain du développement du contrat de tarifs.

Le contrat de tarifs a d'abord trouvé une forte résistance en Allemagne où le peuple était très enclin à la paix sociale. L'idée du contrat de tarifs contient, en effet, des éléments collectivistes. Il n'est pas douteux qu'en remplaçant la convention personnelle par la convention collective, il donne aux travailleurs une sécurité plus grande, il supprime une pénible discussion sur la rémunération, il évite l'avilissement des salaires. Par là-même, il fortifie la solidarité ouvrière. Mais la division du travail et le perfectionnement de la technique industrielle ont amené une différenciation des salaires à l'in-

(1) Voir par exemple Flatow, ouvrage cité, p. 25, al. « b ».

térieur d'une même profession et, par suite, une complication plus grande des contrats de tarifs. Seuls des initiés peuvent s'y reconnaître et ces initiés ne peuvent se trouver que dans les Conseils d'exploitation.

Tel est le point de vue auquel se place le *Betriebsrat* (1) :

« Comme le travailleur cherchera de plus en plus à augmenter ses droits insuffisants d'après la loi, dit-il, par des conventions collectives, les membres des Conseils devront s'assimiler les question juridiques courantes. Ils devront, avant toute chose, dans la question des contrats de tarifs, rechercher si le patron n'essaie pas d'économiser sur les salaires, si les différenciations du travail sont réelles ou non. Dans ce but, il leur faudra prendre connaissance des livres, de l'établissement des prix de revient, etc..., et comparer avec les salaires.

« Ils devront surveiller l'organisation technique et la division du travail, autres bases de la division des salaires.

« Le but des Conseils d'exploitation, ajoute le *Betriebsrat*, doit être un abaissement de ces différences de salaires, une simplification des salaires.

« D'ailleurs, dans l'appréciation de la question des salaires, existent deux opinions nettement opposées. Celle du patron (2) : le travail est une marchandise qui se

(1) Le développement des contrats de tarifs et les Conseils d'exploitation, par Richard Seidel, *Betriebsrat*, 15 janvier 1920.

(2) On peut rapprocher de cette opinion, celle reproduite ci-dessous, de Montgermont : *Participation des ouvriers à la gestion des entreprises*. Thèse de Paris, 1920. (Introduction p. 2).
« Désormais, le produit fut tout. Ce fut le dieu auquel on sacrifia. Quant à l'outil humain, il ne fut l'objet d'aucune sollicitude, on le considéra comme la marchandise, travail dont le prix d'acquisition rentre dans le prix de revient.

« L'ouvrier fut soumis à la loi de l'offre et de la demande, « loi inéluctable du marché industriel, dont il subit toutes les

traite comme les autres, commercialement; par contre, celle des socialistes voit dans le salaire d'abord la garantie d'une subsistance pouvant faire face à toutes les prétentions de la vie moderne. L'existence doit être assurée à ceux qui travaillent pour la collectivité sans considérer la valeur marchande.

« Le rendement diminué par la faiblesse corporelle, la maladie, l'âge, ne doit pas entraîner la restriction du droit au confort minimum et l'accumulation de soucis pécuniaires.

« Le capitaliste rémunère faiblement la femme de ménage, son travail est cependant fort profitable à la société en les préservant des miasmes et de la saleté. Mais son travail n'apporte pas d'augmentation de valeur marchande, seule appréciée du maître. Il en est de même pour certaines autres occupations, celle des égoutiers, par exemple.

« Les travailleurs, employés et ouvriers, souffrent de ces inégalités de rétribution et aspirent au nivellement des salaires. Mais cela — très justifié en soi — ne pourra être obtenu que par un programme au développement lent et rationnel.

« Il ne suffit pas de tout renverser, les travailleurs ne sont pas encore assez formés, assez mûrs pour admettre, à priori, le paiement d'après l'utilité de leur travail pour la société.

« Les Conseils d'exploitation sont les organes les plus aptes à bien engager cette vaste réforme et pour la guider convenablement.

« Mais, en attendant, tant que le point de vue capitaliste subsistera sur la valeur marchande du travail, le Conseil d'exploitation devra veiller à ce que chaque tra-

« variations et qui le mit à la merci de tous les capitalistes. »

Nous nous rangeons à cet avis et le sort du travailleur doit être amélioré sans cesse, mais les meneurs qui le poussent à faire de la politique agressive dans l'atelier n'ont-ils en vue que ce bien-être promis ?

vailleux soit classé selon son aptitude, l'employeur ayant trop la tentation de le sous-classer, toujours pour gagner davantage.

« Par la comparaison entre le contrat de travail et les résultats de l'entreprise, le Conseil d'exploitation sera en mesure de discuter fructueusement les modifications à apporter au renouvellement du contrat. »

Ces considérations du *Betriebsrat* appellent la critique. Le nivellement de la rétribution qu'il préconise est-il si juste qu'il veut bien le prétendre — au point de vue ouvrier ?

Que pensera le travailleur très capable payé à la journée, voyant son camarade médiocre ou paresseux gagner autant que lui ?

Même dans une économie entièrement nationalisée, où le capitaliste ne serait plus qu'un souvenir, l'égalisation des salaires serait-elle un moyen infaillible d'augmenter la production des richesses ? L'exemple de la Russie nous démontre le contraire. Sans doute, nous constatons l'utilité du travail de la femme de ménage et de l'égoutier et nous admettons leur droit à un salaire minimum pour vivre convenablement; mais pourquoi ne pas vouloir tenir compte des différences résultant de l'apprentissage ou de la profession, éléments qui interviennent dans la fixation des salaires ? On peut casser des cailloux ou être portefaix sans préparation. Il faut de longues années pour devenir un bon ajusteur-mécanicien.

L'activité débordante des Conseils dans la sphère de la défense des intérêts des travailleurs vis-à-vis du patron a été vraiment encombrante. Les gros industriels

s'en sont surtout aperçus. Les membres du Conseil passent une partie du temps qu'ils devraient consacrer au travail à recevoir les plaintes des ouvriers; celles-ci deviennent de plus en plus nombreuses; souvent elles sont futiles, et les directions perdent de longues heures à leur examen. Aussi bien sont-elles obligées d'assister aux nombreuses réunions auxquelles les Conseils les convoquent. Le travail provoqué par les Conseils est à ce point écrasant et fastidieux que les grandes entreprises ont dû créer un service spécial pour s'en occuper (1).

Enfin, il est intéressant de se demander dans quelle mesure l'institution des Conseils a pu contribuer à l'apaisement des conflits entre le personnel et le chef d'entreprise. Il y a lieu de noter que la médiation des Conseils aboutit à la solution pacifique de nombreux différends. Toutefois, ils furent d'ordinaire impuissants à empêcher les grèves, surtout quand ces dernières avaient pour cause des questions de principe (2). Parfois, les ouvriers se mirent en grève malgré l'opinion contraire des Conseils. Et, la plupart du temps, les Conseils, après avoir essayé la conciliation, sont devenus eux-mêmes les meneurs des grévistes et ont soutenu énergiquement leurs revendications; mais, même en ce cas, ils ont exercé une influence salutaire en persuadant aux grévistes de demeurer dans l'ordre et le calme. Il va du reste sans dire que, là où les extrémistes ont la majo-

(1) Voir dans le livre de M. Picard, p. 189, *in fine*, la note de M. Gottschalk.

(2) Renseignement donné par la Société d'études et d'informations économiques.

rité, les Conseils ont été l'occasion de troubles sérieux et que, si ces éléments politiques acquéraient partout la suprématie, la prospérité de toutes les entreprises se trouverait gravement compromise.

CONCLUSION

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer permet, croyons-nous, une appréciation générale du rôle des Conseils d'exploitation en Allemagne.

Sans doute, les conditions politiques, sociales et économiques dans lesquelles se débat ce pays où l'ordre, la discipline et la prospérité régnaient jusqu'en 1914, ont tellement bouleversé les facteurs de la vie économique qu'on ne peut discerner facilement la part qui revient à chacun d'eux dans la production. Plusieurs industriels à qui nous demandions quels étaient les effets des Conseils sur le rendement, répondaient identiquement qu'il était impossible de se faire une opinion précise à ce sujet. « Les circonstances d'après-guerre — vie chère « entraînant l'élévation des salaires, transformation des « fabrications de guerre en fabrications pacifiques (ou « prétendues telles), dépréciation du change, rendement « déficitaire du démobilisé — étaient, disaient-ils, à « considérer, mais dans leur ensemble seulement. Ajou- « tez à cela, déclaraient-ils, les conditions du « traité « d'infamie » (Schandvertrag) — perte de riches ré-

« gions et du domaine colonial, suppression de la marine marchande, livraisons en nature et surtout de combustible — et vous comprendrez qu'il ne peut être question de fixer le rôle des seuls Conseils d'exploitation dans la variation de nos courbes de production. »

Ces observations ne manquent pas d'exactitude. Mais, ce que nous avons cherché à dégager, c'est l'action générale des Conseils soit au point de vue économique et social, soit au point de vue politique. Or, un jugement d'ensemble nous paraît possible sous ce double aspect.

Economiquement, les Conseils ont failli, nous l'avons vu, à la mission de collaborer avec l'employeur en vue d'une plus grande productivité. Toute leur activité s'est concentrée dans l'accomplissement de leur mission de défense des intérêts des travailleurs opposés à ceux du patron, et encore ont-ils agi, dans ce domaine restreint, d'une façon souvent encombrante, inopportune et turbulente. Ce n'est pas, en réalité, un principe de collaboration, mais l'idée de la lutte des classes qui les a dirigés.

Politiquement, les Conseils, d'abord relativement modérés dans leurs tendances à la suite des premières élections, ont été envahis, lors des élections suivantes, par des éléments révolutionnaires de plus en plus nombreux qui leur ont donné une direction dangereuse. Cette orientation révolutionnaire des Conseils ne fait d'ailleurs que s'accroître si l'on en croit les journaux allemands. D'après le *Berliner Tageblatt* du 20 septembre 1922, la rivalité existant entre les communistes et les sociaux démocrates majoritaires, lors de la dis-

cussion du projet de loi, n'a jamais cessé et prend un caractère de plus en plus aigu. De leur côté, le *Vorwärts* et la *Freiheit* mettaient en garde contre le Congrès des Conseils d'exploitation communistes devant avoir lieu le 15 octobre 1922; ces journaux disaient que là était le chemin aboutissant à la tragédie russe et ils prêtaient au parti communiste l'intention d'utiliser la situation monétaire actuelle pour franchir les étapes vers la dictature du prolétariat et la socialisation. Telle serait la dernière conséquence d'une réforme qui, présentée sous des couleurs séduisantes par Sinzheimer, enthousiasma les esprits avides de justice sociale.

Devant de semblables menaces, l'opinion des employeurs qui voyaient dans les Conseils un mal nécessaire, une institution « très incommode, mais pas grave », ne put que se transformer profondément. Il ne faut pas oublier que les Conseils sont nés après la Révolution, issue elle-même de la défaite de l'Allemagne, défaite douloureuse à coup sûr pour tous les industriels et que, parmi ces derniers, beaucoup ont été emprisonnés par leurs propres ouvriers au cours des émeutes de 1918-19 et du coup d'Etat de Kapp de 1920. Les journaux communistes répètent trop souvent que les Conseils ont pour but l'initiation des masses populaires au régime économique actuel, afin de pouvoir l'annihiler plus facilement.

M. Picard dit que « c'est oublier que le contrôle ouvrier peut fort bien se concevoir comme étranger à toute action politique » (p. 275). Il n'y a là qu'une pure hypothèse, qui s'est réalisée dans les pays anglo-saxons, mais qui est démentie par les faits, tant en Allemagne qu'en

Luxembourg, et que dans d'autres pays ayant introduit légalement le contrôle ouvrier.

« Le contrôle ouvrier, déclare M. Truchy, dans sa
« conférence déjà citée (et c'est par là que nous conclu-
« rons) est, dit-on, une mesure de pacification sociale.
« Il faut se méfier des mesures de pacification sociale.
« Rien n'est plus propre que le pacifisme à déchaîner
« la guerre. Comment imaginer sérieusement que l'on
« fera la paix dans l'usine en y introduisant dans l'au-
« torité dirigeante la dualité des pouvoirs, en instituant
« à côté du pouvoir patronal un pouvoir ouvrier qui se
« considère comme l'héritier présomptif et qui em-
« ploiera tous les moyens pour chasser au plus tôt
« l'occupant bourgeois ?

« Le contrôle ouvrier n'est pas quelque chose de bé-
« nin. Il n'a de vraie signification que comme une étape
« à franchir, l'étape qui conduit à la nationalisation.
« Il est donc une chose excellente si l'on accepte l'idée
« que la propriété privée du capital doit prochainement
« disparaître et que le rôle social de la bourgeoisie est
« terminé : si l'on ne croit pas cela, le contrôle ouvrier
« n'est plus qu'un excellent instrument de désorgani-
« sation de l'entreprise, sans aucun principe d'organi-
« sation positive qui permettrait de réédifier ce qu'on
« aurait détruit » (1).

(1) Le *Betriebsrat* écrivait en octobre 1920 :

« Il y a beaucoup d'exploitations dont les conditions d'exis-
« tence sont précaires, mais qui grâce à l'activité, l'ardeur et
« l'ambition de l'entrepreneur rapportent encore, pendant que
« d'autres exploitations placées dans des conditions favorables

« ne rendent pas, par suite d'une mauvaise direction ou de difficultés intérieures, parce qu'elles ne travaillent pas économiquement. Même l'exploitation socialiste qui travaille sans profit, ne sert pas à la communauté. Un service municipal (allusion à celui d'une ville importante de la banlieue berlinoise) de gaz et d'électricité qui est mal dirigé, dans lequel la force de travail est mal utilisée par suite d'une organisation défectueuse ou par travail insuffisant des ouvriers, et qui se maintient par des élévations répétées, de tarifs aux frais de la communauté, est un abcès qui ronge l'économie..... »

« Seuls, les fantasques, les ignorants ne connaissant rien aux complications de la vie économique sont ceux qui veulent cacher leur propre ignorance, par les mots sonores : socialisation en commun !..... »

Vu : *Le Président de la thèse,*

H. TRUCHY.

Vu : POUR LE DOYEN :

L'Assesseur, H. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

ANNEXES

La loi sur les Conseils d'exploitation.

I. — Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — Pour défendre les intérêts économiques communs des travailleurs (ouvriers et employés) par rapport à l'employeur, et pour protéger l'employeur dans la réalisation du but de son exploitation, il est créé, dans toutes les exploitations employant d'ordinaire au minimum vingt travailleurs, des Conseils d'exploitation.

ART. 2. — Dans les exploitations occupant d'ordinaire moins de vingt, mais au minimum cinq travailleurs électeurs, dont trois au moins sont éligibles d'après les articles 20 et 21, il est élu un arbitre d'exploitation.

Si ces exploitations occupent au moins cinq ouvriers électeurs et cinq employés électeurs, un arbitre commun d'exploitation peut être élu. Si l'union de la majorité des deux groupes ne peut être obtenue, les ouvriers et les employés élisent un arbitre d'exploitation par groupe.

ART. 3. — Dans les exploitations occupant au moins vingt ouvriers à façon, travaillant chez eux (art. 119 *b* de la loi sur l'industrie (*Gewerbeordnung*), qui travaillent principalement pour la même exploitation et n'emploient eux-mêmes pas de travailleurs, il est établi un Conseil d'exploitation spécial pour ces ouvriers à façon. Le Ministre du Travail de l'Empire est chargé d'édicter des dispositions à cet égard, après avoir pris l'avis d'une Commission de vingt-huit membres du Parlement.

ART. 4. — Les articles 1 et 2 s'appliquent aux exploitations agricoles et forestières; ainsi qu'aux industries annexes, avec ce tempérament que pour le nombre des travailleurs il n'est tenu compte que des travailleurs permanents.

Dans ces exploitations, il n'est élu un arbitre d'exploitation que s'il y a au moins dix travailleurs permanents, dont trois au moins sont éligibles d'après les articles 20 et 21.

ART. 5. — La création des représentants des travailleurs pour les exploitations en matière de navigation maritime ou fluviale est régie par une loi spéciale.

ART. 6. — Pour défendre les intérêts économiques particuliers des ouvriers et employés de l'exploitation par rapport à l'employeur, il est créé, dans toutes les exploitations dont les Conseils d'exploitation comprennent des représentants des ouvriers et employés, des Conseils d'ouvriers et des Conseils d'employés.

ART. 7. — Dans les exploitations où il est élu deux arbitres d'exploitation, chacun de ceux-ci représente les intérêts particuliers de son groupe.

Dans les exploitations où un seul arbitre d'exploitation est élu, celui-ci représente, avec les intérêts communs, les intérêts particuliers de chacun de ces groupes.

ART. 8. — La présente loi ne porte pas atteinte à la faculté des Associations économiques d'ouvriers et d'employés de représenter les intérêts de leurs membres.

ART. 9. — Par exploitations, au sens de la présente loi, il faut entendre toutes les exploitations, entreprises et administrations du droit public et du droit privé.

Ne sont pas considérées comme exploitations spéciales, les exploitations accessoires et les parties d'une entreprise rattachées entre elles par la direction de l'exploitation ou les procédés de travail, à condition qu'elles se trouvent dans la même commune ou dans les communes reliées économiquement l'une à l'autre et limitrophes l'une de l'autre.

ART. 10. — Il faut entendre par travailleurs, au sens de la présente loi, les ouvriers et employés à l'exception des parents du patron.

Ne sont pas considérés comme travailleurs :

1° Les fonctionnaires publics et les fonctionnaires stagiaires;

2° Les personnes dont l'occupation ne sert pas directement à leur profit, mais est plutôt déterminée par des considérations de traitement corporel sanitaire, de réacclimatation, d'amélioration morale ou d'éducation, ou par des raisons charitables, religieuses, scientifiques ou artistiques.

ART. 11. — Il faut entendre par ouvriers, au sens de la présente loi, les personnes occupées au service d'autrui moyennant dédommagement ou comme apprentis à l'exclusion des employés.

Sont également ouvriers au sens de la présente loi, les personnes travaillant à façon chez elles, dans la commune de l'exploitation ou dans les communes reliées économiquement avec elle et limitrophes de celle-ci (art. 3), occupées principalement par la même exploitation et n'employant elles-mêmes pas de travailleurs. S'il est établi pour ces personnes un Conseil d'exploitation spécial, conformément à

l'article 3, elles ne comptent plus comme travailleurs dans le nombre des individus occupés par l'exploitation.

ART. 12. — Il faut entendre par employés, au sens de la présente loi, les personnes qui exercent moyennant rétribution, une des occupations mentionnées dans l'article 1^{er}, § 1, de la loi sur les assurances des employés, même si elles ne sont pas tenues à assurance. En outre, sont considérés comme employés, les apprentis qui suivent une instruction réglementée préparatoire à une de ces occupations et les employés de bureau chargés de services inférieurs ou purement mécaniques.

Ne sont pas des employés, au sens de la présente loi, les membres du Bureau et les représentants légaux de personnalités civiles et de collectivités du droit public et du droit privé non plus que les gérants et les directeurs d'exploitations, s'ils sont autorisés à accepter ou à renvoyer de leur propre autorité, les autres travailleurs occupés dans l'exploitation ou dans une autre partie de l'exploitation, ou s'il leur a été donné une procuration ou des pleins pouvoirs.

ART. 13. — Une ordonnance du Gouvernement de l'Empire peut décider, pour les emplois publics et les exploitations de l'Empire, ainsi que pour les êtres collectifs de droit public qui sont soumis à la surveillance de l'Empire, en ce qui concerne les conditions de service de leurs fonctionnaires, que certains groupes de fonctionnaires et de fonctionnaires stagiaires doivent être considérés comme des ouvriers ou des employés, au sens de la présente loi.

Pour les emplois publics et les exploitations des provinces, des communes et des unions de communes, ainsi que pour les êtres collectifs de droit public qui sont soumis à la surveillance des provinces en ce qui concerne les conditions de service de leurs fonctionnaires, les gouvernements provinciaux peuvent édicter les ordonnances y relatives.

Dans ce dernier cas, les articles 78, n^{os} 8 et 9, article 81 à 90, articles 96 à 98 ne s'appliquent pas aux conditions de service des fonctionnaires.

Il peut de même être décidé que des groupes déterminés de travailleurs qui se proposent d'entrer dans l'ordre des fonctionnaires ou qui sont occupés dans les emplois publics des mêmes travaux que les fonctionnaires ou fonctionnaires stagiaires ou de travaux analogues, ne seront pas considérés comme des travailleurs au sens de la présente loi si, lors de la constitution d'organes représentatifs des fonctionnaires (conseils de fonctionnaires, commissions de fonctionnaires), il leur est accordé les mêmes droits qu'aux fonctionnaires.

ART. 14. — Si le patron n'est pas une personne unique, sont chargés du rôle et des pouvoirs du patron, d'après la présente loi :

1° Pour les personnes civiles et les collectivités de personnes du droit privé, les représentants légaux;

2° Pour l'Empire, les provinces, les unions de communes, les communes et autres êtres collectifs du droit public, les directions des diverses organisations employeuses d'après les dispositions à édicter par l'autorité supérieure de l'Empire pour l'Empire et pour les êtres collectifs soumis à sa surveillance à l'égard des conditions de travail des travailleurs, par l'autorité centrale de la province pour les autres.

Le patron peut se faire représenter par des fondés de pouvoirs.

II. — Etablissement de la représentation des exploitations.

A. — CONSEIL D'EXPLOITATION

(Conseil d'ouvriers et Conseils d'employés.)

A. — Composition et élection.

ART. 15. — Le Conseil d'exploitation comprend :

3 membres dans les exploitat. de 20 à 49 travailleurs.

5 — — — 50 à 99 —

6 — — — 100 à 199 —

Le nombre des membres augmente de 1, dans les exploitations de :

200 à 999 travailleurs, par	200 autres travailleurs.	
1000 à 5999	—	500 —
6000 travaill. et plus, par	1000	—

Le nombre maximum des membres est de 30.

Le Conseil des ouvriers et celui des employés sont formés par les membres ouvriers et les membres employés du Conseil d'exploitation. Si ceux-ci ne sont qu'au nombre de 1 ou de 2, ils ont également les droits et devoirs d'un Conseil d'ouvriers ou d'un Conseil d'employés. Si le nombre des ouvriers ou celui des employés est si grand que les premiers ou les seconds, en prenant pour base le mode de calcul des paragraphes 1 à 3, puissent prétendre à plus de représentants pour le Conseil du groupe qu'ils n'en ont dans le Conseil d'exploitation, on y ajoute un nombre correspondant de membres complémentaires.

Si une exploitation, pour laquelle il y a lieu de créer un Conseil d'exploitation, compte moins de travailleurs éligibles que le nombre de membres du Conseil d'exploitation exigé par les paragraphes 1 à 3, le Conseil d'exploitation se compose alors de trois membres; s'il compte moins de trois travailleurs éligibles, il est élu des arbitres d'exploitation.

ART. 16. — S'il y a parmi les travailleurs, des ouvriers et des employés, chaque groupe doit être représenté au Conseil d'exploitation proportionnellement à son effectif, lors de la fixation de l'élection.

Aucun groupe ne doit avoir moins d'un représentant.

Le groupe minoritaire reçoit au moins :

Pour	50 à 299 membres du groupe,	2 représentants.
—	300 à 599	— — 3 —
—	600 à 999	— — 4 —
—	1000 à 2999	— — 5 —
—	3000 à 5999	— — 6 —
—	6000 et plus	— — 8 —

La fixation du nombre des représentants est faite par le bureau des élections d'après les principes de la procédure du vote posés pour le scrutin proportionnel (art. 25).

Un groupe minoritaire n'a pas de représentant, s'il ne comprend pas plus de cinq personnes et si ces dernières ne représentent pas plus du vingtième des travailleurs de l'exploitation.

ART. 17. — La répartition des membres dans les groupes peut être faite en s'écartant des dispositions de l'article 16, si la majorité des deux groupes le décide au scrutin secret séparément.

Si un groupe compte moins de personnes éligibles que le nombre exigé par l'article 16, il peut aussi élire des membres de l'autre groupe pour le représenter.

ART. 18. — Les membres du Conseil d'exploitation et les membres complémentaires (art. 15, § 4) qui sont ouvriers sont élus par les ouvriers, les membres et les membres complémentaires qui sont employés (art. 15, § 4) sont élus par les employés de l'exploitation, tous en une élection qui a lieu au milieu d'eux, au scrutin secret et direct d'après les principes du scrutin proportionnel pour une année. La réélection est admise.

Si le nombre des travailleurs augmente passagèrement de plus du double, mais d'au moins quinze, parmi lesquels trois électeurs, la partie des travailleurs qui n'est occupée que passagèrement élit au scrutin secret, un représentant qui est admis au Conseil d'exploitation, s'il existe. S'il n'existe pas, il remplit le rôle d'arbitre de l'exploitation.

Si le nombre des personnes employées passagèrement dépasse cent, il peut être créé un nouveau Conseil d'exploitation par une décision de la majorité de tous les travailleurs électeurs. Dans les exploitations agricoles et forestières et dans leurs exploitations annexes, les personnes employées passagèrement peuvent, dans les mêmes conditions,

élire au scrutin secret deux représentants qui entrent au Conseil d'exploitation existant.

ART. 19. — Si les ouvriers électeurs et les employés électeurs se prononcent dans ce sens par des scrutins secrets séparés à la majorité des deux tiers avant chaque élection nouvelle, les représentants des ouvriers et ceux des employés sont élus dans un scrutin commun par tous les travailleurs.

La formation de Conseils d'ouvriers et de Conseils d'employés conformément à l'article 6, ainsi que les dispositions des articles 15 et 16, ne sont pas modifiées par la disposition qui précède.

ART. 20. — Tous les travailleurs masculins et féminins, âgés d'au moins 18 ans et jouissant de leurs droits civiques, sont électeurs.

Sont éligibles, les électeurs sujets allemands âgés d'au moins 24 ans, ayant terminé leur instruction professionnelle et appartenant, au jour de l'élection, au moins depuis six mois à l'exploitation ou à l'entreprise et depuis trois ans au moins à la branche industrielle ou à la branche professionnelle qu'ils exercent.

Aucun travailleur n'est éligible dans plus d'une exploitation.

ART. 21. — Si l'exploitation ou l'entreprise existe depuis moins de six mois, il suffit que le travailleur appartienne à l'exploitation depuis sa fondation.

L'obligation des six mois n'est pas imposée aux travailleurs occupés passagèrement dans les exploitations qui n'emploient leur personnel ou une partie de celui-ci régulièrement qu'une partie de l'année.

S'il n'y a pas dans l'exploitation suffisamment de travailleurs éligibles d'après l'article 20. § 2, l'obligation des six mois peut d'une manière générale ne pas être imposée, de même que, au besoin, l'obligation des trois ans d'exercice de la branche industrielle ou professionnelle.

Pour les travailleurs ayant éprouvé une diminution fonctionnelle grave au sens de l'ordonnance du 9 janvier 1919, et qui, par suite de cette diminution, ont dû embrasser une autre profession, l'obligation des trois ans d'exercice n'est pas imposée.

ART. 22. — Pour la composition du Conseil d'exploitation, il doit être tenu compte, dans la mesure du possible, des divers groupes professionnels du personnel masculin et féminin occupé dans l'exploitation.

ART. 23. — Le Conseil d'exploitation élit au plus tard quatre semaines avant l'expiration de la durée de son mandat, à la majorité simple des voix, un bureau d'élections composé de trois électeurs, avec un des élus comme président.

Si le Conseil d'exploitation ne remplit pas cette obligation, le patron désigne un bureau d'élections composé des trois travailleurs électeurs les plus âgés, dans lequel, pour les exploitations comptant des ouvriers et des employés, les deux groupes doivent être représentés. Le bureau d'élections désigne lui-même son président.

Il en est de même quand une exploitation est créée ou quand le nombre minimum de travailleurs prescrit pour la formation d'un Conseil d'exploitation est atteint.

L'élection est fixée sans délai par le bureau d'élections après la constitution et doit avoir lieu au plus tard six semaines après.

ART. 24. — La perte d'heures de travail, par suite de l'exercice du droit de suffrage ou de la participation à l'action du bureau d'élections ne peut pas entraîner une indemnité de salaire ou d'appointements. Les dispositions contractuelles contraires à cette prescription sont nulles.

ART. 25. — Les dispositions de détail relatives au mode d'élection seront édictées par le Ministre du Travail de

l'Empire, après approbation d'une Commission de vingt-huit membres au Parlement de l'Empire.

2. — *Gestion.*

ART. 26. — Si le Conseil d'exploitation compte moins de membres, il élit dans son sein à la majorité simple, un premier et second président. Si le Conseil se compose d'ouvriers et d'employés, les deux présidents ne doivent pas appartenir au même groupe.

ART. 27. — Si le Conseil d'exploitation compte neuf ou dix membres, il élit dans son sein, d'après les principes du suffrage proportionnel une Commission d'exploitation de cinq membres. Si le Conseil d'exploitation se compose à la fois d'ouvriers et d'employés, les membres de cette Commission ne doivent pas appartenir tous au même groupe. La Commission d'exploitation élit dans son sein, le premier et le second président conformément à l'article 26.

ART. 28. — Le président ou son suppléant représente le Conseil d'exploitation vis-à-vis du patron et vis-à-vis de la Commission d'arbitrage.

ART. 29. — Le bureau d'élections convoque les membres du Conseil d'exploitation au plus tard une semaine après sa nomination pour procéder aux votes exigés par les articles 26 et 27. Le président fixe les séances suivantes, ainsi que l'ordre du jour de celles-ci et dirige les délibérations. Sur la demande du quart au moins des membres du Conseil d'exploitation, le président est tenu de convoquer une réunion et de mettre à l'ordre du jour la question proposée pour une délibération. Il en est de même si la demande émane du patron.

Le patron assiste aux séances auxquelles il est invité, ainsi qu'à celles qui sont tenues sur sa demande. La présidence peut lui être confiée dans ces séances.

La convocation de la Commission d'arbitrage n'est permise que si la question litigieuse a été discutée avec le patron, après invitation faite en temps voulu, en communiquant l'ordre du jour ou si le patron ou son représentant, malgré une invitation faite à temps, ne s'est pas présenté.

ART. 30. — Les séances du Conseil d'exploitation ont lieu en règle générale et si possible, en dehors des heures de travail. Elles ne sont pas publiques.

Le patron doit être informé à temps des séances qui seront tenues pendant les heures de travail.

ART. 31. — Sur la demande du quart des membres du Conseil d'exploitation, un délégué de chacune des Unions économiques de travailleurs représentées au Conseil d'exploitation est admis aux séances avec voie délibérative.

Le patron peut demander qu'un délégué de chacune des Unions économiques dont il fait partie soit admis avec voix délibérative aux séances auxquelles il est autorisé à assister.

ART. 32. — Le Conseil d'exploitation ne peut prendre de décision valable que si tous les membres sont convoqués, ont connaissance de l'objet des délibérations, et que si le nombre des présents est au minimum, la moitié de celui des membres de ce Conseil. La suppléance est permise, conformément à l'article 40.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et des suppléants. A égalité des voix, la proposition est considérée comme repoussée.

ART. 33. — Il est tenu un procès-verbal de chaque délibération du Conseil d'exploitation, qui contient au moins le texte des décisions et la majorité de voix avec laquelle elles ont été prises et qui est signé par le président et un autre membre.

Si dans la délibération, le patron a fait une déclaration, le procès-verbal lui est présenté pour qu'il le signe. Il lui est remis copie du procès-verbal relatif aux délibérations auxquelles il a été autorisé à prendre part.

Si les représentants des ouvriers ou des employés qui constituent le groupe minoritaire des travailleurs considèrent qu'une décision du Conseil d'exploitation, prise au sujet d'une affaire commune aux ouvriers et employés, lèse notablement des intérêts importants des travailleurs qui les représentent, ils ont qualité pour exprimer leur point de vue dans une décision spéciale et le soutenir vis-à-vis du patron.

ART. 34. — D'autres dispositions touchant la gestion des affaires, peuvent être adoptées dans un règlement que le Conseil d'exploitation élabore lui-même.

ART. 35. — Les membres des Conseils d'exploitation et leurs suppléants remplissent leur mandat gratuitement comme une fonction honorifique. Une absence nécessaire pendant les heures de travail ne peut entraîner une diminution du salaire ou des appointements. Des dispositions contractuelles contraires à cette prescription, sont nulles.

ART. 36. — Les dépenses résultant du fonctionnement du Conseil, y compris les indemnités éventuelles de représentation, sont supportées par le patron, s'il n'en a pas été décidé autrement par la convention de tarif. Pour les séances, les consultations et la gestion courante des affaires, il doit fournir les locaux et le matériel nécessaires au Conseil d'exploitation pour remplir le rôle fixé par la loi, suivant l'étendue et la nature de l'exploitation.

ART. 37. — Le prélèvement et le versement de cotisations imputées sur le gain des travailleurs pour des buts quelconques de la représentation de l'exploitation sont interdits.

ART. 38. — Le fonctionnement de la Commission d'exploitation est régi par les articles 29 à 37; celui du Conseil des ouvriers et du Conseil des employés de l'article 26, § 1^{er}, par les articles 28 à 37.

3. — *Perte de la qualité de membre.*

ART. 39. — La qualité de membre du Conseil d'exploitation se perd par la démission ou l'expiration du contrat de travail ou par la perte du droit d'éligibilité.

Sur la demande du patron ou d'un quart au moins des travailleurs électeurs, le Conseil économique de district ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage peut prononcer la perte de la qualité de membre d'un représentant, pour violation grossière de ses obligations légales.

La perte de la qualité de membre du Conseil d'exploitation entraîne celle de la qualité de membre du Conseil d'ouvriers et du Conseil d'employés.

ART. 40. — En cas de départ d'un membre, il est remplacé par un suppléant, conformément aux dispositions du règlement sur les élections. Il en est de même, quand des suppléants entrent au Conseil pour remplacer des membres provisoirement empêchés.

Les suppléants sont pris, suivant leur tour, dans les listes d'électeurs parmi les personnes non élues, mais encore éligibles, auxquelles appartiennent les membres à remplacer.

ART. 41. — Sur la demande du patron ou d'un quart au moins des travailleurs électeurs, le Conseil économique de district ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage, peut prononcer la dissolution du Conseil d'exploitation pour violation grossière de ses obligations légales.

ART. 42. — Dès que le nombre total des membres du Conseil d'exploitation et des membres suppléants est tombé au-dessous du nombre fixé (art. 15 et 16), il est procédé à de nouvelles élections.

Il en est de même dans le cas de l'article 41, ainsi qu'en cas de retraite de tout le Conseil d'exploitation. Dans les

cas prévus au présent paragraphe, il n'y entre pas de suppléants (art. 40).

ART. 43. — Si une nouvelle élection de la totalité du Conseil d'exploitation est nécessaire, les membres de l'ancien Conseil d'exploitation restent en fonctions jusqu'à la constitution du nouveau.

Au cas de l'article 41, le Conseil économique de district ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage peut convoquer un Conseil d'exploitation provisoire.

ART. 44. — La perte de la qualité de membre du Conseil d'ouvriers ou du Conseil d'employés est réglée par les articles 39 à 41.

La perte de la qualité de membre du Conseil d'ouvriers ou du Conseil d'employés entraîne celle de la qualité de membre du Conseil d'exploitation.

Si le nombre des membres complémentaires et des suppléants tombe au-dessous du nombre fixé (art 15, § 4), il n'est pas procédé à des élections nouvelles.

Si le Conseil d'ouvriers ou le Conseil d'employés sont dissous ou se retirent, il est procédé à une élection nouvelle des membres faisant partie en même temps du Conseil d'exploitation et des membres complémentaires dans le nombre existant jusque-là, pour le reste de la durée du mandat du Conseil d'exploitation. Il est fait application de l'article 43.

4. — *Assemblée d'exploitation.*

ART. 45. — L'Assemblée d'exploitation se compose des travailleurs de l'exploitation.

Si la nature ou l'étendue de l'exploitation ne permet pas d'assembler à la fois tous les travailleurs, l'Assemblée d'exploitation se tient en Assemblées partielles.

ART. 46. — Le président du Conseil d'exploitation peut convoquer une Assemblée d'exploitation, et il est tenu de

le faire sur la demande du patron ou d'un quart au moins des travailleurs électeurs.

Quand les Assemblées sont tenues à la demande du patron, celui-ci doit en être avisé. Il a le droit d'assister ou de se faire représenter à ces Assemblées et de prendre part aux débats personnellement ou par l'intermédiaire de ses représentants, mais n'a pas le droit de vote.

L'Assemblée d'exploitation a lieu, en principe, en dehors des heures de travail; si dans les cas urgents il y a lieu de s'écarter de cette règle, l'approbation du patron est nécessaire.

ART. 47. — Un délégué de chacune des unions économiques de travailleurs représentées dans l'exploitation peut prendre part aux Assemblées d'exploitation avec voix délibérative.

ART. 48. — L'Assemblée d'exploitation peut adresser des vœux et des demandes au Conseil d'exploitation. Elle ne doit s'occuper que des affaires qui rentrent dans son cercle d'action.

ART. 40. — Les articles 45 et 48 s'appliquent aux Assemblées d'exploitation des ouvriers et des employés.

B. — CONSEIL D'EXPLOITATION COLLECTIF.

ART. 50. — S'il existe dans une commune ou des communes rapprochées l'une de l'autre et reliées économiquement l'une à l'autre, plusieurs exploitations de même nature ou concourant au but de l'exploitation, appartenant au même patron, la création d'un Conseil d'exploitation collectif à côté des Conseils d'exploitation séparés, peut être décidée par des résolutions conformes des Conseils d'exploitation séparés.

ART. 51. — Au lieu d'un Conseil d'exploitation collectif,

il peut être créé, aux mêmes conditions, un Conseil d'exploitation commun, qui remplace les Conseils d'exploitation séparés.

Les travailleurs électeurs de chacune des exploitations réunies peuvent sortir de l'Union, en vertu d'une décision prise à la majorité, six semaines au moins avant l'expiration du mandat du Conseil d'exploitation commun.

La création d'un Conseil d'exploitation commun doit se faire, aux conditions du paragraphe 1^{er}, pour les exploitations pour lesquelles la représentation de l'exploitation ne peut se faire d'après les articles 1, 2 et 62.

ART. 52. — Un Conseil d'exploitation séparé ou le patron peuvent demander qu'à la place du Conseil d'exploitation collectif il y ait un ou plusieurs Conseils d'exploitation communs, s'il doit en résulter une simplification notable de la marche des affaires, sans que cela nuise aux intérêts des travailleurs. Si les décisions des Conseils d'exploitation distincts ne sont pas en accord à cet égard, le Conseil économique du district ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage statue sur la demande.

Les travailleurs électeurs de chacune des exploitations rattachées l'une à l'autre peuvent par une décision prise à la majorité des voix six semaines au plus tard avant l'expiration du mandat du Conseil d'exploitation commun, demander la dissolution de celui-ci. Si les décisions ne sont pas en accord dans toutes les exploitations, le Conseil économique du district, ou, à son défaut, la Commission d'arbitrage statue sur la demande.

ART. 53. — Les articles 50 à 52 s'appliquent aux exploitations de la commune ou des fédérations de communes, même si elles ne concourent pas au but de l'exploitation; aux exploitations d'autres collectivités publiques seulement, si elles appartiennent à la même spécialité.

ART. 54. — Pour l'élection du Conseil d'exploitation col-

lectif, tous les membres ouvriers et tous les membres employés des divers Conseils d'exploitation forment chacun un collège électoral. Chacun de ces collèges électoraux élit, sous la direction des trois présidents les plus âgés des divers Conseils d'exploitation, dans son sein, au scrutin secret, d'après les règles du suffrage proportionnel, les membres du Conseil d'exploitation collectif qui lui reviennent.

Le nombre des membres et la composition du Conseil d'exploitation collectif sont fixés par les articles 15 et 16.

Il n'est pas formé dans le Conseil d'exploitation collectif de Conseils spéciaux d'ouvriers et de Conseils spéciaux d'employés.

ART. 55. — La gestion du Conseil d'exploitation collectif est régie par les articles 26 à 37.

ART. 56. — Le Conseil d'exploitaion collectif est élu pour un an.

La perte de la qualité de membre de ce Conseil est régie par les articles 39, 41 à 43.

Si un membre cesse de faire partie du Conseil d'exploitation collectif, il cesse, par voie de conséquence, de faire partie du Conseil d'exploitation séparé. Il en est de même dans le cas inverse.

Dans les deux cas, le suppléant de ce membre au Conseil d'exploitation séparé prend sa place.

ART. 57. — Dans les exploitations avec Conseil d'exploitation collectif, l'Assemblée d'exploitation est remplacée par les Assemblées d'exploitation des diverses exploitations.

C. — ARBITRE D'EXPLOITATION

ART. 58. — L'arbitre d'exploitation (art. 2) est élu par les travailleurs électeurs de l'exploitation, dans leur sein, au scrutin secret, à la majorité simple des voix, pour un an. Il est rééligible.

L'élection de cet arbitre est réglée par les articles 20, 21, 23 à 25; l'article 23, toutefois, avec ce tempérament que le bureau de l'élection est remplacé par un chef de l'élection et que le délai de quatre semaines de l'article 23, § 1^{er}, est réduit à une semaine.

ART. 59. — La gestion de l'arbitre d'exploitation est régie par les articles 28, 35 à 37.

ART. 60. — La perte de la qualité d'arbitre d'exploitation est régie par les articles 39, § 1^{er}, 2 et 43.

D. — REPRÉSENTATIONS SÉPARÉES

ART. 61. — Dans les entreprises et administrations de l'Empire, des provinces et des fédérations de communes qui s'étendent sur une grande partie de l'Empire, d'une province ou sur plusieurs communes, la formation de Conseils d'exploitation séparés et collectifs, ainsi que la limitation de leurs pouvoirs à l'égard l'un de l'autre, en s'appuyant sur l'organisation de ces entreprises et administrations, sont réglées par voie d'ordonnance.

Celle-ci est édictée par le Gouvernement de l'Empire ou de la province compétent, chaque fois, après délibération avec les Unions économiques de travailleurs intéressés.

Cette ordonnance peut aussi indiquer les parties de l'entreprise ou de l'administration qui seront considérées comme des exploitations spéciales au sens de l'article 9, § 2.

ART. 62. — Il ne sera pas créé de Conseil d'exploitation ou, s'il en existe un, il cessera d'exister lorsque, en raison de la nature de l'exploitation, des difficultés particulières s'opposent à sa création ou à son fonctionnement et que, par suite d'un contrat de tarif déclaré obligatoire d'une manière générale, il existe ou il est créé une autre représentation des travailleurs de l'exploitation. Cette représen-

tation a le rôle et les pouvoirs attribués par la présente loi au Conseil d'exploitation.

A l'expiration de ce contrat de tarif, la représentation créée conformément au paragraphe premier reste en fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau contrat de tarif ait été conclu et ait été déclaré obligatoire d'une manière générale ou bien qu'un Conseil d'exploitation légal ait été élu.

ART. 63. — S'il a été fait une demande de déclaration générale obligatoire d'un contrat de tarif, le Ministre des travaux publics de l'Empire peut, sur la demande de ceux qui ont qualité pour la faire (art. 3 de l'ordonnance du 23 décembre 1918), prescrire l'ajournement de l'élection des Conseils d'exploitation dans la zone de validité de ce contrat jusqu'à la décision sur l'obligation.

ART. 64. — Si le contrat de tarif ne s'applique pas à tous les travailleurs de l'exploitation, il est établi pour ceux qui ne sont pas liés par ledit contrat, une représentation d'exploitation conformément à la présente loi, en vue de la défense de leurs intérêts.

ART. 65. — S'il existe dans une exploitation, pour laquelle un Conseil d'exploitation a été établi, une représentation des fonctionnaires (Conseil de fonctionnaires, Commission de fonctionnaires) pour les fonctionnaires publics appartenant à l'exploitation, le Conseil d'exploitation et la représentation des fonctionnaires peuvent délibérer ensemble pour des affaires communes, rentrant aussi bien dans le cercle d'action du Conseil d'exploitation que dans la représentation des fonctionnaires.

Le président du Conseil d'exploitation et celui de la représentation des fonctionnaires président, à tour de rôle, chaque réunion commune. Les convocations et la fixation de l'ordre du jour sont faites par les deux présidents en commun.

Le Gouvernement d'Empire peut édicter des dispositions

de détail pour les autorités publiques et les exploitations de l'Empire, ainsi que pour les êtres collectifs de droit public qui, en ce qui concerne les conditions de service de leurs fonctionnaires, sont soumis à la surveillance de l'Empire; les Gouvernements de provinces peuvent faire de même pour les autorités publiques et les exploitations des provinces, communes et fédérations de communes, ainsi que pour les êtres collectifs de droit public qui, en ce qui concerne les conditions de service de leurs fonctionnaires, sont soumis à la surveillance de la province.

III. — Rôle et pouvoirs des représentants d'exploitation.

A. — CONSEIL D'EXPLOITATION.

ART. 66. — Le Conseil d'exploitation a pour but :

1° Dans les exploitations ayant des buts économiques, d'aider de ses conseils la Direction de l'exploitation pour assurer par là avec elle une situation meilleure dans la mesure du possible et le meilleur esprit d'ordre et d'économie dans la production de l'exploitation;

2° Dans les exploitations ayant des buts économiques, de contribuer à l'introduction de nouvelles méthodes de travail;

3° D'éviter des troubles dans l'exploitation, en particulier, sous réserves des pouvoirs des Unions économiques des travailleurs et des employés (art. 8), dans les contestations du Conseil d'exploitation, du personnel des travailleurs d'un groupe ou d'une de ses parties, avec le patron, de recourir à la Commission d'arbitrage ou à un bureau de conciliation convenu ou à un bureau arbitral, si l'accord ne peut être obtenu par des négociations;

4° De veiller à ce que les sentences arbitrales d'une Com-

mission d'arbitrage ou d'un bureau de conciliation convenu, ou d'un bureau d'arbitrage, rendues dans des affaires intéressant toute l'exploitation soient exécutées par les parties;

5° De convenir, avec le patron, pour les travailleurs, des règles de service communes, ainsi que des modifications de celles-ci dans le cadre des contrats de tarif en vigueur, conformément à l'article 75;

6° De favoriser l'entente dans le personnel des travailleurs, ainsi qu'entre eux et le patron, et d'intervenir pour défendre la liberté d'association des travailleurs;

7° De recevoir les plaintes du Conseil des ouvriers et du Conseil des employés et d'entrer en négociations avec le patron pour les faire cesser;

8° De veiller à écarter, dans l'exploitation, les dangers d'accidents et les dangers de maladies, de seconder les inspecteurs du travail et les autres fonctionnaires intervenant à cet égard, en appelant leur attention, en leur donnant des avis et des renseignements, et de coopérer à l'exécution des mesures de police en matière d'industrie et des mesures propres à empêcher les accidents;

9° De coopérer à l'administration des caisses de pensions et des maisons ouvrières et autres institutions de bienfaisance, pour ces dernières, à condition seulement, toutefois, que les statuts existants et réglant l'administration, ou que les dispositions, à cause de mort existantes, ne s'y opposent pas ou ne prévoient pas un autre mode de représentation des travailleurs.

ART. 67. — L'article 66, numéros 1 et 2, ne s'applique pas aux exploitations servant à des buts politiques, professionnels, militaires, confessionnels, scientifiques, artistiques et autres buts analogues, si la nature de ces buts le comporte.

ART. 68. — Dans l'accomplissement de sa mission, le Conseil d'exploitation doit agir pour que les deux parties

s'abstiennent d'exigences et de mesures nuisibles à l'intérêt commun.

ART. 69. — La Direction de l'exploitation est chargée de l'exécution des décisions prises conjointement avec elle. Le Conseil d'exploitation ne doit pas s'immiscer dans cette direction par des dispositions indépendantes.

ART. 70. — Dans les entreprises où il existe un Conseil de surveillance et où, en vertu d'autres lois il est prévu une représentation analogue des travailleurs dans ce Conseil de surveillance, il est envoyé dans ce dernier, d'après une loi spéciale, à édicter à cet égard, un ou deux membres du Conseil d'exploitation pour y défendre les intérêts et les demandes des travailleurs, ainsi que leurs vues et leurs vœux touchant l'organisation de l'exploitation. Ces représentants ont droit d'assister et de voter à toutes les réunions du Conseil de surveillance, mais ne reçoivent pas d'autre indemnité que le remboursement de leurs dépenses. Ils sont tenus de garder le silence sur les indications confidentielles qui leur sont données.

ART. 71. — Pour remplir sa tâche, le Conseil d'exploitation a le droit, dans les exploitations ayant des buts économiques, d'exiger du patron qu'il fournisse à la Commission d'exploitation ou, à son défaut, au Conseil d'exploitation, à condition que les secrets de l'exploitation n'en souffrent pas et que des dispositions légales ne s'y opposent pas, des éclaircissements sur tous les actes d'exploitation relatif au contrat de travail et à l'occupation des travailleurs, et lui présente les livres de salaires et les pièces nécessaires à l'exécution des contrats de travail existants.

De plus, tous les trois mois, le patron doit fournir un rapport sur la situation et la marche de l'entreprise et de l'industrie en général, et sur la production de l'exploitation et le besoin de main-d'œuvre à envisager en particulier.

Les membres de la Commission d'exploitation ou du

Conseil d'exploitation sont tenus de garder le silence sur les indications confidentielles qui leur ont été données par le patron.

ART. 72. — Dans les exploitations dont les entrepreneurs sont tenus à une comptabilité commerciale et qui occupent d'ordinaire au moins 300 ouvriers ou 50 employés dans l'exploitation, les Conseils d'exploitation peuvent exiger la production aux Commissions d'exploitation ou, à leur défaut, à eux-mêmes, tous les ans, à partir du 1^{er} janvier 1921, conformément à une loi à édicter à cet égard, d'un bilan d'exploitation et d'un compte de profits et pertes pour l'année écoulée, au plus tard six semaines après l'expiration de l'année de gestion, pour qu'ils en prennent connaissance. Ces pièces de comptabilité seront accompagnées d'explications.

Les membres de la Commission d'exploitation ou du Conseil d'exploitation sont tenus de garder le silence sur les indications confidentielles qui leur sont données.

ART. 73. — Les articles 70 et 72 ne s'appliquent pas aux exploitations énumérées dans l'article 67 si la nature particulière de l'exploitation le comporte.

Des exploitations ou entreprises peuvent être dispensées des obligations des articles 70 et 72, sur leur demande, par le Gouvernement de l'Empire, si des intérêts importants de l'Etat l'exigent.

Dans les cas des paragraphes 1 et 2, la Commission d'exploitation et, à son défaut, le Conseil d'exploitation ont le droit, s'il y a un Conseil de surveillance, d'adresser des demandes et des vœux touchant les conditions du travail et l'organisation de l'exploitation au Conseil de surveillance et de les faire présenter par un ou deux mandataires à ce Conseil de surveillance. Le président de ce dernier doit le convoquer le plus tôt possible et mettre la question à l'ordre du jour. Dans cette séance, les repré-

sentants du Conseil d'exploitation ont voix consultative et délibérative.

ART. 74. — Si, à la suite d'extension, de limitation ou d'arrêt de l'exploitation ou de l'introduction de techniques nouvelles ou de nouveaux procédés d'exploitation ou de nouvelles méthodes de travail, l'emploi ou le renvoi d'un plus grand nombre de travailleurs est nécessaire, le patron est tenu de se concerter avec le Conseil d'exploitation, que remplace la Commission d'exploitation, s'il y en a une, s'il doit être fait à ce sujet des communications confidentielles, le plus longtemps possible auparavant, sur la nature et le nombre des entrées ou des renvois nécessaires, pour éviter des faits fâcheux dans ce dernier cas. Le Conseil d'exploitation ou la Commission d'exploitation peuvent exiger qu'il soit fait une communication à ce sujet au Bureau central d'informations ou une indication de travail fournie par celui-ci.

ART. 75. — Si des clauses de travail doivent être conclues en commun, d'après l'article 66, § 5, le patron doit en soumettre le projet au Conseil d'exploitation, si elles ne sont pas basées sur le contrat de tarif. Si l'entente ne peut se faire sur ce projet, les deux parties peuvent recourir à la Commission d'arbitrage qui prend une décision liant les parties. Le caractère obligatoire de la décision ne s'étend pas à la durée du temps du travail.

En cas de modifications des clauses de travail, il est procédé d'une manière analogue.

ART. 76. — Le Conseil d'exploitation peut fixer, dans les exploitations de plus de 100 travailleurs, une heure de consultation régulière ayant lieu un jour ou plusieurs jours par semaine, pour permettre aux travailleurs de formuler leurs vœux et leurs réclamations. Si la consultation a lieu pendant le temps de travail, cela doit se faire par entente avec le patron.

ART. 77. — Un membre désigné par le Conseil d'exploitation doit prendre part aux enquêtes en cas d'accident, qui sont faites dans l'exploitation par le patron, l'inspecteur de l'industrie ou tous autres agents chargés de ce soin.

B. — CONSEIL D'OUVRIERS ET CONSEIL D'EMPLOYÉS.

ART. 78. — Le Conseil d'ouvriers et le Conseil d'employés ou, à leur défaut, le Conseil d'exploitation a pour mission :

1° De veiller à ce que dans l'exploitation les prescriptions légales édictées en faveur des travailleurs et les contrats de tarifs, ainsi que les sentences arbitrales d'une Commission d'arbitrage ou d'un bureau de conciliation convenu ou d'un bureau d'arbitrage acceptées par les parties soient exécutées;

2° S'il n'y a pas de règlement du contrat de tarif, de coopérer, de concert avec les Unions économiques de travailleurs intéressées, au règlement des salaires et autres conditions de travail, notamment pour :

La fixation des taux de salaires à forfait et à la pièce ou des principes directeurs de leur fixation;

L'introduction de nouvelles méthodes de rémunération;

La fixation du temps de travail, en particulier la prolongation et la diminution du temps de travail régulier;

La fixation du congé des travailleurs;

Le règlement des réclamations touchant l'instruction et le traitement des apprentis dans l'exploitation;

3° D'établir, d'accord avec le patron, le règlement du travail ou autres conditions de travail pour un groupe de travailleurs dans le cadre des contrats de tarif en vigueur, conformément à l'article 80;

4° D'examiner les réclamations et d'agir pour y donner satisfaction d'un commun accord avec le patron;

5° D'en appeler, dans les contestations, à la Commission d'arbitrage ou à un Bureau de conciliation ou d'arbitrage

convenu, si le Conseil d'exploitation refuse d'y recourir;

6° De veiller à ce que les dangers d'accidents et de maladies soient écartés de son groupe dans l'exploitation, de seconder les inspecteurs du travail et les autres fonctionnaires intervenant à cet égard, en appelant leur attention, en leur donnant des avis et des renseignements, et de coopérer à l'exécution des mesures de police en matière d'industrie et des mesures propres à empêcher les accidents;

7° De prendre soin, autant que possible, des mutilés de guerre et des accidentés du travail en leur procurant une occupation en rapport avec leurs forces et leurs capacités, en leur donnant des conseils, un appui, en appelant l'attention sur eux et en intervenant en leur faveur auprès du patron et de leurs camarades les travailleurs;

8° S'il n'existe pas de règlement du contrat de tarif, de conclure avec le patron des directives sur l'entrée de travailleurs du groupe dans l'exploitation, conformément aux articles 81 à 83;

9° D'agir, conformément aux articles 84 à 90, en cas de renvoi de travailleurs du groupe.

ART. 79. — Les articles 68 et 69 s'appliquent au Conseil d'ouvriers et au Conseil d'employés.

ART. 80. — Si, conformément à l'article 78, numéro 3, il doit être établi d'un commun accord des règlements de travail ou autres prescriptions de travail pour un groupe de travailleurs, l'article 75 est appliqué.

La fixation de punitions prévue par l'article 134 *b*, numéro 4 de la loi sur l'industrie, a lieu d'un commun accord par le patron et le Conseil des ouvriers ou le Conseil des employés. En cas de contestations la Commission d'arbitrage statue.

Si le règlement de travail est édicté avant le 1^{er} janvier 1919, un nouveau règlement de travail sera élaboré dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 81. — Les directives établies d'un commun accord, conformément à l'article 78, numéro 8, doivent contenir cette clause que l'entrée d'un travailleur ne peut dépendre de son action politique, militaire, confessionnelle ou corporative, de sa participation ou de sa non participation à une société politique, confessionnelle ou professionnelle ou à une fédération militaire. Elles ne doivent pas porter que l'admission dépend de ce qu'on appartient à un sexe déterminé.

Les prescriptions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux exploitations mentionnées dans l'article 67, si la nature particulière de leur action l'exige.

Les entrées qui s'opèrent en vertu d'une obligation imposée par la loi, par un contrat de tarif ou par la sentence arbitrale d'une Commission d'arbitrage ou d'un Bureau de conciliation ou d'arbitrage convenu, précèdent dans chaque cas les directives.

Dans les cadres des directives le patron seul, sans la coopération ou la surveillance du Conseil d'ouvriers ou du Conseil d'employés, statue sur l'admission de chaque travailleur.

ART. 82. — Si les directives établies d'un commun accord sont transgressées, le Conseil d'ouvriers ou le Conseil d'employés peuvent, dans les cinq jours après qu'ils ont eu connaissance de cette transgression, mais pas plus de quinze jours après l'entrée dans l'exploitation, formuler une réclamation.

Les motifs de cette réclamation et les pièces probantes sont soumis par le Conseil d'ouvriers ou le Conseil d'employés lors des négociations avec le patron.

Si ces négociations n'aboutissent pas à une entente, le Conseil d'ouvriers ou le Conseil d'employés peuvent, dans les trois jours qui suivent la fin de ces négociations, en appeler à la Commission arbitrale ou à un bureau d'arbitrage convenu.

La réclamation contre l'admission et l'appel à la Commission d'arbitrage ou au Bureau d'arbitrage n'ont pas d'effet suspensif ni d'effet résolutoire.

ART. 83. — Il est statué d'une manière définitive dans la procédure d'arbitrage sur la réclamation. Le travailleur nouvellement entré est entendu avant cette décision définitive. Si la sentence porte que les directives convenues ont été transgressées, elle peut en même temps déclarer que l'engagement de travail de ce travailleur est considéré comme dénoncé avec l'entrée en vigueur de la décision, en observant le délai légal de congé. La décision est souveraine à l'égard du patron et du travailleur intéressés.

ART. 84. — Les travailleurs peuvent, en cas de congé par le patron, formuler une réclamation dans les cinq jours qui suivent, en faisant appel au Conseil d'ouvriers ou d'employés :

1° S'il peut être supposé avec raison que le congé a été donné parce que le travailleur est d'un sexe déterminé, à cause de son action en matière politique, militaire, confessionnelle ou corporative ou à cause de sa participation ou de sa non-participation à une société politique, confessionnelle ou professionnelle ou à une fédération militaire;

2° Si le congé a été donné sans indication de motifs;

3° Si le congé a été donné parce que le travailleur s'est refusé à exécuter d'une façon permanente un autre travail que celui qui avait été entendu lors de l'entrée;

4° Si le congé constitue un acte injuste que ne comporte pas la conduite du travailleur ou la situation de l'exploitation.

Si le congé est donné sans délai pour un motif qui, d'après la loi, justifie le renvoi du travail sans observer un délai de congé, la réclamation peut aussi être basée sur ce que ce motif n'existe pas.

ART. 85. — Le droit à réclamation conféré par l'article 84,

numéro 1, ne s'applique pas aux exploitations indiquées à l'article 67, si leur nature particulière l'exige.

Ce droit n'existe pas :

1^o Pour les renvois basés sur une obligation imposée par la loi ou par le contrat de tarif ou par la sentence arbitrale d'une Commission d'arbitrage ou d'un Bureau de conciliation ou d'arbitrage convenu;

2^o Pour les renvois devenus nécessaires par un arrêt total ou partiel de l'exploitation.

ART. 86. — Lors de l'appel les motifs de la réclamation doivent être exposés et les preuves la justifiant doivent être fournies. Si le Conseil d'ouvriers ou le Conseil d'employés considère le recours comme justifié, il doit tenter, en négociant, d'amener une entente avec le patron. Si cette entente n'est pas conclue en une semaine, le Conseil d'ouvriers ou d'employés ou le travailleur intéressé peuvent, dans les cinq autres jours qui suivent, s'adresser à la Commission arbitrale.

Dans le cas de l'article 84, § 2, la Commission arbitrale doit surseoir à toute action si, en raison du congé, une procédure judiciaire est pendante ou si l'ajournement de l'action est demandé par une des parties pour amener le jugement d'un tribunal. L'action suit son cours si, dans les quatre semaines qui suivent le dépôt de la demande d'ajournement, l'introduction de la plainte n'a pas été justifiée ou si une décision judiciaire ayant force de loi n'est pas intervenue, d'après laquelle il n'est pas loisible de congédier sans délai.

La réclamation contre le congé et l'appel à la Commission arbitrale n'ont pas d'effet suspensif.

ART. 87. — La réclamation donne lieu à une décision définitive dans l'action en arbitrage légale (art. 84).

Si la décision porte que la réclamation contre le congé est justifiée, au cas où le patron refuserait d'occuper à nou-

veau l'intéressé, elle lui impose en même temps l'obligation d'une indemnité. Celle-ci se mesure d'après le nombre d'années pendant lesquelles le travailleur a été occupé au total dans l'exploitation et peut être fixée pour chaque année au douzième du salaire de la dernière année de travail. Dans cette fixation il est tenu compte, aussi bien de la situation économique du travailleur, que de la capacité de production économique du patron. La décision fait loi pour le patron et le travailleur intéressés.

Dans les trois jours après qu'il aura eu connaissance que la décision rendue dans l'action en arbitrage a acquis force de loi, le patron doit aviser le travailleur verbalement ou par lettre envoyée par la poste s'il préfère l'occuper à nouveau ou l'indemniser. A défaut de déclaration on considère qu'il refuse de l'occuper à nouveau.

ART. 88. — Le patron est tenu, s'il occupe à nouveau un travailleurs, d'accorder à celui-ci, au cas où il l'a renvoyé dans l'intervalle, un salaire ou des appointements pour le temps écoulé entre le renvoi et la reprise. L'article 615, § 2, du Code civil est applicable dans ce cas. Le patron peut, en outre, tenir compte des secours publics que le travailleur a reçus sur les fonds de la Caisse d'assistance aux gens sans travail ou de la Caisse d'assistance aux pauvres pendant l'intervalle, et doit rembourser ces sommes à la Caisse qui les a déboursées.

ART. 89. — Le travailleur a le droit, s'il a conclu dans l'intervalle un nouveau contrat de travail, de refuser d'être réoccupé par le patron primitif. Il doit à cet égard, sans délai, après reçu de la déclaration du patron prévue par l'article 87, § 3, et au plus tard une semaine après avoir eu connaissance que la décision rendue dans l'action en arbitrage est exécutoire, faire connaître au patron sa réponse verbalement ou par écrit envoyé par la poste. S'il ne répond pas, il perd son droit de refus. S'il fait usage de ce droit de refus, il lui est accordé, si le renvoi est survenu

dans l'intervalle, un salaire ou des appointements uniquement pour la période écoulée entre le renvoi et le moment où la sentence rendue à la suite de l'action en arbitrage a acquis force de loi. L'article 88, §§ 2 et 3, s'applique.

ART. 90. — Si l'observation des détails indiqués dans les cas des articles 81 à 89 est empêchée par des phénomènes naturels ou des circonstances inévitables, le travailleur est rétabli dans sa situation primitive suivant les prescriptions de détail des dispositions relatives à l'exécution.

C. — CONSEIL D'EXPLOITATION COLLECTIF.

ART. 91. — S'il existe à côté de Conseils d'exploitation séparés, un Conseil d'exploitation collectif, les devoirs et pouvoirs des Conseils d'exploitation leur compètent seulement à l'égard des exploitations séparées qu'ils représentent.

Le Conseil d'exploitation collectif est compétent pour les affaires communes de plusieurs exploitations distinctes et pour les affaires de l'exploitation ou entreprise totale.

D. — ARBITRE D'EXPLOITATION.

ART. 92. — L'arbitre d'exploitation a les missions et les pouvoirs qui, aux termes des articles 66, 78, numéros 1 à 7, 71, 77, compètent au Conseil d'exploitation (Conseil d'ouvriers et Conseil d'employés).

IV. — Décisions en cas de contestations.

ART. 93. — Le Conseil économique du district prononce, en cas de contestations sur :

1° La nécessité de la création, la formation et la compo-

sition d'une représentation d'exploitation au sens de la présente loi;

2° Le droit de vote ou l'éligibilité d'un travailleur;

3° L'organisation, la compétence et la gestion des représentations d'exploitation et de l'Assemblée d'exploitation;

4° La nécessité de frais de gestion pour les représentations d'exploitation;

5° Toutes les contestations provenant des élections prescrites par la présente loi.

ART. 94. — Pour les entreprises ou administrations qui s'étendent au-delà du district d'un Conseil économique ou qui sont soumises à la surveillance de la province en ce qui concerne les conditions de travail de leurs travailleurs, le Conseil économique de la province ou un Conseil économique de district est déclaré compétent par le Gouvernement de la province. Si l'entreprise ou l'administration s'étend au-delà de la province ou est soumise à la surveillance de l'Empire en ce qui concerne les conditions de travail de ses travailleurs, le Conseil économique de l'Empire statue.

V. — Dispositions protectrices et dispositions pénales.

ART. 95. — Il est interdit aux patrons et à leurs représentants d'entraver l'exercice du droit de vote de leurs travailleurs pour les représentations des exploitations ou l'acceptation et l'exercice de la représentation légale d'une exploitation ou de leur préjudicier à cet égard.

ART. 96. — Pour congédier de son travail un membre d'une représentation d'exploitation ou pour l'envoyer dans une autre exploitation, le patron a besoin du consentement de la représentation de l'exploitation.

Ce consentement n'est pas nécessaire :

1° Quand le renvoi a lieu en vertu d'une obligation légale ou d'un contrat de tarif ou d'une sentence d'une Commission arbitrale ou d'un Bureau de conciliation ou d'arbitrage convenu;

2° Quand le renvoi est nécessité par l'arrêt de l'exploitation;

3° En cas de congé sans délai pour un motif qui, d'après la loi, autorise le renvoi du travail sans observer un délai de congé.

Dans le cas du paragraphe 3, numéro 3; la réclamation conformément à l'article 84, § 2, et à l'article 86, § 2, est permise.

Si un congé sans délai (§ 2, n° 3) est déclaré injuste par un jugement judiciaire ayant force de loi ou par sentence de la Commission arbitrale, ce congé est considéré comme repris par le patron et l'article 89 s'applique.

ART. 97. — Si le consentement de la représentation de l'exploitation est nécessaire et est refusé, le patron a la faculté de recourir à la Commission arbitrale, qui peut remplacer par sa sentence le consentement manquant. Cette sentence ne peut remplacer ce consentement si elle établit que le congé doit être considéré comme une infraction aux obligations imposées par l'article 95. Jusqu'à sentence de la Commission arbitrale le patron est tenu de continuer à occuper le travailleur dans son exploitation.

ART. 98. — Les articles 95 à 97 s'appliquent aux représentations indiquées dans les articles 62, 63.

Ils s'appliquent aux arbitres d'exploitation avec ce tempérament que, au lieu de la représentation de l'exploitation, c'est la majorité des travailleurs électeurs de l'exploitation qui intervient.

ART. 99. — Les patrons ou leurs représentants qui contreviennent intentionnellement à l'article 95, même s'il est

déclaré applicable par l'article 98, sont punis d'une amende allant jusqu'à 2.000 marks ou d'emprisonnement.

Les patrons ou leurs représentants qui contreviennent aux dispositions de l'article 23, §§ 2 et 3, intentionnellement, sont passibles de la même peine.

Les patrons ou leurs représentants qui négligent sciemment de fournir à la représentation de l'exploitation les renseignements indiqués aux articles 71 et 72, des rapports, les livres de paye, les pièces nécessaires à l'application des conventions de tarif existantes, le bilan ou le compte de profits et pertes, ou les explications voulues ou qui, sciemment ne se confondent pas à temps à ces obligations, sont passibles de la même peine.

Quiconque, contrevenant aux obligations imposées par les articles 71 et 72, donne des indications reconnues fausses ou passe sous silence des indications reconnues exactes dans un but de tromperie et dans l'intention de nuire aux travailleurs, dans les exposés, rapports et situations sur l'avoir de l'entreprise, est puni d'un emprisonnement allant jusqu'à un an et d'une amende allant jusqu'à 10.000 marks ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 100. — Quiconque divulgue sans autorisation des indications confidentielles, des secrets d'exploitation ou de gestion qui lui ont été communiqués comme membre d'une représentation d'exploitation et ont été qualifiés comme tels, est puni d'une amende allant jusqu'à 1.500 marks ou d'emprisonnement.

Celui qui agit ainsi dans l'intention de se procurer ou de procurer à un autre, un avantage pécuniaire ou de causer préjudice au patron est puni d'un emprisonnement allant jusqu'à un an. Indépendamment de l'emprisonnement, il peut être prononcé une amende de 3.000 marks au maximum. S'il y a circonstances atténuantes l'amende seule est prononcée. En même temps que la pénalité, la confiscation des avantages obtenus peut être prononcée.

La poursuite n'a lieu que sur la demande de l'entrepreneur. Le retrait de la plainte est permis.

**VI. — Dispositions relatives à l'exécution
et dispositions transitoires.**

ART. 101. — Le Ministre du travail de l'Empire est autorisé à édicter des dispositions pour l'exécution de la présente loi avec l'autorisation du Conseil de l'Empire et d'une Commission composée de vingt-huit membres du Parlement d'Empire.

ART. 102. — A la première élection qui aura lieu six semaines au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente loi, la Commission des ouvriers, qui doit procéder à la désignation du bureau de l'élection dans une réunion convoquée par son président et commune avec la Commission des employés, si celle-ci existe, remplit la mission qui est confiée au Conseil d'exploitation par l'article 23, § 1^{er}. S'il n'y a pas de Commission d'ouvriers, la Commission d'employés la remplace.

Si la Commission d'ouvriers ou d'employés ne remplit pas sa mission ou si cette Commission n'existe pas, il y a lieu de suivre la procédure indiquée par l'article 23, § 2.

Pour la première élection de l'arbitre d'exploitation, le patron doit désigner le travailleur électeur le plus âgé pour diriger l'élection (art. 58, § 2).

ART. 103. — Tant qu'il n'existe pas de Conseils économiques de district, l'autorité centrale de la province désignera un autre organisme pour les remplacer dans le cas de l'article 93. Tant qu'il n'existera pas de Conseils économiques de province et de Conseil économique d'Empire, le Gouvernement de la province désignera, dans les cas de l'article 94, première phrase, un autre organisme non inté-

ressé; pour le reste, le Gouvernement de l'Empire fera cette désignation.

ART. 104. — En même temps que la présente loi entrera en vigueur, les modifications suivantes entreront également en vigueur :

1° Les articles 7 à 14 de l'Ordonnance sur les contrats de tarifs, les Commissions d'ouvriers, d'employés et l'arbitrage en cas de contestations sur les questions de travail, en date du 23 décembre 1918, sont abrogés;

2° L'article 19 de l'Ordonnance désignée au numéro 1 est modifiée ainsi qu'il suit :

Pour les entreprises et les administrations de l'Empire et des provinces, il peut être créé des Commissions arbitrales spéciales. Cette création a lieu par ordonnance du Gouvernement de l'Empire pour les administrations de l'Empire, par ordonnance des Gouvernements de province pour les administrations des provinces.

3° Les articles 20 et suivants de l'Ordonnance mentionnée au numéro 1, sont modifiés en ce sens que partout les Commissions d'ouvriers ou d'employés, dans les exploitations tombant sous le coup de l'article 1^{er} de la présente loi, sont remplacées par les Conseils d'exploitation ou, d'après les articles 6 et 78, par les Conseils d'ouvriers ou d'employés, et dans les exploitations régies par l'article 2, par les arbitres d'exploitation, et que les représentations spécifiées par l'article 12 de la dite Ordonnance sont remplacées par celles des articles 62 et 63 de la présente loi;

4° L'article 134 *a*, § 2, et l'article 134 *b*, § 3, de la loi sur l'industrie sont modifiés en ce sens que le patron est considéré comme élaborant le règlement du travail et les suppléments de celui-ci avec le Conseil d'exploitation. La signature du président est considérée comme celle de ce Conseil;

5° Les articles 134 *d* et 134 *h* de la loi sur l'industrie sont abrogés;

6° L'article 134 c, § 1^{er}, de la dite loi, est modifié comme suit :

Le règlement du travail, ainsi que chacun de ses suppléments, est adressé dans les trois jours qui suivent son élaboration, en deux exemplaires, à l'autorité administrative inférieure;

7° L'article 13, première phrase, de l'Ordonnance, relatif à un règlement provisoire du travail, en date du 24 janvier 1919, est modifié ainsi qu'il suit :

Dans les exploitations où il existe un Conseil d'exploitation, il sera établi un règlement de travail qui sera affiché à un endroit visible;

8° S'il est mentionné dans d'autres lois et ordonnances et dans des contrats de tarif des Commissions d'ouvriers ou d'employés, celles-ci sont remplacées, dans les exploitations régies par l'article 1^{er} de la présente loi, par les Conseils d'exploitation ou par les Conseils d'ouvriers ou les Conseils d'employés, conformément aux articles 6 et 78; dans les exploitations régies par l'article 2, par les arbitres d'exploitation; dans les exploitations régies par les articles 62 et 63, par les représentations qui y sont mentionnées.

ART. 105. — Si la loi sur le bilan d'exploitation prévue par l'article 72 n'existe pas au 31 décembre 1920, il sera présenté au Conseil d'exploitation un bilan et un compte de profits et pertes répondant aux dispositions du Code de commerce.

ART. 106. — La présente loi entrera en vigueur au jour de sa promulgation. En même temps, les lois sur les Conseils d'exploitation cesseront de rester en vigueur.

Quand les premières élections suivant l'entrée en vigueur de la présente loi seront terminées, les Conseils d'exploitation existants, les Conseils d'ouvriers créés pour les exploitations, les Commissions d'ouvriers et d'employés cesseront d'exister.

Loi sur le bilan d'exploitation et le compte de profits et pertes,

du 5 février 1920 (*Journal Officiel de l'Empire*, p. 159).

§ 1^{er}. — Le bilan d'exploitation à présenter d'après le § 72 de la loi sur les Conseils d'exploitation du 4 février 1920 (*Journal officiel de l'Empire*, p. 147), conformément aux dispositions légales sur le bilan, en vigueur pour les entreprises, doit faire ressortir les éléments constitutifs de l'actif et du passif de l'entreprise de façon à donner par lui-même et indépendamment d'autres documents, un aperçu sur la situation de fortune de l'entreprise.

Le capital de l'entrepreneur non investi dans l'entreprise ne sera pas pris en considération.

§ 2. — Pour commenter le bilan d'exploitation, on expliquera le sens et la cohésion des différents postes du bilan. L'explication devra porter sur les éléments constitutifs du bilan, tels que l'inventaire, le bilan brut, les comptes courants, les frais généraux.

La présentation de ces éléments n'est pas obligatoire. On devra indiquer les modifications essentielles survenues dans l'exercice.

Si, pendant l'exercice, l'actif ou le passif ont été repor-

tés du capital d'exploitation au capital non investi ou réciproquement, on l'indiquera dans un état séparé lors de la présentation du bilan.

Si une entreprise comprend plusieurs exploitations, la situation de chacune devra être commentée à la présentation du bilan, autant que la nature de l'entreprise et des exploitations qui y sont rattachées, le permet.

§ 3. — Le droit d'exiger la présentation et l'explication du bilan (§§ 1, 2) appartient aux Conseils d'exploitation isolés comme au Conseil d'exploitation collectif.

§ 4. — Les prescriptions des paragraphes 1^{er} et 3 s'appliquent au compte de profits et pertes à présenter d'après le § 72 de la loi sur les Conseils d'exploitation.

§ 5. — La présentation et l'explication du bilan d'exploitation et du compte de profits et pertes pourront être exigées pour la première fois pour la dernière année commerciale écoulée avant le 1^{er} janvier 1921.

§ 6. — Cette loi entrera en vigueur avec effet à partir du 1^{er} février 1921.

Berlin, le 5 février 1921.

I. — Les dispositions de la Constitution d'Empire sur l'incorporation des Conseils dans la Constitution.

Article 156.

Par une loi, l'Empire peut faire passer de la propriété privée à la propriété collective, en vue de leur socialisation, des entreprises économiques particulières et ce, contre indemnité (unbeschadet der Entschädigung).

L'Empire, les Etats ou les communes peuvent participer à l'administration d'entreprises économiques et d'associations ou s'y assurer de toute autre façon une influence prépondérante.

En cas de nécessité urgente il peut, en outre, pour la communauté, joindre par une loi, sur la base de l'administration autonome, des entreprises économiques et des associations. Le but est d'assurer le concours de toutes les parties créatrices du peuple, de faire participer employeurs et employés à l'administration et de régler la production, la fabrication, la répartition, l'établissement du prix des biens économiques ainsi que leur importation et leur exportation d'après des principes communs (gemeinschaftlich).

Les coopératives économiques, les coopératives d'achats

et leurs Unions seront, sur leur demande et sans considération de leur règlement et de leur nature, incorporées dans l'économie commune.

Article 165.

Les ouvriers et les employés sont appelés sur le pied d'égalité, en communauté avec les entrepreneurs, à participer à la réglementation des conditions du salaire et du travail ainsi qu'au développement économique total des forces économiques.

Leurs syndicats sont reconnus ainsi que leurs conventions.

En vue de ménager leurs intérêts économiques et sociaux, les ouvriers et les employés auront des représentations légales dans des Conseils ouvriers d'exploitation, ainsi que dans des Conseils ouvriers de districts, répartis d'après des régions économiques et dans un Conseil ouvrier d'Empire.

Les Conseils ouvriers de districts et le Conseil ouvrier d'Empire s'associeront pour l'exécution de toutes les tâches économiques et pour participer avec les représentations des entrepreneurs et des autres classes intéressées du peuple à l'exécution des lois de socialisation dans des Conseils économiques de district et dans un Conseil économique d'Empire.

Les Conseils économiques de districts et le Conseil économique d'Empire devront être formés de façon telle que tous les groupements professionnels importants soient représentés proportionnellement à leur importance.

Les projets de lois politico-sociales et politico-économiques d'importance fondamentale devront être, avant leur dépôt, présentés par le gouvernement d'Empire au Conseil économique d'Empire pour avis. Le Conseil économique d'Empire même a le droit de proposer de tels projets de lois.

Si le gouvernement n'y consent pas, il doit cependant présenter la proposition en exposant son point de vue. Le Conseil économique d'Empire peut faire présenter la proposition devant le Reichstag par un de ses membres.

Des pouvoirs de contrôle et d'administration peuvent être délégués aux Conseils ouvriers et aux Conseils économiques dans le domaine qui leur a été assigné.

La réglementation pour la création et les obligations des Conseils ouvriers et des Conseils économiques ainsi que leurs rapports avec d'autres institutions administratives autonomes sociales, sont uniquement l'affaire de l'Etat.

II. — Les conclusions du Congrès du parti social-démocrate allemand à Weimar du 10 au 15 juin 1919 dans la question des Conseils.

A

I. — Même dans un Etat démocratique parfaitement accompli politiquement, la construction uniquement politique de la vie commune ne suffit pas pour pouvoir faire droit aux forces et besoins sociaux. En Economie, la voie pour faire obtenir le maximum aux intérêts sociaux n'est pas dans l'exclusion de la démocratie politique, mais réside dans la création d'une Constitution économique à côté de la Constitution d'Etat et dans laquelle les forces sociales agissent directement.

II. — Les dispositions sur le projet d'une Constitution d'Empire qui prévoient des Conseils ouvriers pour les intérêts ouvriers, des communautés professionnelles avec des Conseils économiques pour les intérêts de la production, constituent une base appropriée pour l'édification d'une Constitution économique.

Mais elle ne pourra être formée de façon profitable aux intérêts de la classe ouvrière que si les points suivants sont observés :

1° La réglementation contractuelle des conditions du travail et du salaire doit être absolument réservée aux Syndicats libres professionnels.

Autant que cette réglementation aboutit à des communautés de travail qui touchent également aux questions de la production, les communautés du travail sont à considérer comme des éléments libres dans la construction des Conseils économiques.

2° Dans la construction des Conseils ouvriers d'exploitation, il faut partir du point de vue que les exploitations sont des communautés à intérêts particuliers, mais qu'elles doivent être reliées dans la Constitution économique aux services centraux des Unions et Communautés professionnelles. L'exercice des droits de participation, d'information et de contrôle à déléguer aux Conseils ouvriers d'exploitation ne doit pas être par conséquent contraire aux intérêts supérieurs de ces services et doit être lié à leurs décisions.

3° La Constitution économique ne pourra être considérée comme terminée que lorsque, par l'exclusion de l'entrepreneur capitaliste, l'intérêt de la communauté économique sera assuré comme principe directeur.

Cette exclusion ne pourra résulter du fait des Conseils, mais seulement d'un acte législatif de l'Etat qui, seul, a le droit de disposition sur le droit économique.

Il faut exiger du gouvernement, outre la réalisation du système des Conseils, la préparation méthodique et la réalisation de tels actes législatifs dans tous les domaines de l'économie où se trouvent réunies les conditions techniques et économiques pour une socialisation efficace.

III. — A côté des tâches d'organisation sociale à résoudre par les organes de la Constitution économique, on doit leur donner aussi des fonctions politiques pour donner à la vie de l'Etat un esprit social et une vivacité sociale.

Pour la législation il ne s'agit pas de la cession d'un droit de participation. Une « Chambre du travail » professionnelle est une erreur absolue, compliquant la législation officielle pratiquement et politiquement, avec menace pour le développement ultérieur de la démocratie au profit de la classe ouvrière.

La fonction politique des Conseils vis-à-vis du pouvoir législatif est à limiter au droit de discussion et à l'initiative ainsi que le prévoit le projet de Constitution.

Pour l'Administration, un droit d'information et de plainte doit être assuré aux Conseils ouvriers et aux Conseils économiques pour toutes les affaires touchant leur cercle d'intérêts afin de pouvoir opposer au contrôle bureaucratique d'en haut un contrôle social d'en bas.

C'est le devoir d'une réforme légale énergique de l'Administration de garantir aux Conseils l'accomplissement de cette tâche.

Les communautés du travail et de l'Economie rendues agissantes par les Conseils, peuvent former au-dessus de l'Etat, des communautés d'intérêts, pouvant peut-être servir de bases possibles pour une réconciliation des peuples.

B

I. — Le but de la démocratie sociale est une production méthodique et une répartition avec obligation générale au travail et une participation délibérante des travailleurs à la conduite économique. Ce but doit être atteint non par une action soudaine ni par un arbitraire irréfléchi, mais par le développement économique et intellectuel, encouragé par la puissance publique.

On y arrivera par l'extension et la réalisation de la démocratie, par l'éducation et l'organisation des masses et non dans la création d'une nouvelle dictature violente minoritaire, exposée à tous les dangers de l'insuffisance et de la corruption.

II. — Ainsi qu'il l'a prouvé depuis 1885 dans des projets de lois importantes, le parti a toujours été dans le domaine économique sur le terrain de l'organisation légale des travailleurs, pour la garantie de leurs intérêts, pour la participation à la production et à l'organisation de l'économie.

Les encouragements et les efforts pour la reconnaissance légale des syndicats, des commissions ouvrières, des chambres ouvrières et du travail étaient orientées dans ce sens.

III. — Les Conseils d'ouvriers et les Conseils d'employés passés au premier plan depuis la Révolution, sont appelés à ménager les droits des travailleurs dans les entreprises, d'accord avec les syndicats, à veiller à la réalisation de la protection légale des travailleurs et des contrats de tarifs, à scruter la marche des affaires dans l'exploitation et à exercer le droit de participation dans des cas personnels concernant les ouvriers et les employés.

Des droits identiques doivent être accordés aux Conseils de fonctionnaires publics.

IV. — En vue de protéger les intérêts communs des travailleurs au-delà de l'exploitation isolée, pour arrêter les conditions générales des salaires et du travail ainsi que pour l'accomplissement d'autres devoirs importants économiques et intellectuels, les syndicats et leurs ramifications, les Conseils ouvriers locaux, professionnels, de districts, des Etats et le Conseil ouvrier d'Empire seront compétents à l'avenir.

Tant que l'organisation démocratique des administrations politiques locales et des cercles (Kreis) ne sera pas accomplie, ces Conseils, représentants de la classe ouvrière devront pouvoir (surtout les Conseils ouvriers de cercles) contrôler et avoir un droit de veto contre les autorités, représentant la classe possédante.

Des efforts opposés des autorités sont à repousser.

V. — Pour l'accomplissement des devoirs économiques communs, des Conseils économiques seront créés dans les districts. La parité ne sera pas obligatoire, mais ils seront composés selon l'importance numérique des entrepreneurs, des ouvriers, des employés ainsi que de ceux exerçant une profession libérale, des représentants de la science et des intérêts sociaux.

Ils agiront dans le domaine de la vie économique et sociale comme organes de délibération, de préparation et d'exécution et auxquels la loi et les autorités délègueront une capacité administrative.

VI. — Les Conseils économiques des Etats et le Conseil économique d'Empire sont appelés à donner leur avis sur les projets de lois à caractère économique et social avant leur présentation au pouvoir législatif.

Ils peuvent présenter eux-mêmes de tels projets de lois et les faire représenter au Reichstag et devant les Diètes (Landtag) par des mandataires.

Le même droit sera accordé aux Conseils ouvriers locaux et au Conseil ouvrier d'Empire.

VII. — Pour protéger les droits des consommateurs et prévenir l'abus des organisations économiques dans la fixation des prix, des représentants des consommateurs, spécialement des coopératives de consommation et des communes seront convoqués dans les Conseils économiques.

VIII. — Le Congrès repousse une coopération des Conseils ouvriers et des Conseils économiques avec le pouvoir législatif et l'Administration dans l'Empire, les Etats et les communes, coopératives aboutissant à un système compliqué de deux ou plusieurs Chambres.

III. — Les propositions de Cohen (Kaliski) pour l'édification du système des Conseils

(Présentées au Congrès du parti à Weimar.)

I

I. — La base de la république socialiste doit être la démocratie socialiste. La démocratie bourgeoise dans son système représentatif estime la population simplement d'après le nombre.

La démocratie sociale doit apporter le complément en tenant compte de l'activité laborieuse.

II. — Cela peut avoir lieu par la création de « Chambres du travail » où tous les Allemands travailleurs, classés par profession, auront droit de vote.

III. — A cette fin, chaque branche d'industrie crée un Conseil de production en tenant compte de toutes les catégories y figurant (le chef d'exploitation inclus) et qui enverront leurs délégués.

La population agricole et les professions libérales constitueront des représentations correspondantes.

III a. — Les élections des Conseils ont lieu dans les exploitations isolées ou groupées en associations professionnelles.

III b. — Le Conseil de production de la commune pour une profession déterminé sera relié avec le Conseil de production de la même catégorie du cercle, de la province, de l'Etat et de l'Empire en un Conseil central de production.

IV. — Chaque Conseil de production élit des délégués pour la Chambre du travail, qui part de la plus petite unité économique.

V. — Celle-ci sera la commune; les communes constituant une communauté économique seront groupées.

VI. — Les Conseils de production des cercles, provinces, pays, feront de même. Partout il y aura une Chambre populaire générale et une Chambre du travail.

VII. — Chaque loi nécessite l'accord des deux Chambres. Toutefois, une loi qui aura été acceptée trois années consécutives sans modification par la Chambre populaire (représentation communale, commission du cercle, représentation provinciale, diète locale, Reichstag) aura force de loi.

VIII. — Chacune des deux Chambres a le droit d'exiger un plébiscite.

IX. — En principe, tous les projets de lois de nature économique (avant tout, les lois de socialisation), sont envoyés à la Chambre du travail d'abord. Dans cette matière, elle doit avoir l'initiative.

En principe, tous les projets de lois de caractère politique général ou de progrès (Kultur) sont envoyés à la Chambre populaire d'abord.

La répartition des délégués dans les différentes professions sera réglée par une loi spéciale.

II

I. — Les syndicats sont les représentants des travailleurs de chaque profession : leurs organes d'exécution dans les entreprises sont les Conseils d'exploitation.

Ces derniers auront les obligations élargies des commissions d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires.

II. — La réglementation des conditions des salaires et du travail d'une profession ou d'un emploi s'opère d'une organisation à une autre (ainsi entre syndicat et association patronale).

III. — Si les Conseils ouvriers représentent les ouvriers pour les questions de la production dans les Conseils de la production, les communautés du travail fondées jusqu'alors et dans lesquelles coopèrent les syndicats patronaux avec les syndicats ouvriers, constitueront les services pour la réglementation des conditions du travail et des salaires ainsi que des autres questions professionnelles.

IV. — Les Conseils de production représentent la production supportée en commun par les travailleurs et les employeurs. Les ouvriers sont représentés en même temps par les Conseils ouvriers.

Le Conseil de production est la base de la socialisation.

Définitions tirées du Dictionnaire du droit ouvrier,

Par le Dr POTTHOFF.

Commissions d'ouvriers et Commissions d'employés (Arbeiter-und Angestelltenausschüsse), p. 17.

Leur création est une ancienne exigence politique sociale. Les Commissions d'ouvriers sont mentionnées d'abord dans l'additif du Code industriel en 1891 (§ 134 *b* et *s*), mais sans que leur création fut alors prescrite obligatoirement. Cela se fit plutôt d'abord dans la législation minière des Etats, par exemple en Prusse, par le paragraphe 80 f-o de la loi minière (1905-07).

Les syndicats obtinrent la création de commissions par le contrat collectif. Elles devinrent obligatoires dans l'Empire par la loi sur le service auxiliaire de 1916 pour toutes les entreprises ayant au moins 50 ouvriers ou employés et travaillant pour le service auxiliaire patriotique. La création de commissions pour toutes les exploitations ayant au moins 50 ouvriers ou employés fut fixée d'abord par contrat après l'accord du 15 novembre 1918, entre les grandes associations patronales et les syndicats.

Par l'ordonnance du 23 décembre 1918, elles devinrent légalement obligatoires pour tous les bureaux, administrations et exploitations publics ou privés, ayant au moins

vingt ouvriers ou employés. Elles recevaient la mission de protéger les intérêts économiques des travailleurs vis-à-vis de l'entrepreneur. Des ordonnances ultérieures leur donnèrent d'autres obligations.

Elles ont été remplacées par les représentations d'exploitation prévues par la loi du 4 février 1920.

(D^r FLATOW.)

Communautés du travail (Arbeitsgemeinschaft), p. 20.

Convention du 15 novembre 1918, entre la plupart des associations d'employeurs et les syndicats d'ouvriers et d'employés.

Elle reconnut les syndicats et leur participation sur le pied d'égalité au placement ainsi qu'à la réglementation des conditions du travail; réintégration des combattants, création de commissions d'ouvriers et de commissions d'arbitrage; fondation d'une commission centrale permanente.

Cette dernière, après son institution, s'est répartie en quatorze communautés professionnelles d'Empire.

La communauté centrale a pour but la solution en commun de toutes les questions politiques sociales, politiques économiques touchant le commerce et l'industrie allemands ainsi que tous les faits administratifs et législatifs les concernant.

Violemment attaquée par l'aile gauche des syndicats libres.

(D^r POTTHOFF.)

Chambres de travail (Arbeitskammern), p. 21.

Groupements paritaires, organisés en districts, d'employeurs et de salariés pour régler en commun les condi-

tions du travail, pour traiter les questions économiques du district et soutenir les autorités par des avis et des délibérations dans toutes les questions concernant les conditions du travail et la vie économique.

Ont été désirées depuis longtemps.

L'ancien gouvernement allemand avait présenté plusieurs projets de lois là-dessus.

Un projet de 1908 ne put arriver à terme, la session prenant fin.

L'adoption d'un projet, modifié de 1910, échoua sur des divergences fondamentales d'opinions. Un dernier projet de 1918 présenté aux Chambres aurait échoué devant la résistance groupée des syndicats de toutes nuances sans l'avènement de la Révolution.

Leur développement a pris des chemins tout à fait différents depuis la Révolution.

En ce qui concerne la conciliation, toujours considérée comme la principale tâche des Chambres de travail, les Commissions d'arbitrage les ont supplantées.

Les autres obligations qu'on voulait leur attribuer seront dévolues aux Conseils économiques et aux Conseils ouvriers dont le programme est contenu dans le paragraphe 165 de la Constitution d'Empire.

(D^r FLATOW.)

Autorités de démobilisation (Demobilmachngsbehörden),
p. 55.

L'organisation de la démobilisation débuta par l'ordonnance rendue par l'ancien gouvernement, le 7 novembre 1918, sur la démobilisation économique.

Elle donnait pouvoir au Chancelier « de rendre les ordonnances nécessaires pour remédier ou prévenir les troubles de la vie économique par suite de la démobilisation économique ».

Les autorités centrales des différents Etats furent d'abord autorisées, dans l'étendue de leur territoire, à nommer un « Commissaire d'Etat pour la démobilisation », pour leurs districts des « Commissaires de démobilisation » et, enfin, pour les associations de communes, des « Commissions paritaires de démobilisation ».

Cette organisation fut déclarée valable et des sanctions furent prévues contre les contraventions aux ordonnances de ces autorités.

Après la Révolution, un décret des Commissaires du peuple créait, le 12 novembre 1918, un « Office de démobilisation » et son chef fut pourvu de pouvoirs dictatoriaux. Dissous le 26 avril 1919, ses attributions furent réparties entre les différents ministères (surtout celui du travail).

Les autorités de démobilisation ont largement fait usage de leurs pouvoirs et empiété parfois profondément dans le droit privé (par exemple dans l'engagement et le renvoi des travailleurs, la fixation de la durée du travail, l'emploi des mutilés).

Les commissaires de démobilisation ont reçu des attributions spécialement importantes dans l'ordonnance sur l'engagement et le renvoi des ouvriers et employés (modifiée le 12 février 1920), en ayant le droit de déclarer obligatoires les décisions des Commissions d'arbitrage.

.

(D^r FLATOW.)

Commissions d'arbitrage (Schlichtungsausschüsse), p. 175.

La loi sur le service auxiliaire patriotique du 5 décembre 1916 reconnaissait les Commissions d'arbitrage.

Elles ont été maintenues par l'appel des Commissaires du peuple du 12 novembre 1918 (*Journal officiel*, p. 1303). Abstraction faite d'une modification partielle, leur compé-

tence est maintenue. Les entreprises de l'Empire et des Etats y échappent.

Les Commissions d'arbitrage ont deux représentants permanents et un non permanent des employeurs et des travailleurs.

Quand un représentant permanent se retire, l'autorité centrale de l'Etat doit en convoquer d'autres, autant que possible d'après les listes des groupements.

Les représentants permanents décident s'il doit y avoir un président neutre : dans l'affirmative, ils l'élisent; sinon ils le choisissent parmi eux.

Si le vote n'aboutit pas, l'autorité nomme, d'office, un président neutre. Ce dernier convoque les représentants non permanents des employeurs et des travailleurs.

S'il n'y a pas de président neutre, les représentants permanents du groupement professionnel intervenant dans le litige ont le droit d'en nommer un.

Dans les deux cas, on doit tenir compte des listes des groupements.

Les femmes peuvent siéger dans les Commissions d'arbitrage.

Ces Commissions doivent, normalement, aplanir les différends sur les salaires et autres conditions du travail....

L'employeur, les représentations des travailleurs, les groupements patronaux et ouvriers peuvent les convoquer.

La procédure s'inspire essentiellement de celle des tribunaux industriels.

.

(M. von SCHULZ.)



TOULOUSE. — IMP. V^e BONNET, RUE ROMIGUIÈRES, 2.

